



RAPPORT

DE CARTOGRAPHIE DES FLUX FINANCIER CLIMAT

VERS LA ZONE CEDEAO-CILSS

Financements publics multilatéraux

RAPPORT

DE CARTOGRAPHIE DES FLUX FINANCIERS CLIMAT VERS LA ZONE CEDEAO-CILSS



Ce rapport est publié par le
Département Agriculture,
Environnement et Ressources
Naturelles de la CEDEAO.



Cette publication a été produite
avec le soutien financier
de l'Union Européenne,
sous le programme
intra-ACP GCCA+.



Expertise France a supervisé
l'élaboration technique
de ce rapport, au bénéfice
de la CEDEAO et
de ses Etats-Membres.

CRÉDITS & CONTACTS



Les experts
qui ont élaboré
ce rapport

▷ **Déthié Soumaré NDIAYE**, expert finance climat, projet GCCA+ Afrique de l'Ouest, Expertise France

Ont également contribué à l'élaboration du rapport les experts suivants :

- ▷ **Alain S. Traoré**, Directeur de l'Agriculture et du Développement Rural, Commission de la CEDEAO,
- ▷ **Johnson Boanuh**, Directeur de l'Environnement, Commission de la CEDEAO,
- ▷ **Bernard Yao Koffi**, PPO Environnement et Climat, Direction de l'Environnement, Commission de la CEDEAO,
- ▷ **Raoul Konan Kouamé**, Coordonnateur du Projet Changement Climatique, Direction de l'Environnement, Commission de la CEDEAO,
- ▷ **Vanessa Laubin**, Consultante internationale - Climat et territoires, pour le compte d'Expertise France,
- ▷ **Matthieu Wemaere**, Avocat à la cour et consultant international climat, pour le compte d'Expertise France
- ▷ **Pierre Haas**, Conseiller technique au sein du Département de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources Naturelles, Commission de la CEDEAO,
- ▷ **Ibila Djibril**, Président du Conseil du Fonds d'Adaptation,
- ▷ **Mahamat Abakar Assouyouiti**, Senior Climate Change Specialist, Secrétariat du Fonds d'Adaptation,
- ▷ **Aya Mimura**, Analyste Financière, Secrétariat du Fonds d'Adaptation,
- ▷ **Daouda B. O. Ndiaye**, Lead Adaptation Specialist, Banque Islamique de Développement,
- ▷ **Ndiaye Cheikh Sylla**, Membre du Conseil du Fonds Vert pour le Climat, Directeur de Cabinet de Ministre de l'Environnement et du Développement Durable du Sénégal,

Partenaires financiers



INTRA-ACP GCCA+ PROGRAMME An initiative of the ACP Group of States funded by the European Union's European Development Fund

Partenaire technique



Ce guide est publié sous la seule responsabilité du Département Agriculture, Environnement et Ressources Naturelles de la CEDEAO et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union Européenne, de la CEDEAO et de ses Etats Membres.

Des commentaires sur ce document peuvent être adressés à la Direction l'Agriculture et du Développement Rural de la CEDEAO, par courrier ou courriel.

Contacts : Commission de la CEDEAO / Département Agriculture, Environnement et Ressources Naturelles / Direction Agriculture et Développement Rural / Annexe River Plaza – 496 Abogo Largema Street – Central Business District, PMB 401 Abuja FCT – République Fédérale du Nigéria

agric_ruraldev@ecowas.int



Contacts

Commission de la CEDEAO / Département Agriculture, Environnement et Ressources Naturelles / Direction Agriculture et Développement Rural / Annexe River Plaza – 496 Abogo Largema Street – Central Business District, PMB 401 Abuja FCT – République Fédérale du Nigéria

agric_ruraldev@ecowas.int

Crédits

Pour citer ce document :

Commission de la CEDEAO – Département Agriculture, Environnement et Ressources Naturelles – Cartographie des flux financiers climat vers la zone CEDEAO-CILSS, 2020

Crédit photo : Couverture © CEDEAO

Commission de la CEDEAO – Département Agriculture, Environnement et Ressources Naturelles – Cartographie des flux financiers climat vers la zone CEDEAO-CILSS, 2020

© ECOWAP - 2020

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu de ce document pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de ce document dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à la Direction l'Agriculture et du Développement Rural de la CEDEAO.

Avertissement : cette étude porte sur la cartographie des flux financiers vers les pays de la région CEDEAO-CILSS, avec un focus sur les ressources provenant des fonds multilatéraux (depuis 2003) d'une part, avec un zoom sur le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), le Fonds Vert pour le Climat (GCF) et le Fonds d'Adaptation ; les Banques Multilatérales de Développement (depuis 2015) d'autre part. Pour les ressources provenant des fonds multilatéraux, seuls les financements-pays sont analysés, les données disponibles ne permettant pas d'identifier la part de chaque pays dans les financements multi-pays, voire multirégionaux. La série de données utilisée pour les fonds multilatéraux de façon générale s'arrête au mois de février 2019. Pour le GCF et le FA, les données utilisées vont jusqu'en décembre 2019.

¹ Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Léone, Tchad, Togo



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'Afrique est la région du monde qui contribue le moins aux émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), elle est pourtant la plus vulnérable aux impacts des changements climatiques. En Afrique de l'Ouest, l'augmentation de la température est 1,5 fois supérieure au niveau mondial. Les tendances climatiques observées au cours de la période 1970-2010 montrent que : (i) les températures globales ont augmenté, les sécheresses ont été récurrentes et sévères ; (ii) les précipitations ont généralement augmenté ; (iii) les inondations se sont produites plus fréquemment et avec plus d'intensité ; et (iv) il est enregistré un recul du trait de côte tout le long du littoral ouest-africain, là où se situent les grandes agglomérations et les principales infrastructures économiques. Près de 50% de la population de la région tire ses revenus de secteurs (agriculture, élevage et pêche) fortement liés aux conditions climatiques et dont la contribution totale au PIB est de 28% dans les pays du CILSS et de 32% dans l'ensemble de la région. Tout cela se traduit par une grande vulnérabilité des pays de la région : cinq des dix pays les plus vulnérables au monde se trouvent dans la zone CEDEAO-CILSS.

Le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) estime qu'une limitation du réchauffement à 1,5°C plutôt qu'à 2°C permettrait de limiter la réduction du rendement des cultures de maïs, de riz, de blé et, potentiellement, des autres cultures céréalières, notamment en Afrique subsaharienne. Toutefois, cela requiert des transitions rapides et de grande envergure dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'énergie, de l'industrie, du bâtiment, du transport et de l'urbanisme. Ces transitions nécessitent d'importants financements pour pouvoir être opérées.

Le présent rapport présente les résultats de la cartographie des flux financiers climat multilatéraux vers la zone CEDEAO-CILSS. L'objectif de cette étude est de fournir aux Etats membres de la CEDEAO et du CILSS des informations complètes et exactes sur les ressources disponibles pour financer l'action climatique, ce qui leur permettra de mieux identifier les sources de financements possibles, de planifier et

coordonner leurs demandes en fonction de leur besoins au niveau national, et d'avoir une base objective pour rendre compte de l'appui financier nécessaire et reçu pour respecter leurs engagements pris dans le cadre international de coopération sur le climat. Il s'agit d'une première étape vers un suivi plus régulier et plus complet des flux financiers climat vers la région et de l'utilisation de ces flux. Il en ressort que les flux financiers climat multilatéraux vers la région sont en augmentation constante, avec le Fonds pour les Pays les Moins Avancés (FPMAs) en tête des bailleurs, suivi du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers ses différentes reconstitutions (1-6). Au mois de février 2019, les flux financiers approuvés par les fonds multilatéraux pour les pays de la zone CEDEAO-CILSS (projets-pays) sont estimés à environ 1,4 milliards de dollars E.U. Les Banques Multilatérales de Développement (BMDs) jouent également un rôle de premier plan avec près de 2,5 milliards de dollars E.U. d'engagement en 2018, soit environ 6% de tous les financements provenant des BMDs et 28% des financements qui sont allés vers l'Afrique sub-saharienne. Toutefois, ces ressources restent très en-deçà des besoins réels des pays de la région. A titre illustratif, les besoins de financement recensés dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) de 2015, et ce uniquement en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, représentent déjà un besoin financier de l'ordre de 340 milliards de dollars sur la période 2015-2030. Par ailleurs, les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la CDN du seul Bénin sont estimées à près de 12 milliards de dollars E.U., dont plus de la moitié est attendue des partenaires au développement. Il y a également de grandes disparités entre pays, les plus vulnérables n'étant pas toujours les mieux servis.

Deux fonds ont marqué l'évolution du paysage de la finance climat multilatérale ; à savoir le Fonds Vert pour le Climat (GCF) et le Fonds d'Adaptation (FA). Le FA a introduit l'une des innovations majeures que constitue l'accès direct et a approuvé des financements vers la zone CEDEAO-CILSS à hauteur de 98,3 millions de dollars E.U., soit près de 35% des flux du FA vers

l'Afrique. Plus de la moitié de ces ressources (57%) ont été mobilisées à travers les entités à accès direct (11%) ou régional (46%). Le secteur agricole est celui qui a reçu le plus de financements du FA (46%), suivi de la réduction des risques de catastrophes (20%). Le GCF, principal instrument financier de la CCNUCC et de l'Accord de Paris, a quant à lui non seulement adopté la modalité de l'accès direct, mais il l'a aussi approfondi en mettant en place l'accès direct amélioré (EDA). Le GCF propose une palette d'instruments financiers permettant au secteur privé de jouer un rôle plus important dans l'action climat des pays : prise de participation, prêt concessionnel, garantie et subvention. A ce jour, le GCF a approuvé 20 projets, en majorité publics (11), représentant un budget total 3,8 milliards de dollars E.U., dont 31% sur ressources du GCF et 69% sous forme de co-financements. C'est dire l'importance du cofinancement dans la stratégie du GCF qui met un accent fort sur le « financement mixte » et sur l'effet levier de cette modalité de financement. Seulement près de 20% de ce montant est allé à des projets-pays, le reste ayant été alloué à des projets multi-pays, voire multirégionaux, difficiles à analyser dans une perspective nationale ou régionale. Les acteurs régionaux s'entendent sur la nécessité de repenser la stratégie de financement de ce type de projets, en donnant la priorité à des projets régionaux (voire sous-régionaux), couvrant des pays partageant des réalités et des défis similaires et en veillant à une répartition claire et transparente des ressources.

Certains pays et certaines organisations ont acquis une expérience certaine en matière de mobilisation de financements climat. Ces expériences devraient être davantage capitalisées et valorisées à travers la coopération Sud-Sud entre institutions et pays de la sous-région. Au-delà de la question de la mobilisation des financements, il serait opportun d'analyser la pertinence des projets, la mesure dans laquelle ils répondent aux besoins et priorités nationaux et sont alignés avec les programmes-pays et les CPDN/CDN. L'utilisation de ces ressources mérite aussi d'être mieux suivie, à travers notamment la mise en place de cadres de transparence plus formels et plus inclusifs.



TABLE DES MATIÈRES

01	CONTEXTE GÉNÉRAL	9
02	INTRODUCTION	11
03	OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE	14
	3.1. Objectifs	14
	3.2. Sources et Méthodologie	14
04	FLUX FINANCIERS MULTILATÉRAUX VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST	15
	4.1. Panorama général des flux multilatéraux	15
	4.2. Les financements du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	19
	4.3. Financements des Banques Multilatérales de Développement	22
	4.4. Flux de financements du Fonds Vert pour le Climat en zone CEDEAO-CILSS	26
	4.4.1. Présentation du Fond Vert pour le Climat	26
	4.4.2. Le portefeuille du Fonds Vert pour le Climat	28
	4.4.3. Cofinancement et instruments financiers	33
	4.5. Portefeuille du Fonds d'Adaptation en zone CEDEAO-CILSS	36
05	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	40
	Références bibliographiques	42
ANNEXES		44
	Annexe 1 : Liste des projets pays financés par les mécanismes multilatéraux dans les pays de la zone CEDEAO-CILSS (jusqu'au mois de février 2019)	45
	Annexe 2 : Liste des Autorités Désignées du GCF et du FA en zone CEDEAO-CILSS	55
	Annexe 3 : Liste des entités accréditées du GCF actives dans la région CEDEAO-CILSS (Données GCF 2019)	59
	Annexe 4 : Liste des entités accréditées du FA actives dans la région CEDEAO-CILSS (Données FA 2019)	69



LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACCF	Fonds pour les Changements Climatiques en Afrique (BAfD)
ACDI	Agence Canadienne de Développement International
ADA	Agence de Développement Agricole
AFC	Africa Finance Corporation
AFD	Agence française de développement
AMCC	Alliance Mondiale contre le Changement Climatique
ASAP	Programme d'adaptation pour les petits exploitants agricoles
AWB	Attijari Wafa Bank
BAGRI	Banque Agricole du Niger
BAfD	Banque Africaine de Développement
BAfD	Banque Asiatique de Développement
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BEIS	Département de l'énergie et du changement climatique
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BM	Banque Mondiale
BMD	Banque Multilatérale de Développement
BMZ	Ministère fédéral de la coopération économique et du développement
BOAD	Banque Ouest-Africaine de Développement
CBFF	Fonds forestier pour le bassin du Congo (accueilli par la BAfD)
CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CDG	Caisse de Dépôt et de Gestion
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFU	Climate Finance Update
CIF	Climate Investment Fund (implemented by the WB, the ADB, the AfDB, the EBRD and the IDB)
CILSS	Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

COP	Conférence des Parties
CPI	Climate Policy Initiative
CSE	Centre de Suivi Ecologique
CTF	Fonds pour les technologies propres (mis en œuvre par la BM, la BAfD, la BAfD, la BERD et la BID)
DBSA	Development Bank of Southern Africa
DEFRA	Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales
DFID	Département du développement international (Royaume-Uni)
DRFN	Desert Research Foundation of Namibia
EGH	ECOBANK Ghana Limited
EIF	Environmental Investment Fund
E.U.	Etats-Unis
Ex-Im	Banque américaine d'export-import
FA	Fonds d'Adaptation
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCPF	Fonds de Partenariat pour la réduction des émissions de Carbone Forestier
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FFEM	Fonds Français pour l'Environnement Mondial
FIC	Fonds d'investissement climatique (mis en œuvre par la BM, la BAfD, la BAfD, la BERD et la BID)
FIP	Programme d'Investissement pour la Forêt (mis en œuvre par BM, la BAfD, la BAfD, la BERD et la BID)
FMO	Entrepreneurial Development Bank
FNEC	Fonds National pour l'Environnement et le Climat
FPMA	Fonds pour les Pays les Moins Avancés (accueilli par le FEM)
FSCC	Fonds Spécial pour les Changements Climatiques (hébergé par le FEM)
FVC	Fonds Vert pour le Climat
GCCA	Global Climate Change Alliance
GCCI	Initiative mondiale sur le changement climatique (USA)
GCPF	Global Climate Partnership Fund (Allemagne, Royaume-Uni et Danemark)



GEEREF	Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (accueilli par la BEI)
GEF	Global Environment Facility
GES	Gaz à Effet de Serre
GIEC	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
GIZ	Coopération technique allemande
HBS	Fondation Heinrich Böll
ICF	Fonds international pour le climat (RU)
IPCC	Intergovernmental Panel on Climate Change
IKI	Initiative internationale pour le climat (Allemagne)
JBIC	Banque japonaise de coopération internationale
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
KFW	Banque allemande de développement
LDCF	Least Developed Countries Fund
MAE	Ministère des affaires étrangères
MAEC	Ministère des affaires étrangères et du commerce
MDP	Mécanisme de Développement Propre
MIE	Multilateral Implementing Entity
MIES	Mission interministérielle de l'effet de serre
MOC	Mise en œuvre conjointe (appliquée au titre du Protocole de Kyoto)
MoE	Ministry of Environment (formerly, Ministry of Natural Resources - MINIRENA)
MOFEC	Ministry of Finance and Economic Cooperation
MWE	Ministry of Water and Environment
NAMA facility	Facilité des mesures d'atténuation appropriées au niveau national (RU et Allemagne)
NEMA	National Environment Management Authority
NEMC	National Environment Management Council
NICFI	Initiative internationale sur la forêt et le climat (Norvège)
NIE	National Implementing Entity
NMFA	Ministère norvégien des affaires étrangères
NORAD	Agence norvégienne de développement et de coopération
ODI	Overseas Development Institute

OECD	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OMM	Organisation Météorologique Mondiale
ONU-REDD	Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts
OPIC	Office pour les investissements privés d'outre-mer
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel
PF	Point Focal
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMR	Partenariat pour le développement des marchés du carbone
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RCE	Réductions certifiées des émissions
REDD	Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts
REM	REDD premiers Movers (Allemagne et Royaume-Uni)
RIE	Regional Implementing Entity
SANBI	South African National Biodiversity Institute
SCF	Fonds stratégique pour le climat (mis en œuvre par la BM, la BASD, la BAfD, la BERD et la BID)
SREP	Programme de développement accéléré des énergies renouvelables pour les pays à revenu faible (mis en œuvre par la BM, la BASD, la BAfD, la BERD et la BID)
UE	Union Européenne
UNEP	United Nations Environment Programme
USAID	Agence américaine pour le développement international
ND-GAIN	Notre Dame Global Adaptation Initiative
WAICSA	West African Initiative for Climate Smart Agriculture
WB	World Bank
WIM	Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts
WMO	World Meteorological Organization



LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

Figure 1	: Paysage de la finance climatique globale (Source : CFU, 2019)	.9
Figure 2	: Répartition régionale du financement climatique public (milliards \$ E.U.) provenant des pays développés (Données OCDE, 2019)	.11
Figure 3	: Répartition des émissions cumulées mondiales de CO ₂ entre 1751 et 2017	.12
Figure 4	: Montants approuvés par domaine thématique, en millions de dollars E.U. (Données : CFU, 2019)	.16
Figure 5	: Financements approuvés et décaissés par domaine thématique (Données : CFU, 2019)	.17
Figure 6	: Pays bénéficiaires des financements multilatéraux, en millions de dollars E.U. (Données : CFU 2019)	.18
Figure 7	: Mécanismes financiers climat actifs dans la zone CEDEAO-CILSS (Données : CFU 2019)	.19
Figure 8	: Financements BMDs par domaine thématique en 2018 (données MDBs, 2018)	.23
Figure 9	: Financements climatiques provenant des BMDs au niveau global (millions \$) en 2018 (données MDBs, 2018)	.23
Figure 10	: Financements par région (%) en 2018 (données : MDBs, 2018)	.24
Figure 11	: Financements BMDs pour le climat vers l'Afrique de l'Ouest et CILSS entre 2015 et 2018 (données MDBs, 2018)	.25
Figure 12	: Classement des pays de la zone CEDEAO-CILSS, selon l'indice ND-GAIN (Données ND GAIN 2017)	.25
Figure 13	: Composition du portefeuille d'entités accréditées du GCF au niveau mondial, au mois d'octobre 2019	27
Figure 14	: Etat du portefeuille de projets GCF (nombre de projets)	.29
Figure 15	: Nombre de projets GCF dans la zone CEDEAO-CILSS selon la modalité d'accès	.30
Figure 16	: Etat du portefeuille de projets GCF (nombre de projets) selon la modalité d'accès	.30
Figure 17	: Composition des financements du portefeuille GCF en zone CEDEAO-CILSS (millions de dollars E.U.)	.31
Figure 18	: Nombre de projets financés par le GCF par secteur	.31
Figure 19	: Montants financements par secteur (millions USD)	.32
Figure 20	: Montants par domaine thématique (millions USD)	.32
Figure 21	: Financements mobilisés selon la modalité d'accès (millions de dollars E.U.)	.33
Figure 22	: Le cofinancement selon la modalité d'accès	.34
Figure 23	: Instruments de financement (millions de dollars E.U.)	.34
Figure 24	: Instruments financiers selon la modalité d'accès (millions de dollars E.U.)	.35
Figure 25	: Instruments financiers selon le bailleur (millions de dollars E.U.)	.36
Figure 26	: Composition du portefeuille d'entités accréditées du FA au niveau mondial, au mois de mars 2019	.37
Figure 27	: Ressources mobilisées auprès du FA pour la zone CEDEAO-CILSS, selon la modalité d'accès	.39
Figure 28	: Financements par secteur (millions USD)	.39

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	: Liste des dix pays les plus vulnérables au monde	.12
Tableau 2	: Entités à accès direct du GCF en Afrique (Données GCF 2019)	.24
Tableau 3	: Entités à accès direct du FA en Afrique (Données GCF 2019)	.33



01

CONTEXTE GÉNÉRAL



Programme GCCA+ une initiative du Groupe des États ADP financée par le fonds européen de développement de l'Union européenne

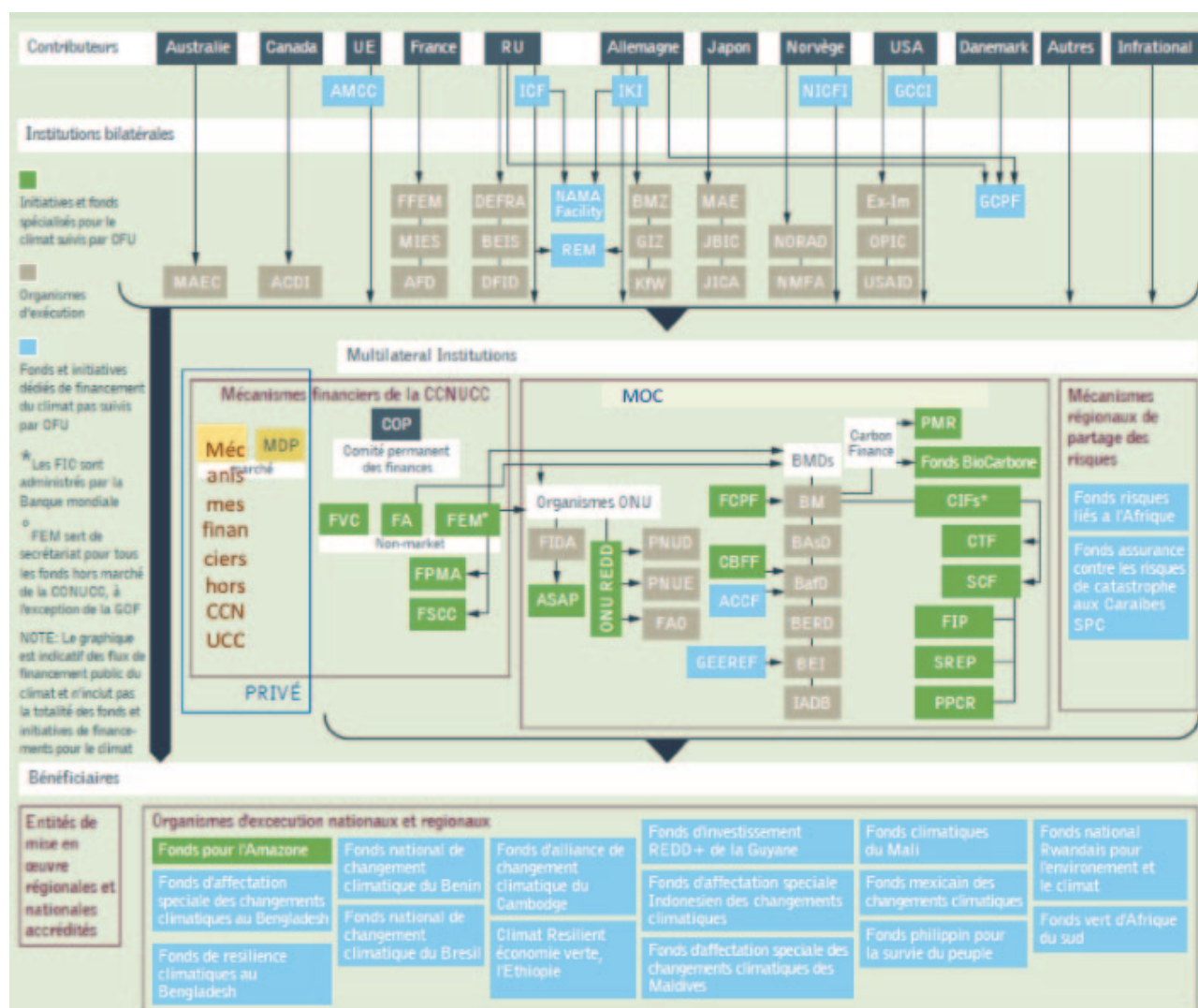
Le financement climatique désigne les ressources financières mobilisées pour financer des actions dans l'atténuation et l'adaptation aux effets des changements climatiques (Watson et Schalteck, 2019 (b)). Dans le contexte des négociations internationales sur le climat, le concept se réfère aux flux financiers des pays développés vers les pays en développement pour les actions climatiques et qui devraient être nouveaux et additionnels aux flux d'aide existants (Carvalho A. P. and Terpstra P., 2015).

Dans la pratique, il y a divergence dans la comptabilisation des interventions dont l'action climatique n'est pas l'objectif déclaré ou le seul, mais qui contribue énormément à l'adaptation ou à l'atténuation. C'est le cas notamment de beaucoup de projets de lutte les inondations ou de réhabilitation des services de fourniture d'électricité.

L'architecture du financement climatique mondial est complexe et en évolution constante. Les fonds sont acheminés

via des canaux multilatéraux (à l'intérieur et à l'extérieur des mécanismes de financement de la CCNUCC et de l'Accord de Paris), et de plus en plus via des canaux bilatéraux, ainsi que par des fonds climatiques régionaux et nationaux (Figure 1). Parmi les institutions multilatérales, il y a les mécanismes financiers de la CCNUCC (mécanismes de marchés et mécanismes hors-marchés), les mécanismes hors CCNUCC et les mécanismes régionaux de partage des risques.

Figure 1 : Paysage de la finance climatique globale (Source : CFU, 2019)





01 CONTEXTE GÉNÉRAL

Les financements se font sous diverses formes : subventions, prêts concessionnels, garanties et prises de participation. Le suivi des flux est difficile, faute d'une définition acceptée de ce que recouvre le « financement climat » ou de règles comptables uniformes, dans un contexte marqué par une grande diversité de mécanismes financiers (Watson et Schalteck, 2019 (b)).

Les flux financiers climat au niveau global ne cessent d'augmenter, atteignant 463 milliards de dollars E.U. pour la période 2015-2016. Bien qu'il soit attendu que cet accroissement se maintienne au cours des prochaines années, ces flux sont, de très loin, en deçà des ressources nécessaires pour réaliser la transition globale vers un développement sobre en carbone et résilient au climat. Par ailleurs, la plus

grande partie de ces ressources est allouée à l'atténuation (436 milliards), avec seulement 22 milliards pour l'adaptation et 5 milliards pour les bénéfices croisés. L'Afrique sub-saharienne n'a reçu que 12 milliards de dollars E.U. de financement (CPI, 2018).

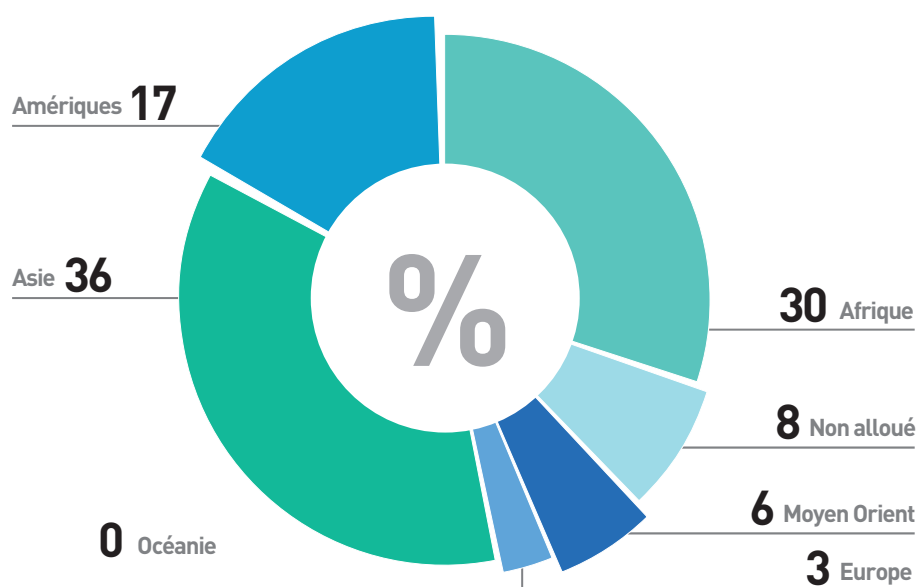
Les sources de financement publiques pour le climat (148 milliards \$ E.U. en 2014) ne représentent qu'une petite partie du total des financements plus généraux (391 milliards \$ E.U. en 2014) contribuant chaque année à la réalisation des objectifs climat (CPI 2015). Ces fonds ont également un rôle important à jouer dans la mobilisation de sources de capitaux privés supplémentaires, notamment des financements provenant de développeurs de projets, d'institutions financières commerciales, de capitaux privés et

(parfois) d'investisseurs institutionnels. Ainsi, le concept de « financement mixte » s'est beaucoup développé ces dernières années, avec l'idée d'utiliser des ressources publiques sous forme de subventions, de dettes à faible coût, de garanties et de fonds propres pour attirer des capitaux privés. Le financement mixte intervient dans la plupart des secteurs importants pour la réalisation des objectifs de lutte contre les changements climatiques, notamment l'énergie, les infrastructures et l'agriculture (Sadler et al., 2016).

Les financements climat multilatéraux (BMDs² et Fonds multilatéraux) sont estimés à 27,5 milliards \$ E.U. en 2017 et l'Afrique en est la deuxième région bénéficiaire, avec 15,9 milliards de dollars E.U. (OECD, 2019), (Figure 2).

Figure 2

Répartition régionale du financement climatique public (milliards \$ E.U.) provenant des pays développés (Données OCDE, 2019)



² Banques Multilatérales de Développement



02

INTRODUCTION



Programme GCCA+ une initiative du Groupe des Etats ADP financée par le fonds européen de développement de l'Union européenne

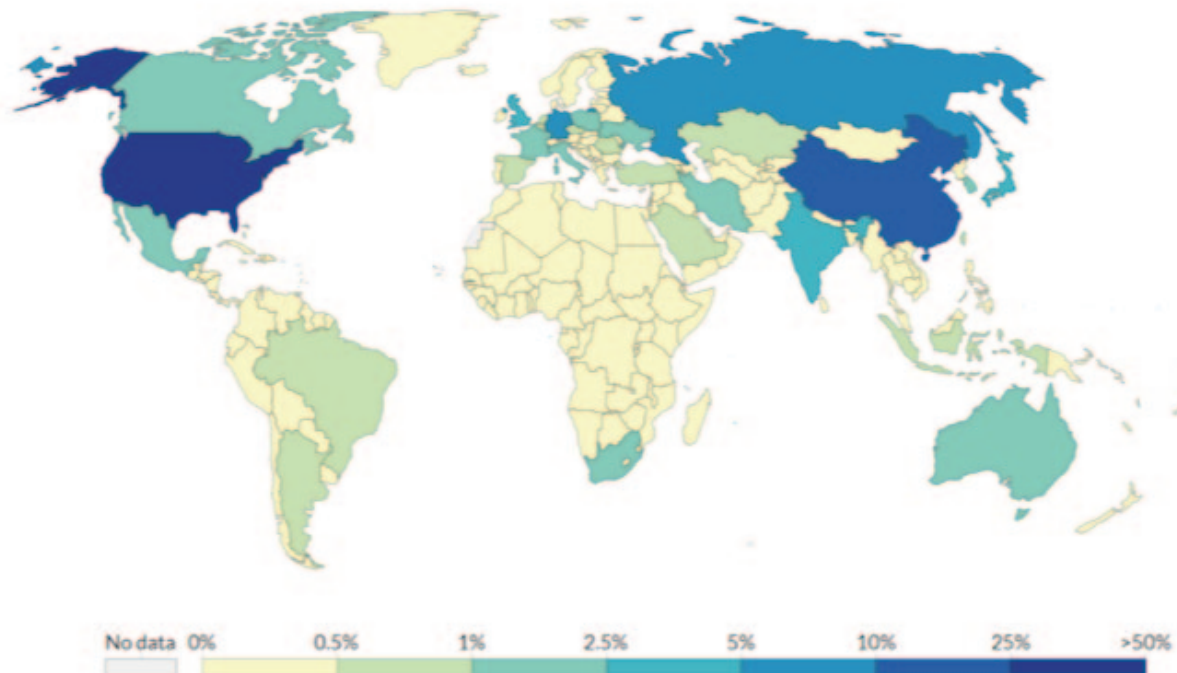
L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté en septembre 2015 « Le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 » (The 2030 Agenda for Sustainable Development), bâti sur la vision d'un « monde libéré de la pauvreté, de la faim, de la maladie et du besoin, où chacun puisse s'épanouir ». Dans son paragraphe 14, ce Programme considère les changements climatiques comme un des plus grands défis de notre temps et une entrave unique et transversale à cette vision, compromettant la capacité de tous les pays à réaliser le développement durable (Nations Unies, 2015). Les risques liés au climat

associés à la variabilité et aux changements climatiques ont exacerbé l'insécurité alimentaire dans de nombreux endroits, en particulier en Afrique du fait de l'impact de la sécheresse, accentuant le risque global de maladie ou de décès liés au climat (WMO, 2019). Une action urgente pour lutter contre les changements climatiques et ses impacts est ainsi l'un des principaux objectifs de ce Programme 2030 et la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) est le principal forum intergouvernemental permettant de négocier le contenu de cette action.

L'Afrique est la région du monde qui contribue le moins aux émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), mais elle est la plus vulnérable aux impacts des changements climatiques (Watson et Schalatek, 2019 (a)). La part de l'Afrique (hors Afrique du Sud) dans les émissions mondiales cumulées de CO₂ entre 1751 et 2017 est inférieure à 0,5% (Figure 3). Tous les pays de la zone CEDEAO-CILSS ont une empreinte carbone moyenne inférieure à 1 tonne par habitant et par an. Des pays comme le Tchad et le Niger ont une empreinte de 0,1 tonne par an, soit 160 fois moins que les États-Unis, l'Australie et le Canada (Ritchie H. et Roser M., 2018).

Répartition des émissions cumulées mondiales de CO₂ entre 1751 et 2017

Figure 3



Sources : OWID based on CDIAC Global Carbon Project (GCP)



02 D'INTRODUCTION

Selon le Rapport 1,5°C du GIEC, les projections de réduction des disponibilités alimentaires sont plus marquées à 2°C qu'à 1,5°C de réchauffement planétaire dans le Sahel, avec une plus grande exposition aux risques multiples et complexes liés aux changements climatiques et à la pauvreté (IPCC, 2018). Une augmentation de la température moyenne globale à la surface à 3°C, par rapport à la période pré-industrielle, augmente encore de façon plus considérable le risque de réduction de la production agricole en Afrique et la persistance de stress thermique entraînant de fortes augmentations de la morbidité et de la mortalité humaines (Hoegh-Guldberg et al., 2019).

En Afrique de l'Ouest, l'augmentation de la température est 1,5 fois supérieure au niveau mondial et les principaux aléas climatiques sont les sécheresses récurrentes, une grande variabilité de la pluviométrie et des saisons, des inondations de plus en plus fréquentes, l'érosion côtière... (Kairé et al., 2015). Dans la région, les tendances climatiques observées au cours de la période 1970-2010 montrent que : (i) les températures globales ont augmenté, les sécheresses ont été récurrentes et sévères ; (ii) les précipitations ont généralement augmenté ; et (iii) les inondations se sont produites plus fréquemment et avec plus d'intensité (UNEP, 2011). Selon la Banque Mondiale,

50% de la population de la région tire ses revenus de secteurs fortement liés aux conditions climatiques (principalement l'agriculture, l'élevage et la pêche) et dont la contribution totale au PIB est de 28% dans les pays du CILSS et de 32% dans l'ensemble de la région (WB, 2009). Tout cela se traduit par une grande vulnérabilité des pays de la région, comme le montre l'indice de vulnérabilité ND-GAIN³. Les pays de la zone CEDEAO-CILSS affichent des niveaux de vulnérabilité parmi les plus élevés au monde, cinq des dix pays les plus vulnérables au monde se trouvant dans la zone CEDEAO-CILSS (Tableau 1).

Tableau 1 Liste des dix pays les plus vulnérables au monde (Données OCDE, 2019)

CLASSEMENT	PAYS	SCORE
172	Erythrée	0,596
173	Mali	0,609
174	Libéria	0,617
175	Soudan	0,623
176	Guinée-Bissau	0,626
177	Micronésie	0,638
178	Tchad	0,651
179	Solomon Islands	0,658
180	Niger	0,67
181	Somalie	0,678

(Données : Université Notre Dame, 2019)

Le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) estime qu'une limitation du réchauffement à 1,5°C plutôt qu'à 2°C permettrait de limiter la réduction du rendement des cultures de maïs, de riz et de blé et, potentiellement, des autres cultures céréalières, notamment en Afrique subsaharienne. Toutefois, cela nécessiterait des « transitions rapides et de grande envergure » dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'énergie, de l'industrie, du bâtiment, du transport et de l'urbanisme (IPCC, 2018), d'où les besoins importants en financements exprimés par les pays en développement

pour financer les coûts d'une telle transition. C'est notamment le cas des pays de la zone CEDEAO-CILSS qui attendent des partenaires au développement la plus grande partie des ressources nécessaires à la mise en œuvre des engagements pris à travers leurs CDNs.

Le financement climatique reste donc un élément incontournable pour la réalisation d'un développement résilient aux changements climatiques et sobre en carbone (Watson et Schalatek, 2019 (b)). C'est pourquoi l'Accord de Paris, entré en vigueur le 4 novembre 2016, s'appuie sur cette Convention et réunit toutes les

parties autour d'un engagement ambitieux en faveur d'un changement de paradigme vers des modèles de développement plus sobres en carbone et résilients au climat. Il vise entre autres à rendre les flux financiers plus compatibles avec cette transition vers des modèles de développement sobres en carbone et résilients au climat (Article 2.1(c) de l'Accord). La Décision adoptant l'Accord de Paris souligne l'ambition de mobiliser 100 milliards de dollars E.U. par an d'ici à 2020 pour le climat en faveur des pays en développement, jusqu'en 2025. Un nouvel objectif quantitatif collectif sera défini avant 2025.

³ Le score d'un pays par rapport à l'indice ND-GAIN pays est composé d'un score pour la vulnérabilité et d'un score pour le niveau de préparation. La vulnérabilité mesure l'exposition d'un pays, sa sensibilité et sa capacité à s'adapter à l'impact négatif des changements climatiques. ND-GAIN mesure la vulnérabilité générale en tenant compte de la vulnérabilité dans six secteurs vitaux que sont : alimentation, eau, santé, services écosystémiques, habitat humain et infrastructures (University of Notre Dame, 2019).



03

OBJECTIFS ET MÉTHODOLOGIE



Programme GCCA+ une initiative du Groupe des Etats ADP financée par le fonds européen de développement de l'Union européenne



3.1. OBJECTIFS

L'objectif est de fournir régulièrement aux Etats membres de la CEDEAO-CILSS des informations complètes, exactes et mises à jour sur les ressources disponibles pour financer l'action climatique, ce qui leur permettra de mieux identifier les sources de financements possibles, de planifier et coordonner leurs demandes en fonction de leur besoins au niveau national, et d'avoir une base objective pour rendre compte de l'appui financier nécessaire et reçu pour respecter leurs engagements pris dans le cadre international de coopération sur le climat.

Ce suivi des flux financiers est destiné :

- aux décideurs, au niveau régional et national, comme une photographie de la région ou du pays en matière de mobilisation de fonds climat. Cela contribuera à l'identification des performances en la matière, mais aussi des faiblesses à corriger à différents niveaux. Cela servira également dans l'évaluation du niveau de mise en œuvre des CDN, notamment dans leurs options conditionnelles ;
- aux « acteurs de transparence » que sont la société civile, la presse, les organisations communautaires, les organisations de producteurs, etc. Ils auront accès à l'information sur les ressources mobilisées et leur destination ;
- aux chercheurs intéressés par la question du financement climat, en leur donnant une perspective régionale (zone CEDEAO-CILSS-UEMOA) sur les besoins et les défis.

Outre ce rapport analytique, il est également produit un compendium en ligne donnant accès à plus de détails et permettant des analyses plus ciblées, dans différentes perspectives.

3.2. SOURCES ET MÉTHODOLOGIE

Le suivi des flux financiers est difficile, à cause de la grande diversité des mécanismes, mais surtout de l'absence d'un système harmonisé et global de reporting sur les financements. Ce travail se base pour l'essentiel sur de la collecte de données et de la revue documentaire.

Les principales sources de données utilisées sont :

- Climate Finance Update⁴ : il s'agit d'une plateforme Web indépendante qui fournit des informations et des données sur les initiatives multilatérales de financement du climat destinées à aider les pays en développement à faire face aux défis des changements climatiques. Il s'agit d'une compilation de données officielles des fonds multilatéraux⁵, sur les financements climat annoncés et approuvés. CFU assure le suivi de fonds clés régis par des mécanismes multilatéraux liés aux changements climatiques, dont beaucoup ont des liens avec la Convention CCNUCC. Les données CFU sont cumulatives depuis 2003. Climate Funds Update est administré par la Fondation Heinrich Boell et l'ODI (Overseas Development Institute).
- Le Rapport annuel conjoint sur le financement climatique des banques de développement multi-

latérales : il s'agit d'un rapport conjoint, préparé chaque année depuis 2011 par un groupe de banques multilatérales de développement (BMDs), composées de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Asiatique de Développement, de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, de la Banque Européenne d'Investissement, du Groupe de la Banque Interaméricaine de Développement, de la Banque Islamique de Développement et du groupe de la Banque Mondiale. Il vise à rendre publics les chiffres du financement climat des BMDs, pour les pays en développement et les pays émergents.

Pour les focus sur le FEM, le Fonds Vert pour le Climat (GCF) et le Fonds d'Adaptation (FA), les données utilisées ont été collectées à partir des sites web de ces Fonds.

Les données concernant les 17 pays de la zone CEDEAO-CILSS sont collectées et traitées, utilisant essentiellement l'outil Excel, pour produire des visualisations (graphiques et des diagrammes) servant de base pour les analyses.

Par ailleurs, diverses publications de référence en la matière ont été exploitées, pour la mise en contexte. C'est le cas, entre autres, de celles du CPI (Climate Policy Initiative), de HBS (Heinrich Boell Stiftung), et de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques).

⁴ <https://climatefundsupdate.org/>

⁵ Sites des fonds ; rapports officiels aux organisations internationales par les fonds et par les organisations contributives ; et documents tels que communiqués de presse, décisions clés prises lors de Conférences ou de Réunions, informations provenant d'organisations de la société civile

04

FLUX FINANCIERS MULTILATÉRAUX VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST



Programme GCCA+ une initiative du Groupe des États ADP financée par le fonds européen de développement de l'Union européenne



4.1. PANORAMA GÉNÉRAL DES FLUX MULTILATÉRAUX

En 2017, les fonds multilatéraux pour le climat ont approuvé près de 2 milliards de dollars E.U. pour 152 projets et répartis entre 70 pays. A lui seul, le Fonds vert pour le climat (GCF) comptabilise la moitié de ces approbations, soit 1 milliard de dollars E.U. (Watson et al., 2017).

Près du quart des financements approuvés (23%) pour la période 2003-2017 était alloué à l'Afrique sub-saharienne, dont 75% sous forme de subvention (Watson et al., 2017).

Les flux financiers provenant des fonds multilatéraux approuvés et alloués aux pays de la zone CEDEAO-CILSS sont estimés à environ 1377 millions de dollars E.U.⁶, de 2003 au mois de février 2019. Plus de la moitié de ces ressources (près de 55%) ont servi à financer des actions d'adaptation, environ 40% pour l'atténuation et 5% pour les domaines multiples⁷ (Figure 4).

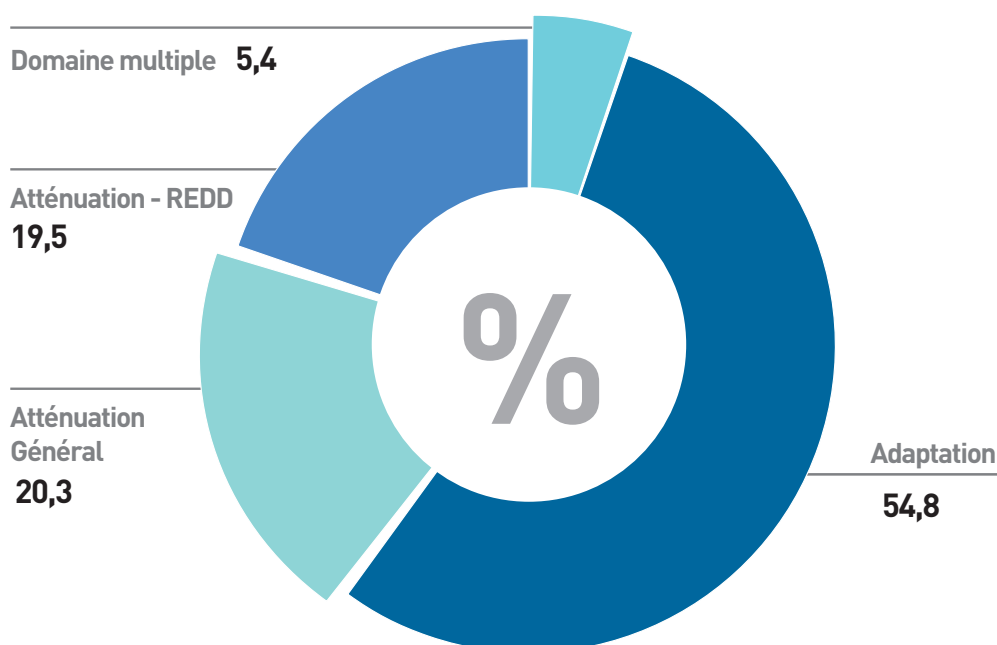
Au mois de février 2019, près de 40% des fonds approuvés pour l'adaptation ont été décaissés, près de 29% pour l'atténuation en général, 34% pour l'atténuation REDD⁸ et un peu moins de 11% pour les domaines thématiques multiples (Figure 5).

Le premier pays bénéficiaire dans la région est le Niger, suivi du Burkina Faso et du Mali. La Guinée et la Sierra Léone qui figurent parmi les dix pays les plus vulnérables au monde (Université Notre Dame, 2019) ont reçu le moins de financements (Figure 6).

Ces financements proviennent de quatorze mécanismes financiers, avec en tête le Fonds pour les Pays Moins Avancés (FPMAs), que ce soit en termes de financements approuvés ou en termes de fonds décaissés (Figure 7). La liste complète des projets financés par pays dans la région est présentée en annexe 1.

Figure 4

Montants approuvés par domaine thématique, en millions de dollars E.U. (Données : CFU, 2019)



⁶ Il ne s'agit ici que des financements pays

⁷ Adaptation et atténuation

⁸ Le REDD (Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts) vise à créer une valeur financière pour le carbone stocké dans les forêts, en incitant les pays en développement à réduire les émissions provenant des terres forestières et à investir dans des solutions à faible émission de carbone menant au développement durable. Le « REDD + » va au-delà de la déforestation et de la dégradation des forêts et inclut le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'amélioration des stocks de carbone forestiers (Programme ONU-REDD, 2009)

FLUX FINANCIERS MULTILATÉRAUX VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST

Figure 5

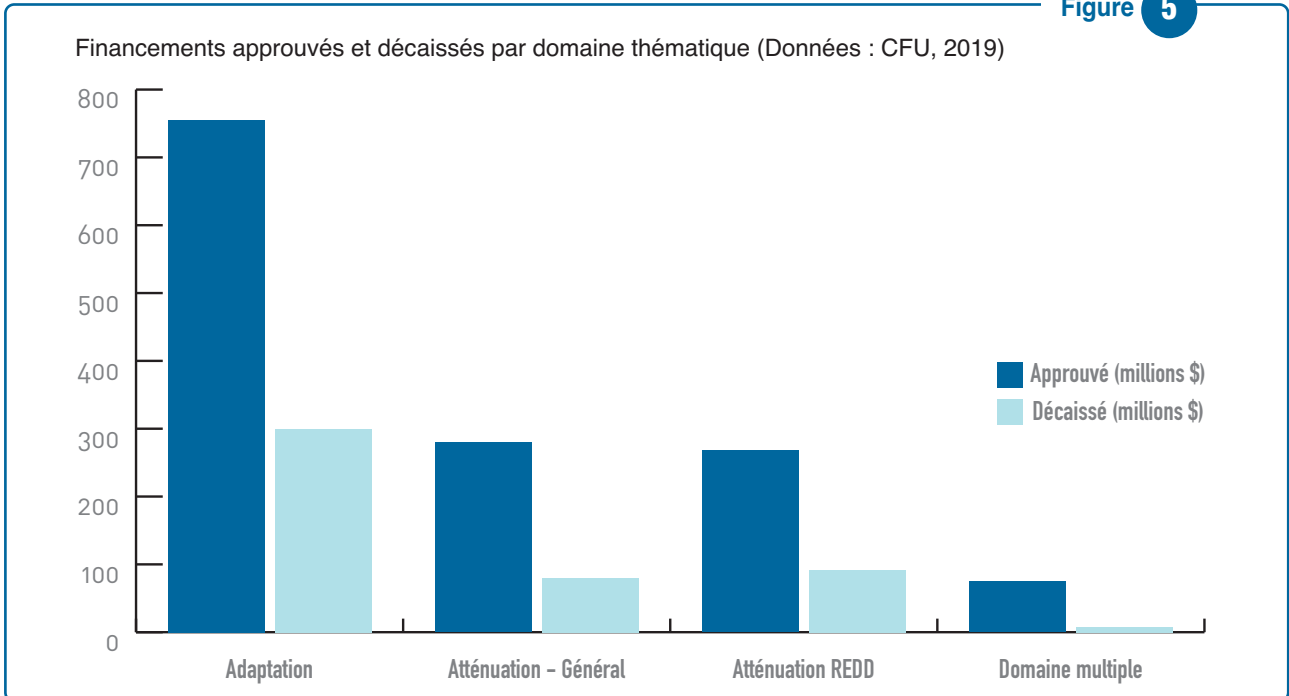


Figure 6

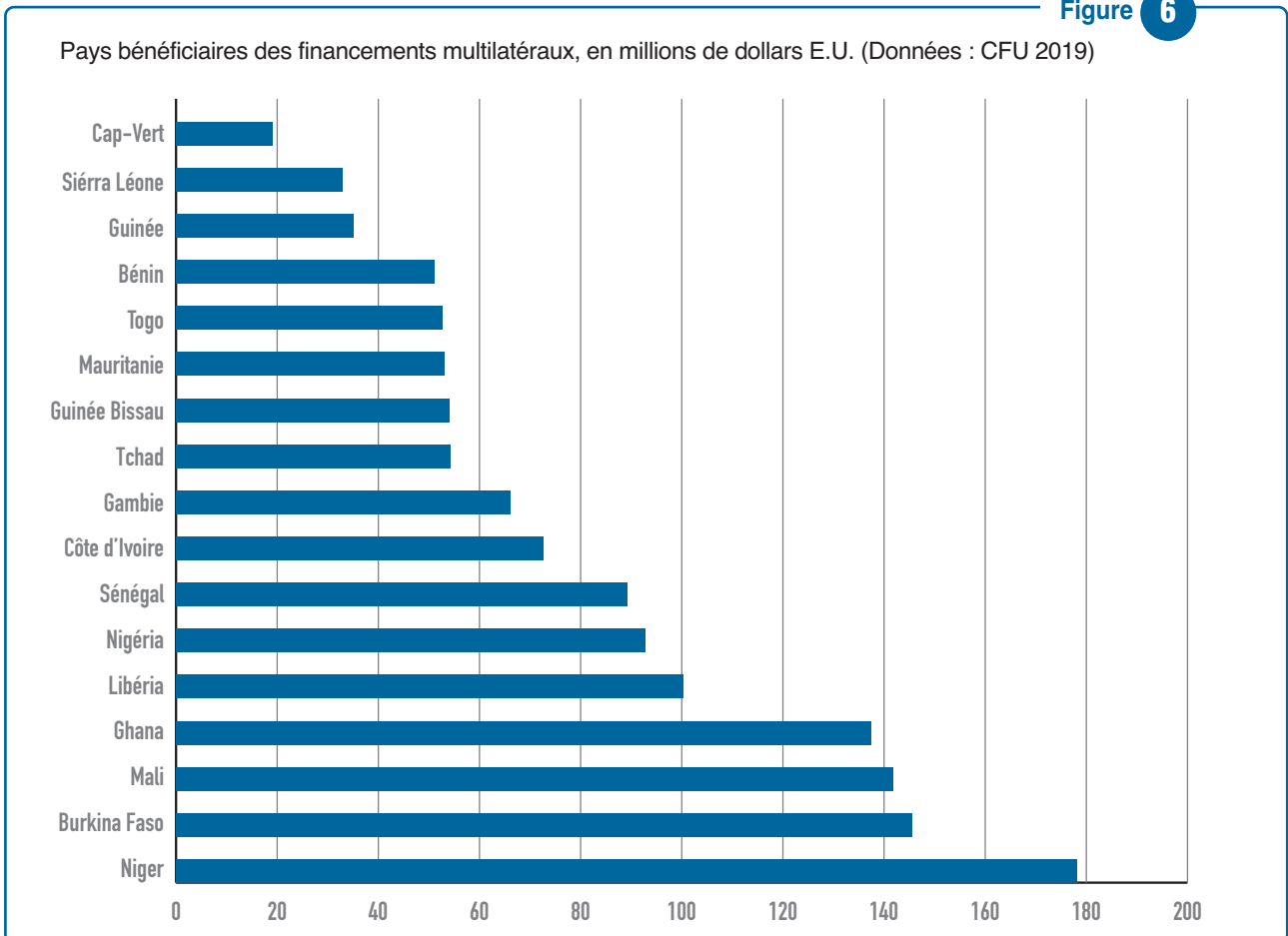
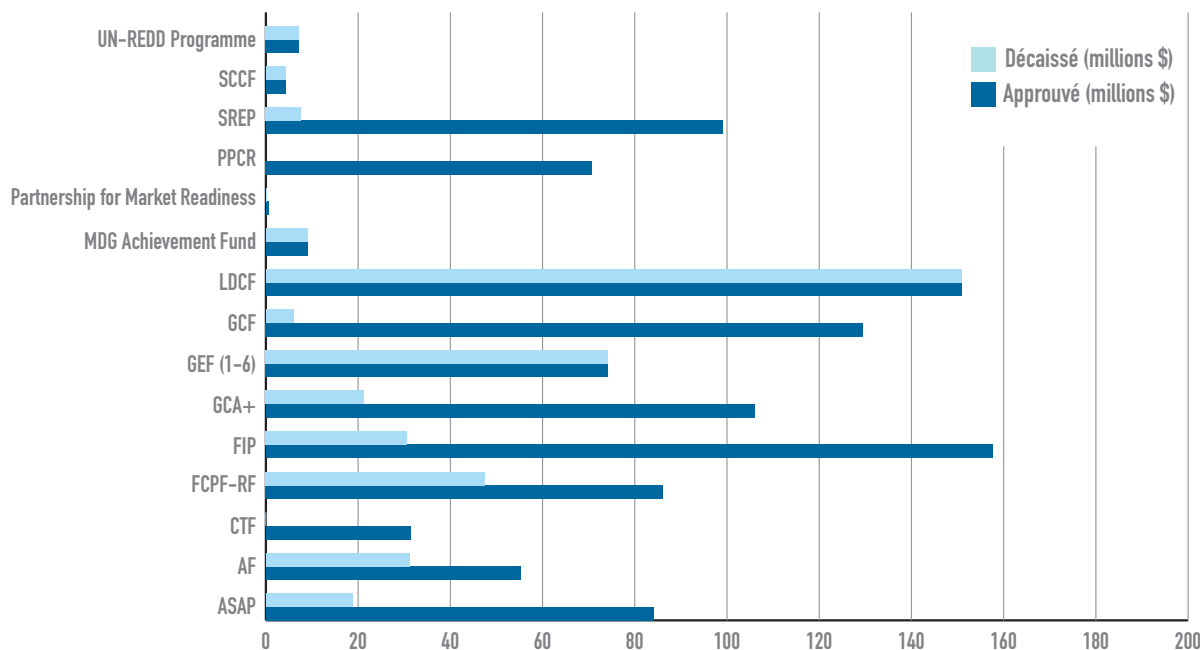




Figure 7

Mécanismes financiers climat actifs dans la zone CEDEAO-CILSS (Données : CFU 2019)



4.2. LES FINANCEMENTS DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM)

Le FEM a été créé en 1991, en réponse aux défis environnementaux mondiaux qui ont marqué la décennie précédente. Il a fonctionné dans une phase pilote jusqu'au milieu de l'année 1994, avant d'être restructuré lors d'une réunion des participants au FEM à Genève en mars 1994, au cours de laquelle les représentants de 73 États ont convenu d'adopter son instrument financier. La structure organisationnelle du FEM comprend une Assemblée qui se réunit tous les quatre ans, un Conseil qui se réunit deux fois par an, un Secrétariat et le Groupe consultatif scientifique et technique. Le principal organe décisionnel de l'organisation est le Conseil du FEM, qui est chargé d'élaborer, d'adopter et d'évaluer ses politiques et programmes opérationnels. Il est

composé de 32 membres nommés, chacun représentant un groupe de pays ou « Constituency⁹». Le FEM sert de mécanisme financier pour un certain nombre d'accords environnementaux multilatéraux, la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (CDB), la CCNUCC, la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (CNULCD). Le FEM est un fonds fiduciaire ayant pour vocation de financer les coûts additionnels des actions consacrées à la protection de l'environnement mondial, au niveau des initiatives publiques ou privées, dans les pays en développement et en transition.

Il est financé par les pays donateurs, qui s'engagent à verser des fonds tous les quatre ans dans le cadre d'un processus appelé "reconstitution du FEM". Depuis sa création en 1991, le Fonds fiduciaire

du FEM (GEF Trust Fund) a été reconstituée à hauteur de 2,75 milliards de dollars (FEM-1) ; 3 milliards de dollars (FEM-2) ; 3,13 milliards de dollars (FEM-3) ; 3,13 milliards de dollars (FEM-4) ; 4,34 milliards de dollars (FEM-5), 4,43 milliards US\$ d'engagement pour le FEM-6 ; 4,1 milliards US\$ d'engagement pour le FEM-7. En novembre 2018, plus de 1000 projets avaient été approuvés pour le domaine changement climatique, pour un montant cumulé de 3,6 milliards US\$.

Le FEM-7 couvre les opérations et les activités du FEM pour la période allant de 2019 à 2022, avec une programmation organisée autour de 5 domaines d'intervention, chacun d'entre eux étant aligné sur les conventions et les accords multilatéraux sur l'environnementaux (AME) pour lesquels le FEM agit en tant que mécanisme financier : Biodiversité, Changement climatique, Eaux internationales, Dégradation des terres, Produits

⁹ Groupe de pays comprenant à la fois des donateurs et des bénéficiaires



04 FLUX FINANCIERS MULTILATÉRAUX VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST

chimiques et déchets. L'allocation pour le domaine focal changement climatique est de 511 millions de dollars, en baisse par rapport aux reconstitutions précédentes du fait essentiellement des ressources drainées par le GCF comme principal instrument financier de la CCNUCC.

L'allocation de ces ressources aux pays se fait selon le système d'allocation transparente des ressources (STAR) qui détermine le montant minimal des ressources du FEM auxquelles un pays donné peut avoir accès au cours d'une période de reconstitution. Le STAR est un système d'allocation des ressources aux pays de manière transparente et cohérente, basé sur les priorités environnementales mondiales et sur les capacités, les politiques et les pratiques nationales pertinentes pour une mise en œuvre réussie des projets du FEM.

Le FEM met aussi en œuvre des programmes (Corporate programmes) qui visent à renforcer les capacités des pays bénéficiaires et des organisations de la société civile (OSC) à protéger efficacement l'environnement mondial. Dans le cadre du FEM-6, deux programmes de partenariat avec les entreprises sont mis en œuvre : le Programme de petites subventions (Small Grant Programs - SGP) et le Programme de soutien aux pays (Country support Program – CSP). Ces deux programmes devraient se poursuivre et se renforcer à travers le FEM-7.

Le financement du FEM est acheminé vers les pays bénéficiaires par l'intermédiaire de dix-huit entités accréditées¹⁰.

Le portefeuille de projets-pays¹¹ du FEM dans la zone CEDEAO-CILSS est constitué de 72 projets-pays, avec un cumul de

près de 167 millions de dollars E.U., dont 74 millions de dollars E.U. décaissés.

Ces projets sont acheminés par l'intermédiaire de 9 agences du FEM : la FAO, la BAD, le PNUE, la Banque Mondiale, le PNUD, l'UNIDO, le FIDA, la BOAD et l'UICN.

Le FEM administre également deux fonds spéciaux axés sur le financement d'activités d'adaptation au changement climatique et de transfert de technologies, le Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC) et le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA). Les politiques opérationnelles, les procédures et la structure de gouvernance du FEM s'appliquent à ces fonds, à moins que la Conférence des Parties et le Conseil du FPMA/Fonds spécial (principal organe directeur) n'en décident autrement. Les Entités d'exécution du FEM en sont la branche opérationnelle.

Le Fonds spécial pour les changements climatiques (Fonds spécial) a été créé en 2001 sous l'égide de la CCNUCC pour financer des activités, programmes et mesures liés aux changements climatiques et venant accompagner ceux financés au moyen de ressources allouées dans le domaine d'intervention « changements climatiques » du FEM et de fonds bilatéraux et multilatéraux.

Le Fonds spécial compte en principe 4 guichets de financement différents : Adaptation ; Transfert de technologies ; Énergie, transport, industries, agriculture et gestion des déchets ; et Diversification économique pour les pays tributaires des combustibles fossiles. Mais à ce jour, le Fonds spécial finance des projets et programmes d'adaptation et de transfert de technologies qui : (i) sont impulsés par les

pays, d'un bon rapport coût-efficacité et s'intègrent dans les stratégies nationales de développement durable et de réduction de la pauvreté ; et (ii) prennent en compte les communications nationales ou PANA et d'autres études pertinentes et informations fournies par la Partie. A ce jour, le FSCC a financé des projets pays dans la région CEDEAO-CILSS à hauteur de 4,2 millions de dollars E.U.

Le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA, ou LDCF pour son sigle en anglais) a été établi en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à la septième session de la Conférence des Parties tenue à Marrakech et est géré par le Fonds pour l'environnement mondial. Le Fonds prend en compte les besoins spéciaux des 49 PMA qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. En priorité, il soutient la préparation et la mise en œuvre des Programmes d'action nationaux pour l'adaptation (PANA), des stratégies impulsées par les pays qui recensent les besoins immédiats des PMA en matière d'adaptation au changement climatique.

Tout PMA qui est partie à la CCNUCC et a établi un PANA est admis à bénéficier de financements pour des projets au titre du Fonds pour les PMA. Les pays visés à l'annexe II¹² de la CCNUCC fournissent des financements au profit du Fonds pour les PMA, de même quelques pays visés à l'annexe I¹³ et tout pays non visé à l'annexe I¹⁴ qui le souhaite.

Le volume cumulé des financements pays du FPMA dans la zone CEDEAO-CILSS s'élève à près de 336 millions de dollars E.U.

¹⁰ <https://www.thegef.org/partners/gef-agencies/> / ¹¹ Les projets régionaux et les projets globaux couvrent, en plus des pays de la zone, plusieurs autres pays de la Région Afrique ou du Monde. Cela rend difficile leur analyse avec une perspective nationale. / ¹² Annexe II : Pays de l'OCDE et de l'Union européenne (2010) / ¹³ Annexe I : Pays industrialisés visés par la Convention / ¹⁴ Pays non visés par l'annexe I : Pays en développement visés par la Convention



4.3 FINANCEMENTS DES BANQUES MULTILATÉRALES DE DÉVELOPPEMENT

En 2018, les Banques Multilatérales de Développement (BMDs¹⁵) se sont engagées à hauteur de 43,1 milliards de dollars E.U. - provenant de fonds propres et de ressources externes¹⁶ acheminées par leur intermédiaire - à titre de financement climatique pour les pays en développement et les pays émergents. Près de 70% de ces ressources sont destinées à l'atténuation et environ 30% à l'adaptation (Figure 8). Le Groupe de la Banque Mondiale est de loin le premier contributeur (Figure 9).

Les ressources externes sont constituées des fonds fiduciaires tels que ceux financés par des agences bilatérales et des fonds dédiés au financement de la lutte contre les changements climatiques tels que les Fonds d'Investissement pour le Climat (FIC), le Fonds Vert pour le Climat (GCF) et les Fonds liés au climat au titre du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), les Fonds Mixtes de l'Union Européenne (UE) et autres (MDBs, 2018).

Le montant total des financements climat des BMDs pour l'année 2018, provenant de fonds propres, s'élève à 40 230 millions de dollars E.U., avec 2 871 millions de dollars E.U. provenant de ressources extérieures et acheminés par l'intermédiaire des BMDs. Près de 71% de ces financements sont sous formes de prêts et seulement 5% sous forme de subvention (MDBs, 2018). L'Afrique sub-saharienne est le premier bénéficiaire avec 8,957 milliards de dollars E.U., soit 21% de l'ensemble des financements accordés en 2018 (Figure 10). Près de 56% (soit 5,064 milliards de dollars E.U.) de ces financements sont dédiés à l'atténuation et 43,5% (soit \$3,893 milliards) à l'adaptation (BMDs, 2018). Ces montants n'incluent pas les co-financements provenant d'autres institutions, publiques ou privées, et estimés à 68 milliards de dollars E.U. pour l'année 2018. Cela se justifie largement au vu de la situation de la région en termes de vulnérabilité et de contribution aux émissions de GES.

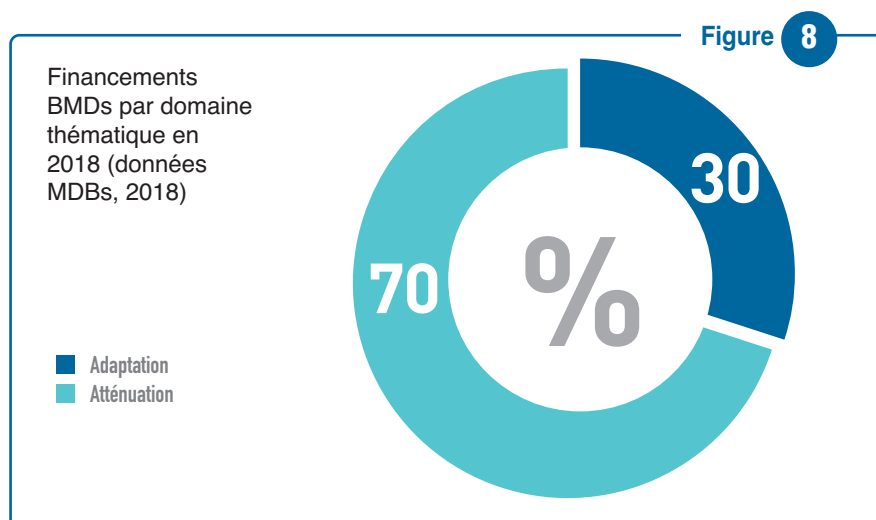
Les pays de la zone CEDEAO-CILSS ont bénéficié d'engagements à hauteur de 2 493 millions de dollars E.U. en 2018, soit environ 6% de tous les finan-

ancements provenant des BMDs et 28% des financements qui sont allés vers l'Afrique sub-saharienne.

Sur la période 2015-2018, les premiers pays bénéficiaires sont, dans l'ordre décroissant, le Nigéria, le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Pour la seule année 2018, ce sont les mêmes trois pays qui sont encore en tête, la Côte d'Ivoire passant devant le Sénégal (Figure 11).

Ces trois pays figurent parmi les 4 les moins vulnérables dans la région (avec le Ghana), selon l'indice de vulnérabilité ND-GAIN 2017 (Figure 12). Ceci illustre les disparités entre les 17 pays, mais aussi et surtout le paradoxe persistant de la plus grande difficulté à mobiliser les financements climat pour les pays les plus vulnérables, qui sont souvent aussi moins bien outillés en matière d'ingénierie de projet.

De façon générale, les ressources restent bien en deçà des besoins des pays de la zone CEDEAO-CILSS. A titre d'exemple, les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la CDN du seul Bénin sont estimées à près de 12 milliards de dollars E.U., dont plus de la moitié est attendue des partenaires au



¹⁵ Banque Africaine de Développement, Banque Asiatique de Développement, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, Banque Européenne d'Investissement, Groupe de la Banque Interaméricaine de Développement, Banque Islamique de Développement et Groupe de la Banque Mondiale
¹⁶ Ceci inclut en partie des ressources provenant de fonds multilatéraux



04 FLUX FINANCIERS MULTILATÉRAUX VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST

Figure 9

Financements climatiques provenant des BMDs au niveau global (millions \$) en 2018 (données MDBs, 2018)

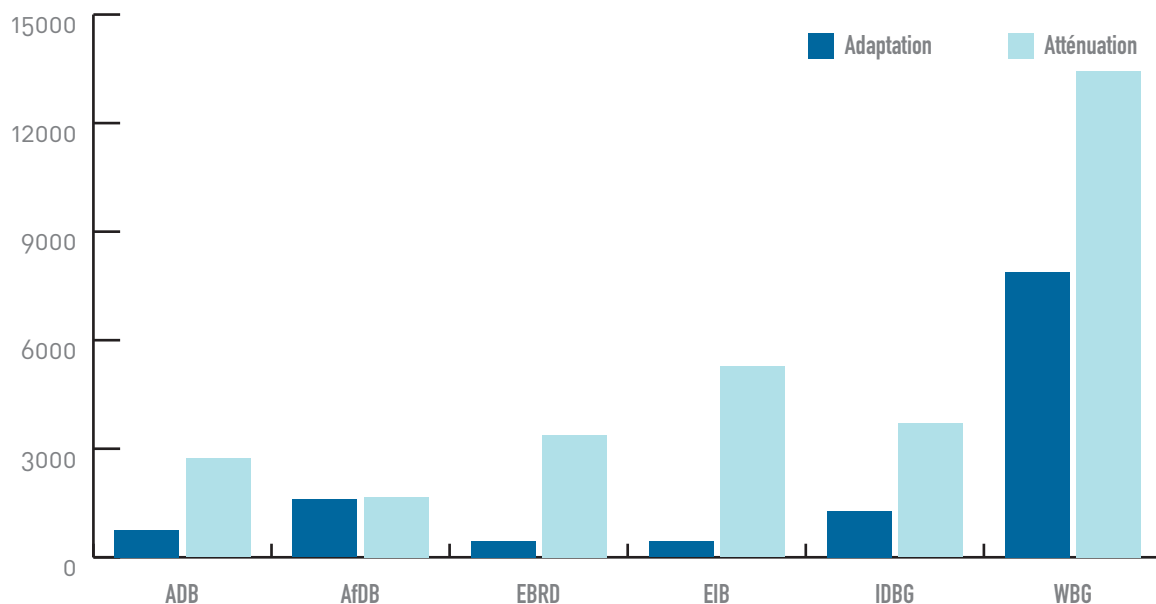


Figure 10

Financements par région (%) en 2018 (données : MDBs, 2018)

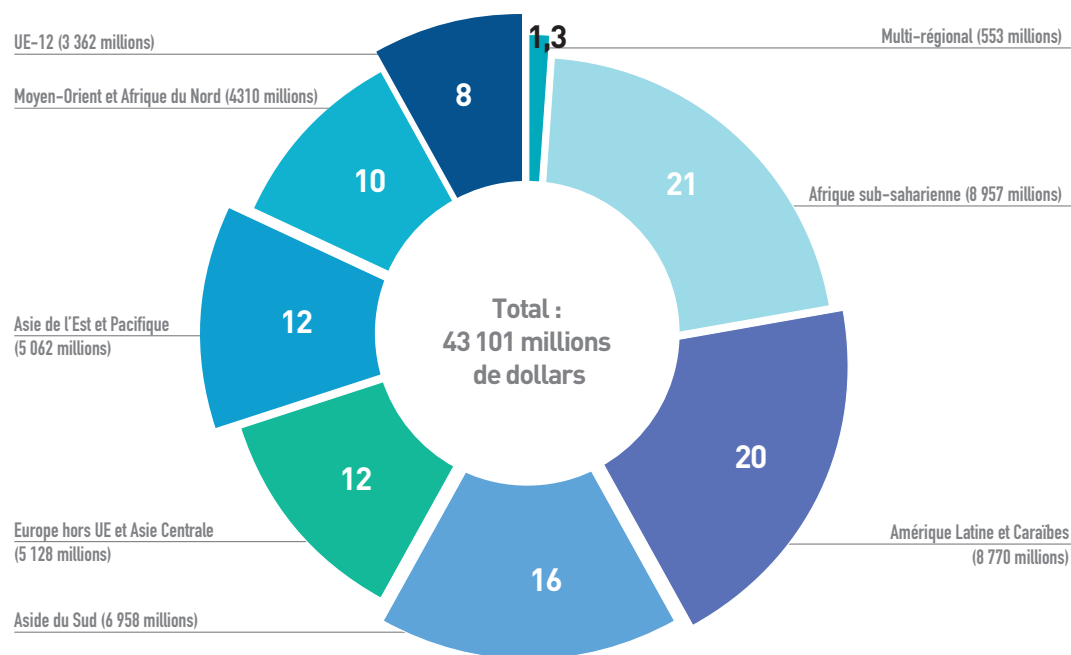




Figure 11

Financements BMDs pour le climat vers l'Afrique de l'Ouest et CILSS entre 2015 et 2018 (données MDBs, 2018)

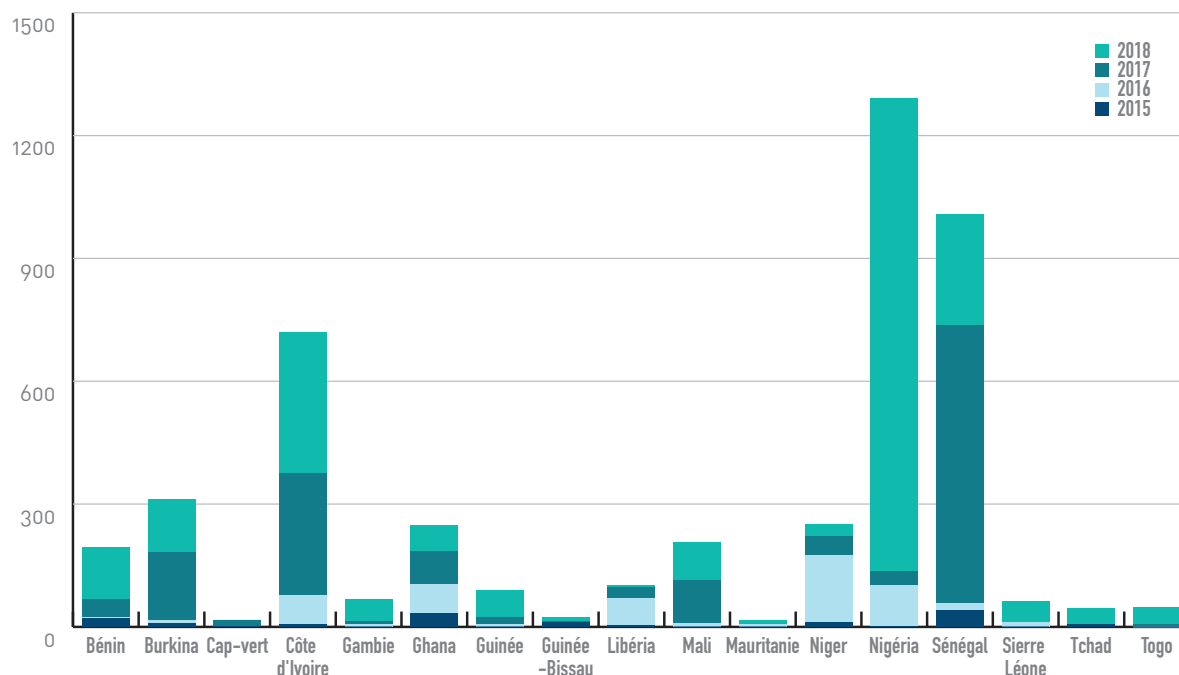
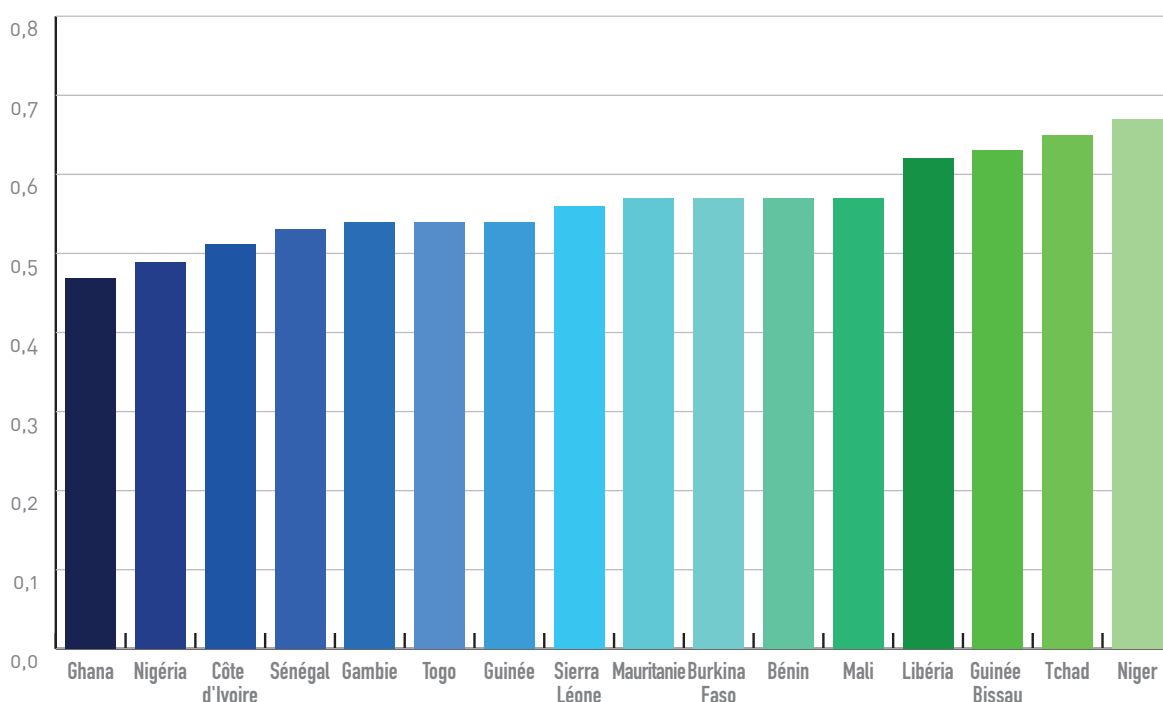


Figure 12

Classement des pays de la zone CEDEAO-CILSS, selon l'indice ND-GAIN (Données ND GAIN 2017)





04 FLUX FINANCIERS MULTILATÉRAUX VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST

4.4. FLUX DE FINANCEMENTS DU FONDS VERT POUR LE CLIMAT EN ZONE CEDEAO-CILSS

4.4.1. Présentation du Fond Vert pour le Climat

Le Fonds Vert pour le Climat (GCF) a été créé en 2010 à Cancun (COP 16), son cadre de gouvernance adopté en 2011 à Durban (COP 17). Il est le principal mécanisme financier pour la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et il sert également l'Accord de Paris, au même titre que le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Fonds d'Adaptation (FA).

Le GCF a pour mission de promouvoir le changement de paradigme en faveur d'un développement à faible émission et résilient aux changements climatiques dans les pays en développement et soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris, en tenant compte des besoins spécifiques des pays en développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique (décision B.12/20).

Le Plan stratégique 2020-2023 du GCF met l'accent sur la nécessité de mettre en œuvre des solutions urgentes et transformatrices en vue de limiter le réchauffement en deçà de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, de poursuivre les efforts pour limiter l'augmentation de la température à 1,5° C par rapport aux niveaux préindustriels. Il reconnaît également qu'il est impératif d'investir davantage dans le climat pour répondre aux ambitions définies par les

pays en développement dans les contributions déterminées au niveau national (CDNs), les plans d'adaptation et les stratégies nationales pour le climat, en utilisant les ressources du GCF pour catalyser des financements à la hauteur des besoins en investissements climatiques des pays en développement.

Le GCF achemine ses fonds pour le climat en passant par un large éventail d'organismes privés, publics, non gouvernementaux, infranationaux, nationaux, régionaux ou internationaux. Ceux-ci, supposés avoir un bon potentiel pour contribuer à l'action climatique, doivent être accrédités par le GCF, c'est-à-dire démontrer qu'ils peuvent se conformer aux exigences du GCF en matière de gestion fiduciaire, de sauvegarde environnementale et sociale et de genre, les exigences étant différenciées en fonction des catégories et des montants de projets gérés. Une fois accréditées, ces organisations peuvent soumettre au GCF des projets climats et seront responsables de la supervision de la mise en œuvre de ces projets, s'ils sont approuvés. L'accréditation est valable pour une durée déterminée de cinq ans (Décision B.10/07). Au cours de cette période, le GCF contrôle régulièrement la conformité de l'entité accréditée par rapport aux normes d'accréditation et à ses obligations. Pour être ré-accréditées, les entités doivent démontrer que leurs performances par rapport aux exigences du GCF se sont maintenues ou améliorées, au risque de perdre l'accréditation ou d'être rétrogradée à des catégories inférieures.

Il existe deux types d'entités accréditées, en fonction des modalités d'accès : les

entités à accès direct et les entités à accès international.

Les entités à accès direct sont des organisations infranationales, nationales ou régionales qui doivent être nommées par les Autorités Nationales Désignées (AND) ou Points Focaux (PF) des pays en développement. L'accès direct est une modalité innovante conçue pour permettre aux pays en développement de s'approprier davantage les financements climatiques et de mieux l'intégrer à leurs plans d'action nationaux pour le climat. La liste des ANDs du GCF dans la zone CEDEAO-CILSS est présentée en annexe 2.

Les entités d'accès international comprennent les agences des Nations Unies, des Banques Multilatérales de Développement (BMD), des institutions financières internationales, des institutions régionales et des ONGs. Le GCF considère que ces organisations ont l'expérience et l'expertise nécessaires pour gérer des problèmes liés aux changements climatiques, y compris quand ils sont transfrontaliers et transversaux. Les entités d'accès international n'ont pas besoin d'être désignées par les AND/PF des pays en développement.

Il existe aujourd'hui au niveau global 38 entités à accès **direct national**, 13 entités à **accès direct régional** et 37 à **accès international** (Figure 13). L'accès direct représente ainsi la majorité du portefeuille d'entités accréditées du GCF (58%), mais l'accès international reste prédominant en volumes avec 81% des financements approuvés jusqu'au mois de février 2019, soit 4 092 millions de dollars E.U. (Watson et Schalatek, 2019 (a)).

Figure 13

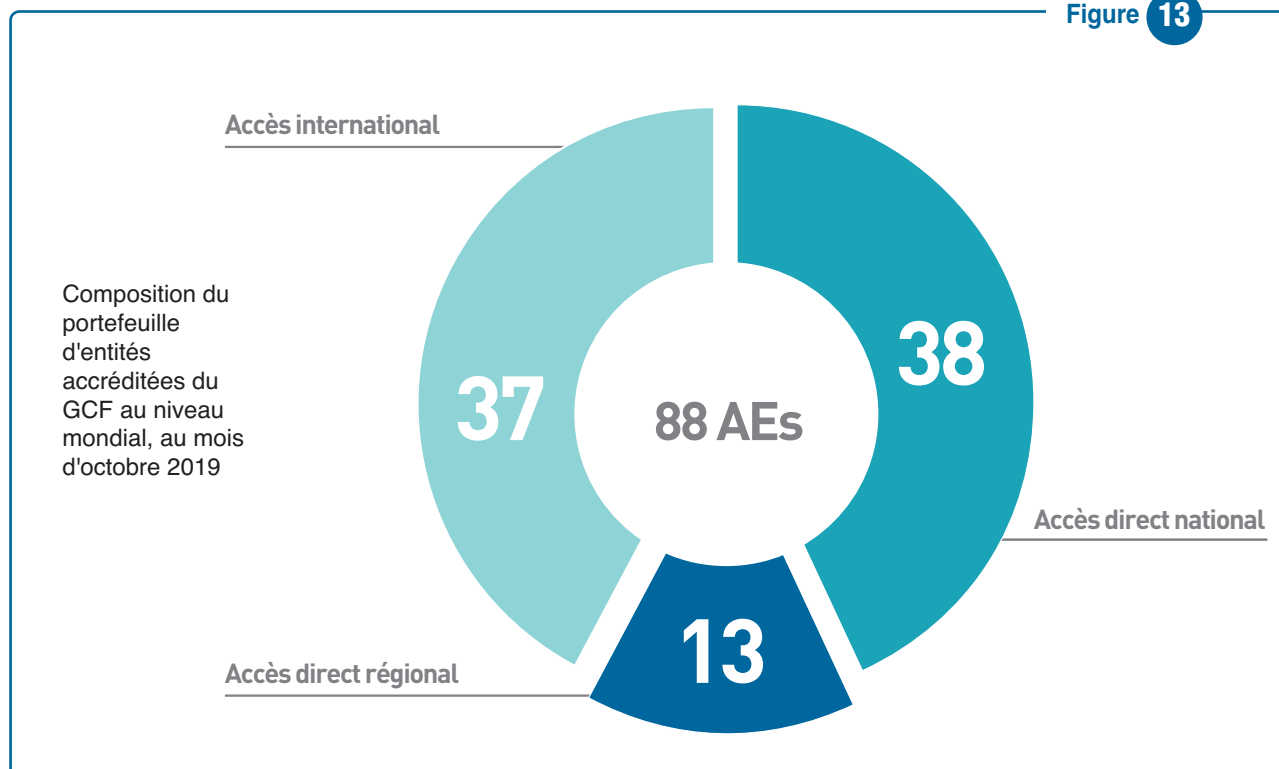


Tableau 2 Entités à accès direct du GCF en Afrique (Données GCF 2019)

Nom	Pays / Siège	Modalité d'accès
Agence de Développement Agricole (ADA)	Maroc	Direct National
CDG Capital S.A. (CDG Capital)	Maroc	Direct National
Centre de Suivi Ecologique (CSE)	Sénégal	Direct National
Environmental Investment Fund (EIF)	Namibie	Direct National
Ministry of Environment (formerly, Ministry of Natural Resources of Rwanda) (MoE (précédemment, MINIRENA))	Rwanda	Direct National
Ministry of Finance and Economic Cooperation of the Federal Democratic Republic of Ethiopia (MOFEC)	Ethiopie	Direct National
Ministry of Water and Environment of the Republic of Uganda (MWE)	Ouganda	Direct National
National Environment Management Authority of Kenya (NEMA)	Kenya	Direct National
Fonds National pour l'Environnement et le Climat du Bénin (FNEC)	Benin	Direct National
South African National Biodiversity Institute (SANBI)	Afrique du Sud	Direct National
Attijari Wafa Bank (AWB)	Maroc	Direct Régional
Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD)	Togo	Direct Régional
Development Bank of Southern Africa (DBSA)	Afrique du Sud	Direct Régional
Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)	Tunisie	Direct Régional



04 FLUX FINANCIERS MULTILATÉRAUX VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST

Le GCF dispose de 50 entités à accès direct, dont 14 sont situées en Afrique et seulement 3 dans la zone CEDEAO-CILSS :

- 02 entités à accès direct national : le Centre de Suivi Ecologique (CSE) du Sénégal et le Fonds National pour l'Environnement et le Climat du Bénin (FNEC) ; et
- 01 entité à accès direct régional : la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), basée au Togo (Tableau 2).

Le tableau en annexe 3 présente la liste des entités accréditées du GCF actives¹⁷ en zone CEDEAO-CILSS, avec le détail de leurs catégories d'accréditation et l'état de leurs portefeuilles de projets avec le GCF. Le GCF a une stratégie d'adaptation « taillée sur me-

sure » (Fit-for-Purpose accreditation). Les entités sont ainsi accréditées en fonction d'un certain nombre de critères, basés sur leur expérience et leur cœur de métier. Les porteurs de projet et les ANDs devraient étudier ces intermédiaires avant de choisir celui qui sied le mieux au vu de la taille du projet, du niveau de risque environnemental et social, du/des instruments financiers ciblés, mais aussi du secteur dans lequel ceux-ci ont le plus de références de par leur mandat.

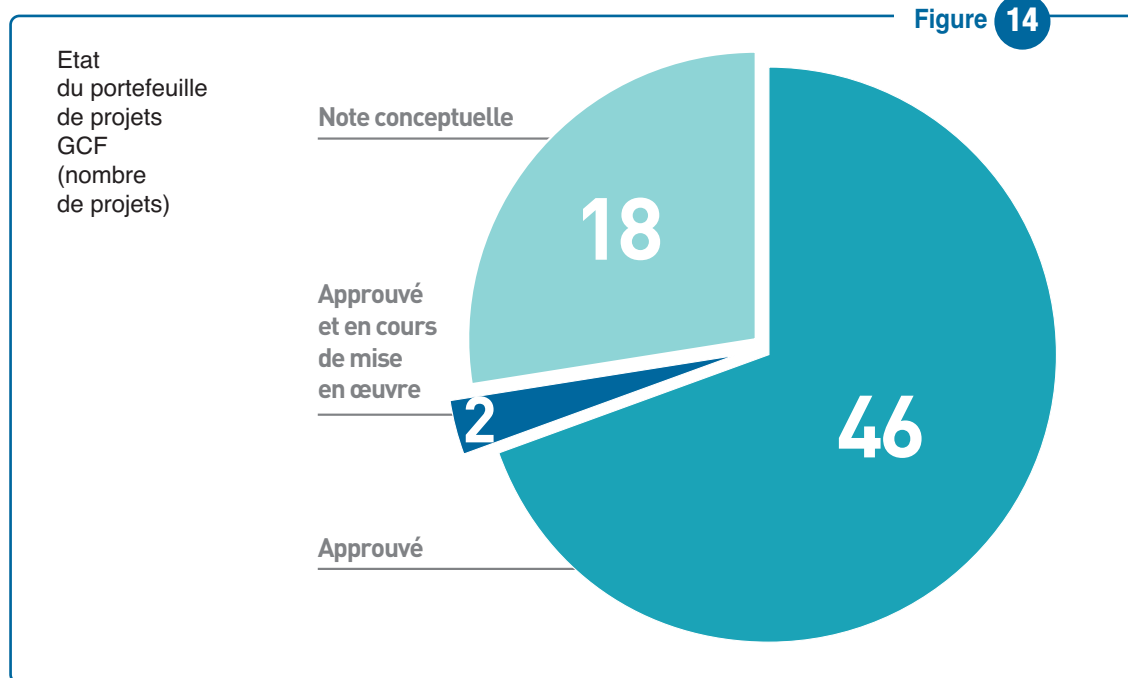
4.4.2. Le portefeuille du Fonds Vert pour le Climat

Au cours de sa période initiale de mobilisation (2014-2019), le GCF a constitué au niveau mondial un portefeuille de 124 projets d'un montant total de 5,6 milliards \$ E.U.¹⁸, générant un investissement total de 20,6 milliards \$ E.U.¹⁹ pour

le climat, dans 133 pays en développement. Environ 24% des ressources ont été alloués à l'adaptation, près de 42% à l'atténuation et 34% à des activités transversales (adaptation et atténuation). A la fin du mois d'août 2019, 60 projets d'une valeur de 2,5 milliards de dollars E.U. étaient en cours de mise en œuvre avec des ressources du GCF dans le monde (GCF, 2019). En 2018, le GCF est devenu le plus grand bailleur en Afrique sub-saharienne, supplantant ainsi le FPMA (Watson et Schalatek, 2019 (a)).

Dans la zone CEDEAO-CILSS, le portefeuille de projets du GCF comprend à ce jour 46 notes conceptuelles en cours de soumission (dont 38 projets-pays et 8 multi-pays) et 20 projets approuvés, dont seulement 2 en cours de mise en œuvre (Figure 14).

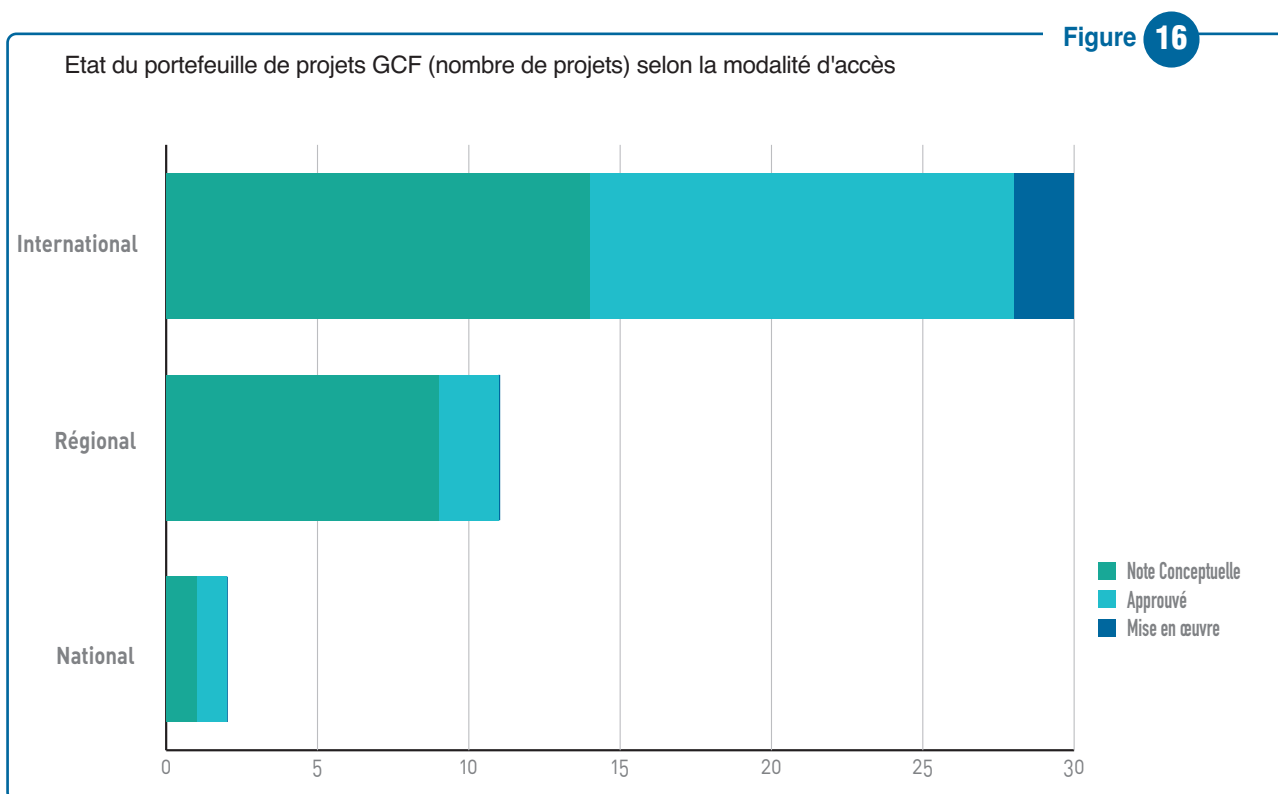
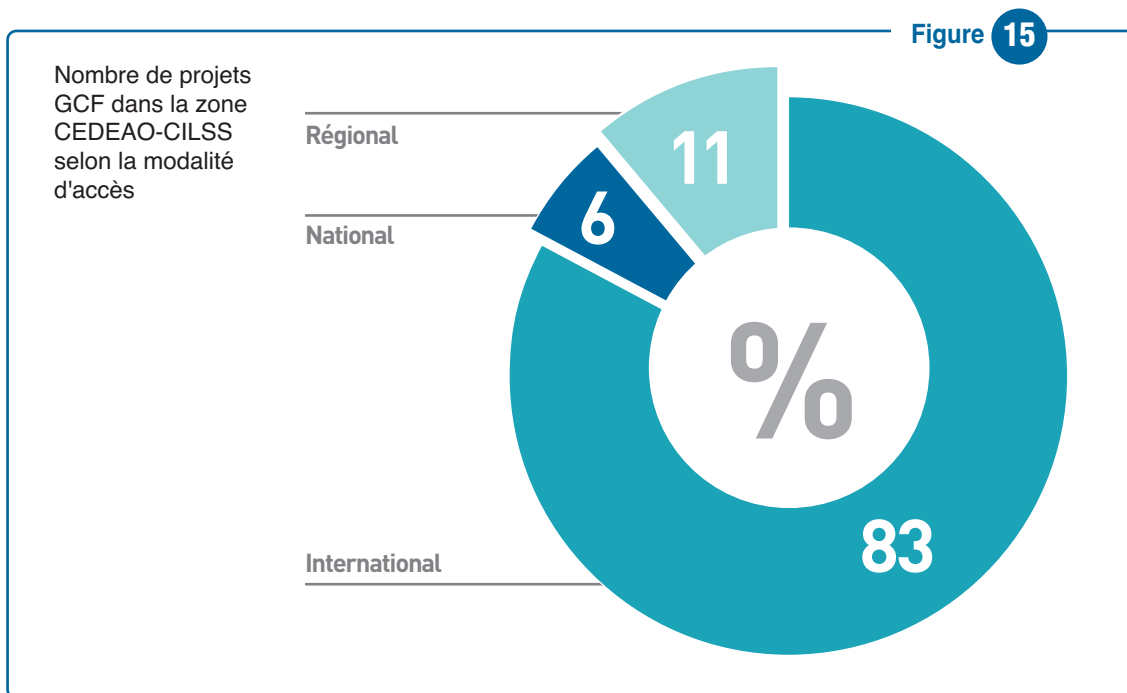
Figure 14



¹⁷ Entités accréditées ayant des projets (note conceptuelle ou demandes de financement complètes) soumis ou approuvés avec le GCF, au mois d'août 2019.

¹⁸ Montants alloués à des projets sur ressources GCF, tels qu'approuvés par le Conseil du Fonds jusqu'au 21 novembre 2019

¹⁹ Total des montants approuvés pour des projets, financements GCF et cofinancements compris





04 FLUX FINANCIERS MULTILATÉRAUX VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST

Le GCF a mis en place des procédures assez rigoureuses en matière d'approbation de projets. Ces procédures sont régulièrement évaluées et revues dans le sens de la simplification, sans pour autant sacrifier l'exigence en matière de qualité des projets. De même, les arrangements légaux post-approbation prennent un certain temps et les entités accréditées et les porteurs de projets doivent être préparés à ces délais.

Le portefeuille dans la zone CEDEAO-CILSS est toujours largement dominé par l'accès international qui représente 83% des projets approuvés à ce jour, contre 11% selon l'accès direct régional et 6% selon l'accès direct national (Figure 15).

Cette domination se retrouve à toutes les phases du cycle de projet (Figure 16). Les 2 projets dont la mise en œuvre a démarré à ce jour sont opérés par 2 agences internationales, à savoir l'Agence Française de Développement (AFD) et ONU-Environnement (PNUE).

Les 20 projets approuvés, en majorité publics (11), représentent un budget total 3,8 milliards de dollars E.U., dont 31% sur ressources du GCF et 69% sous forme de co-financements (Figure 17). C'est dire l'importance du cofinancement dans la stratégie du GCF qui met un accent fort sur le « financement mixte » et sur l'effet levier de cette modalité de financement.

En outre, il faut noter que seulement près de 20% de ce montant (792 millions de dollars) est allé à des projets-pays (au nombre de 12), le reste ayant été absorbé par des projets multi-pays (8). Il est difficile d'analyser, avec une perspective nationale ou régionale, les ressources allant à des projets multi-pays, les budgets n'étant souvent pas désagrégés selon les pays et ces projets couvrant des pays dont plusieurs sont situés en dehors de la région.

En nombre, l'énergie (8 projets) et l'agriculture (7 projets) sont les principaux

secteurs financés, représentant, à eux deux, trois quarts des projets approuvés (Figure 18) dans la zone CEDEAO-CILSS.

En volume cependant, le secteur énergie a drainé à lui seul plus de deux tiers des financements, mais seuls 8 pays de la CEDEAO-CILSS en ont bénéficié, en même temps que 36 autres à travers le monde : le volume important des ressources mobilisées (2,6 milliards de dollars) doit être considéré avec précaution, la part investie réellement dans la zone n'étant pas facile à estimer. Il est suivi du secteur finance avec près du cinquième des financements (avec un seul projet), destiné à 17 pays donc 5 en zone CEDEAO-CILSS. Le secteur agricole arrive en troisième position avec moins de 4% des financements approuvés (Figure 19), mais avec 6 des 7 pays bénéficiaires situés en zone CEDEAO-CILSS.

Figure 17

Composition des financements du portefeuille GCF en zone CEDEAO-CILSS (millions de dollars E.U.)

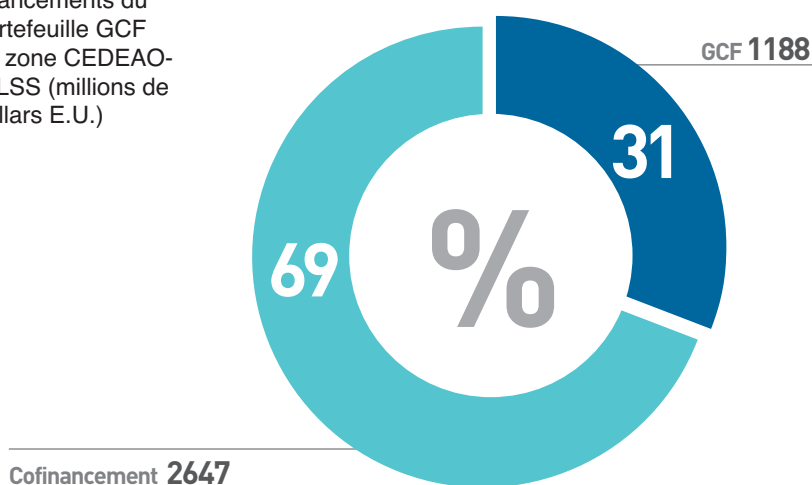




Figure 18

Nombre de projets financés par le GCF par secteur

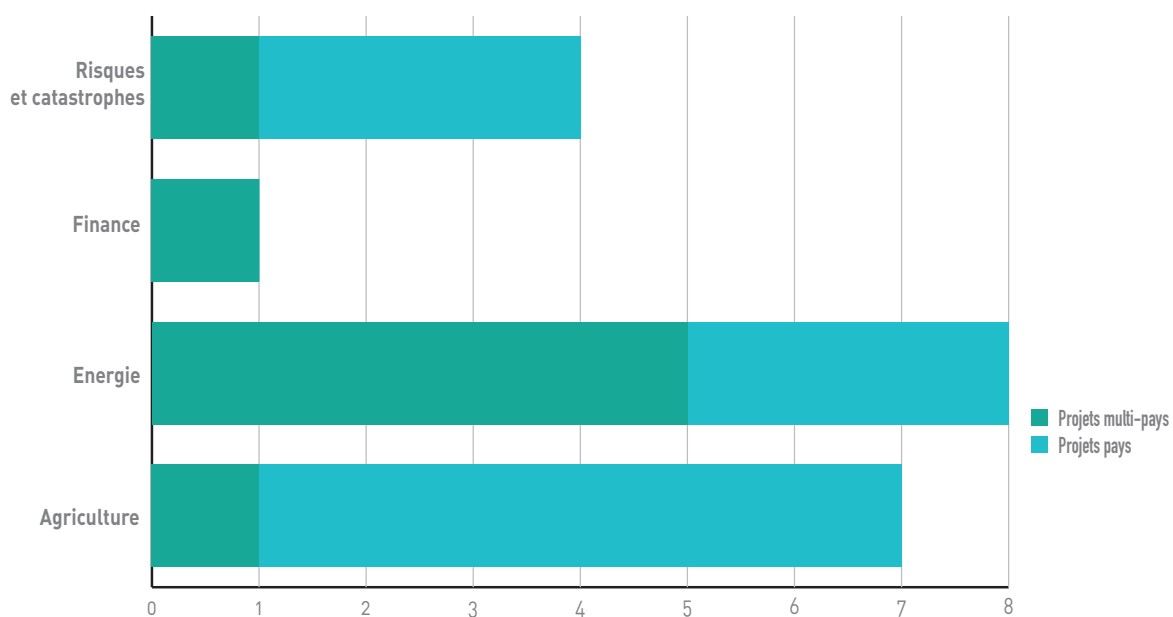
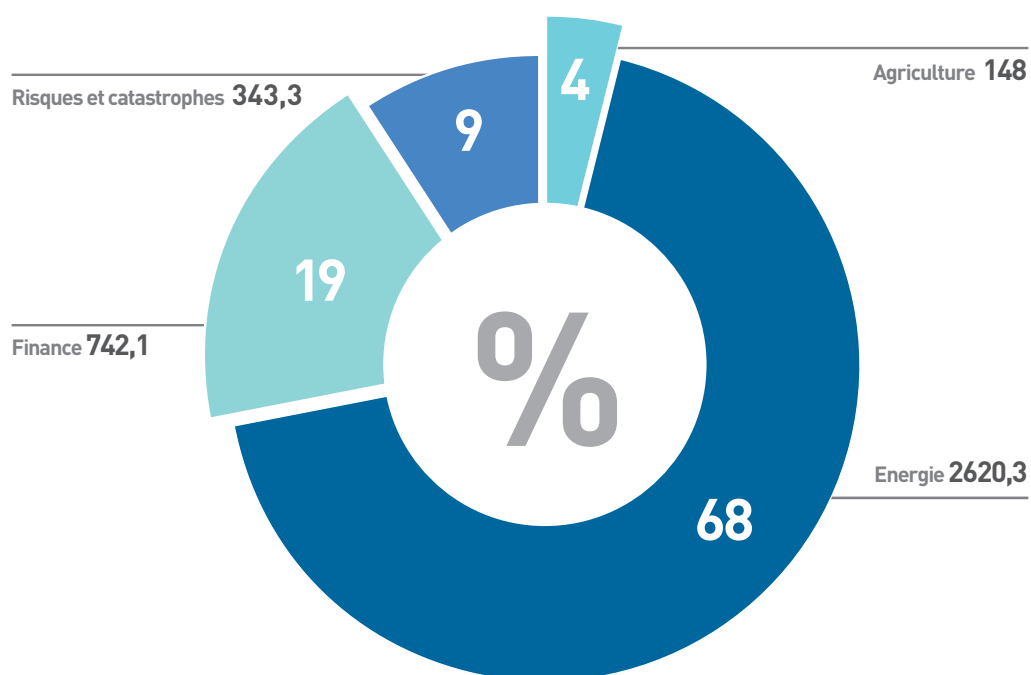


Figure 19

Montants financements par secteur (millions USD)





04 FLUX FINANCIERS MULTILATÉRAUX VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST

Plus de deux tiers des financements approuvés sont allés à des activités d'atténuation, un peu plus de 6% à des projets d'adaptation, le quart restant à des projets transversaux (Figure 20).

Un peu plus de 95% de ces ressources ont été mobilisées à travers des agences multilatérales, 4,6% à travers des entités régionales et moins d'1% à travers des entités nationales (Figure 21).

Cette réalité pourrait évoluer au cours des prochaines années, au vu de l'augmentation du nombre d'entités accès direct, avec l'accréditation récente du FNEC du Bénin, la candidature en cours de la Banque Agricole (BA) du Sénégal, mais aussi les candidatures annoncées de la Banque d'Investissement et de

Développement de la CEDEAO (BIDC) et du CILSS.

Les importantes ressources disponibles à travers le programme d'appui préparatoire (Readiness Programme) du GCF devraient permettre de renforcer considérablement les capacités institutionnelles et techniques des entités accès direct. Les pays de la zone CEDEAO-CILSS ont reçu 27,2 millions de dollars de subvention d'appui préparatoire du Fonds Vert pour le Climat. Toutefois, la configuration générale restera longtemps encore la même, du fait de l'envergure et de l'expérience des entités multilatérales qui se reflètent à travers leurs catégories d'accréditation, notamment en termes de taille de projet et d'instruments financiers.

4.4.3. Cofinancement et instruments financiers

Les capacités financières des institutions multilatérales, leur expérience et les réseaux de partenariats bâtis au fil du temps expliquent leur performance en termes de cofinancement. En effet, plus de 70% des ressources qu'elles ont mobilisées le sont sous forme de cofinancements, contre 44% pour les entités régionales et seulement 7% pour les entités nationales (Figure 22).

L'analyse des différents instruments financiers utilisés révèle que le financement par action (equity) est le plus utilisé jusqu'à présent. Ce type de financement représente un peu plus de 41% des financements, contre 34% sous forme de prêts et 24% sous forme de subvention (Figure 23).

Figure 20

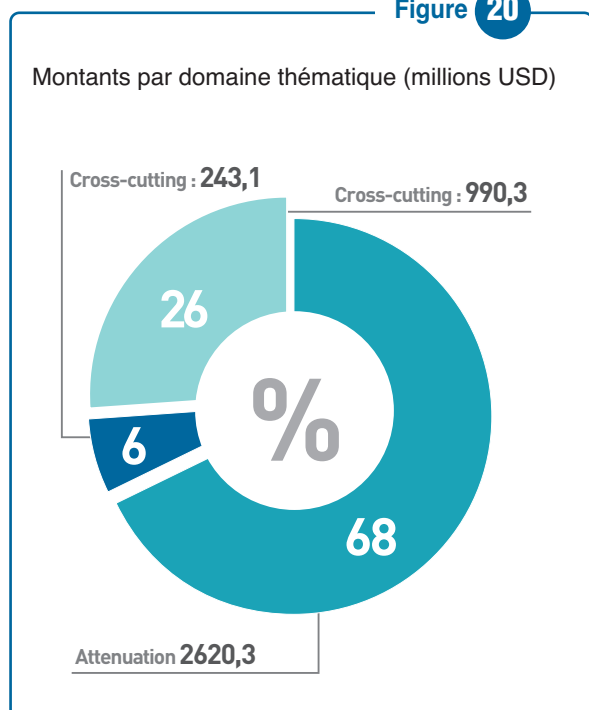


Figure 21

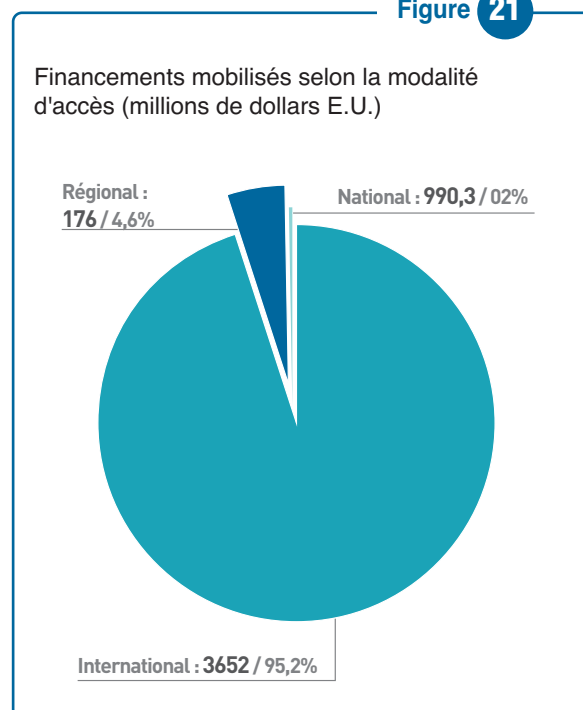




Figure 22

Le cofinancement selon la modalité d'accès

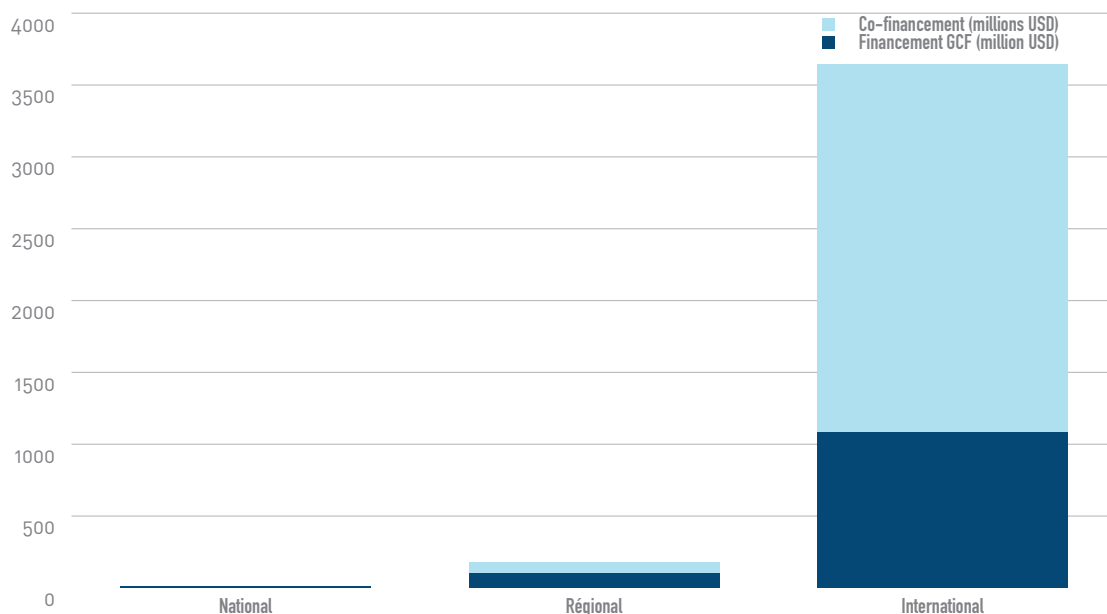
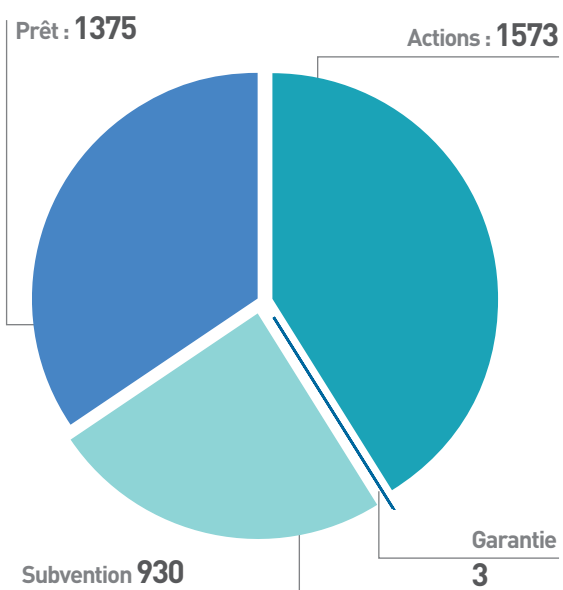


Figure 23

Instruments de financement (millions de dollars E.U.)





04 FLUX FINANCIERS MULTILATÉRAUX VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST

La garantie n'est pas encore très utilisée comme instrument dans la région (moins d'1%), malgré sa grande pertinence pour un secteur comme l'agriculture, notamment comme instrument d'atténuation des risques (de-risking). En effet, les trois barrières principales qui empêchent les fournisseurs de services financiers à prêter aux agriculteurs et aux PME sont : (i) un environnement favorable inadéquat (cadres politique et réglementaire) ; (ii) une exposition à des risques agricoles spécifiques ; et (iii) des coûts de transaction élevés (Sadler et al., 2016).

Les entités multilatérales opèrent avec tous les instruments financiers du GCF, le financement par action restant prédominant, suivi du prêt concessionnel. Les entités d'accès direct régional opèrent jusqu'ici avec les prêts (environ 96%) et les subventions. Les entités d'accès direct national n'opèrent jusqu'ici qu'avec l'instrument subvention (Figure 24).

Cela s'explique, en partie, par le fait que l'essentiel des entités nationales opérat-

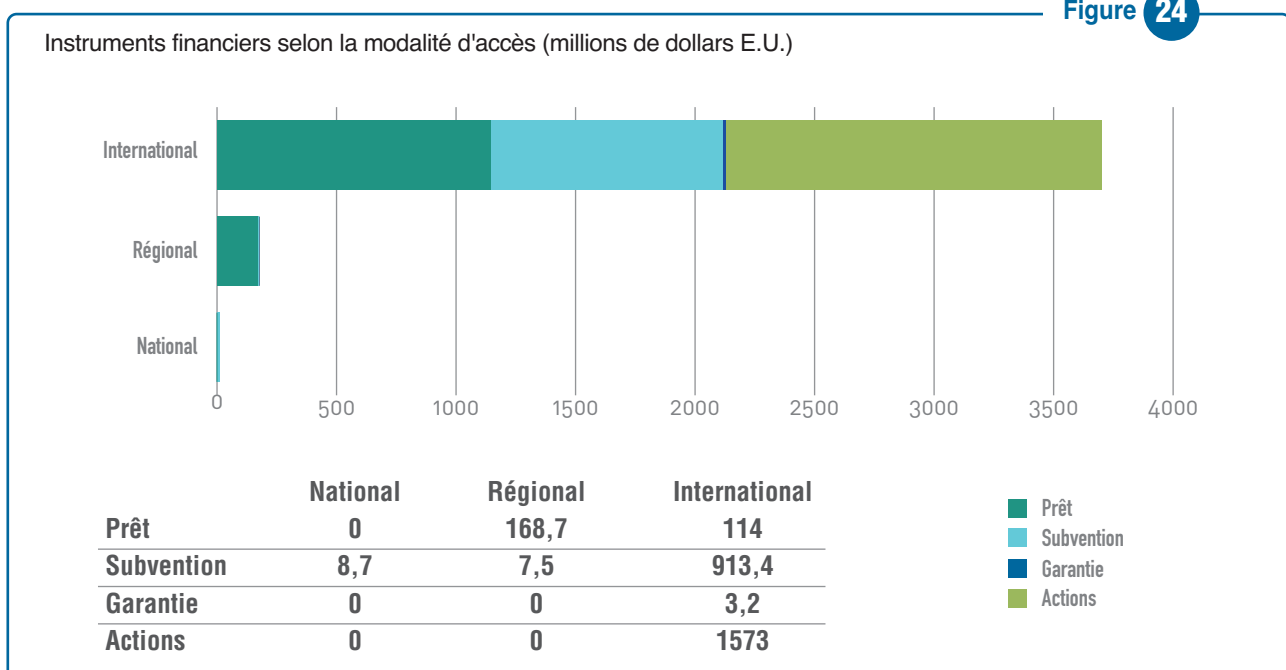
tionnelles à ce jour sont des entités avec un background environnemental au sens large. Il y a cependant de plus en plus d'entités nationales avec un background financier qui se lancent dans le processus d'accréditation. C'est le cas de la Banque Agricole(BA) du Sénégal qui est à la phase 2 du processus d'accréditation. A travers ces entités, les pays de la région devraient pouvoir valoriser davantage les autres instruments financiers et mobiliser des volumes de financements plus importants à travers les entités nationales. L'accès direct en général et l'accès direct national en particulier constituent des innovations majeures dans le paysage de la finance climat. Ils offrent aux pays l'opportunité de s'approprier davantage de la mise en œuvre et le financement de leurs projets et programmes. Toutefois, l'accès direct doit être vu comme un canal supplémentaire pour acheminer les ressources, et non comme une modalité qui vient remplacer l'accès international. Il y a toujours des domaines dans lesquels les entités internationales présentent

une valeur ajoutée qui permet aux pays de mobiliser plus et encore plus vite les ressources dont ils ont besoin pour financer leurs priorités en matière de développement sensible au climat.

L'analyse des financements par bailleur montre que les instruments les plus utilisés jusqu'ici pour les financements sur fonds propres du GCF sont les prêts concessionnels (39%), suivis des subventions (31%). Pour la partie cofinancement, l'instrument le plus utilisé est la prise de participation (46%), suivi des prêts concessionnels avec 32% (Figure 25). Cela illustre bien le principe du financement mixte.

Le GCF ayant pour mandat de promouvoir un développement sensible au climat pour les pays en développement, une attention particulière devrait être accordée à cette prédominance de l'instrument prêt au détriment des subventions.

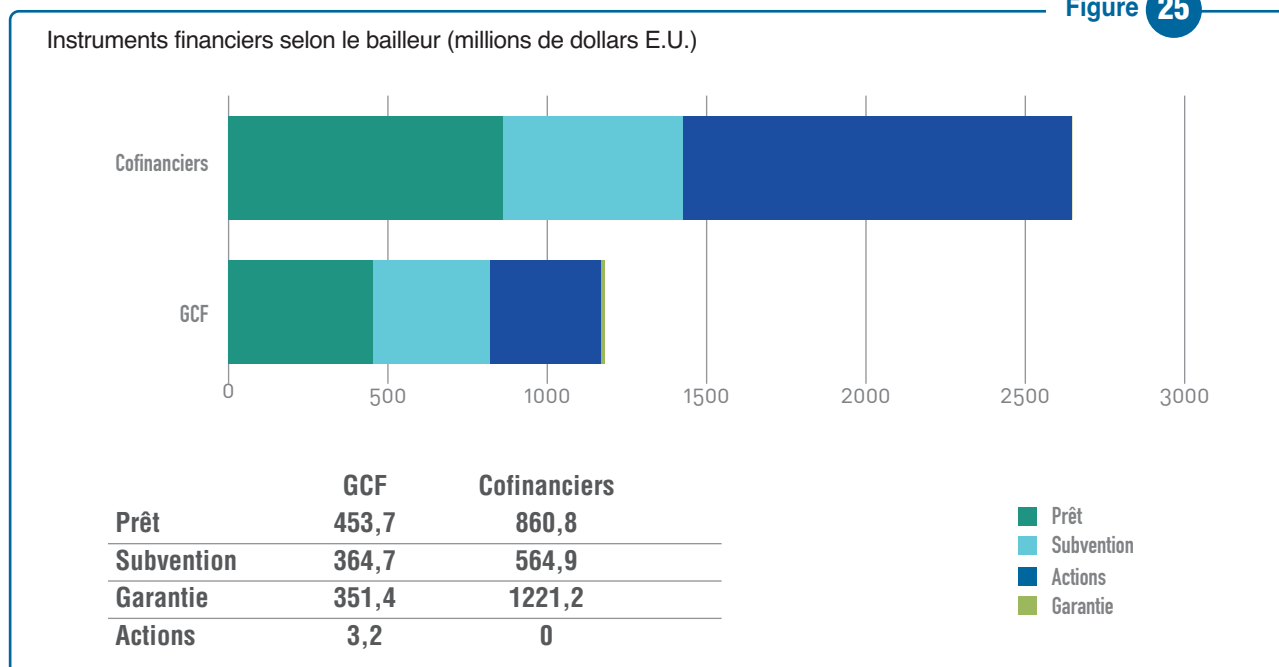
Figure 24



²⁰ Prêt concessionnel, subvention, garantie et action



Figure 25



4.5. PORTEFEUILLE DU FONDS D'ADAPTATION EN ZONE CEDEAO-CILSS

Le Fonds d'Adaptation (FA) a été créé en 2001 en vertu du Protocole de Kyoto, sous la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Décision 10/CP.7). Il a été opérationnalisé dans le prolongement des Décisions prises à la COP 13 en décembre 2007 à Bali (Indonésie). En 2008, le Conseil a proposé les priorités stratégiques, politiques et directives du Fonds d'Adaptation (décision B.3/7), qui ont ensuite été approuvées par les Parties lors de la CMP4 (Décision 1 / CMP.4), indiquant que l'objectif principal du Fonds est de « ... fournir des financements internationaux pour aider les pays en développement à entreprendre des projets / programmes d'adaptation concrets conformes à leurs besoins, objectifs et stratégies de développement » (AF, 2018). Au même titre que le GCF et le FEM, le FA sert de mécanisme financier

pour la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et sert également l'Accord de Paris. A la date du 11 novembre 2019, le montant total des contributions²¹ au Fonds pour l'Adaptation, s'élevait à 875,15 millions de dollars E.U.

Depuis 2010, le FA a engagé 720 millions \$ E.U. pour des activités d'adaptation au climat et de résilience, notamment en soutenant 100 projets d'adaptation concrets et 36 programmes de coopération Sud-Sud et d'appui institutionnel.

Le Fonds est financé par une part de 2% du produit des réductions certifiées des émissions (RCE) de GES, émises dans le cadre des projets du Mécanisme de Développement Propre (MDP) et en partie par des donateurs gouvernementaux et privés.

Les ressources du FA sont accessibles à travers des entités de mise en œuvre

qui doivent être accréditées. Le FA a introduit une des innovations les plus importantes dans le paysage de la finance climat, à savoir l'accès direct. Les pays peuvent donc accéder aux ressources en passant par une entité nationale ou régionale (accès direct), mais aussi en passant par les entités multilatérales (accès international). Au mois de mars 2019, il y'avait 47 entités de mise en œuvre dont 12 entités multilatérales (MIEs), 29 entités nationales (NIEs) et 6 entités régionales (RIEs). Les entités candidates à l'accréditation avec le FA doivent être nommées par les Autorités Désignées de ce Fonds. La liste de ces Autorités Désignées du FA dans la zone CEDEAO-CILSS est en annexe 2.

Pareillement au GCF, l'accès direct a fini de s'imposer comme une réalité dans le paysage de la finance climat, représentant près de deux tiers des entités de mise en œuvre du FA (Figure 26).

²¹ Y compris les ventes provenant des unités de réduction certifiée des émissions de GES

04 FLUX FINANCIERS MULTILATÉRAUX VERS L'AFRIQUE DE L'OUEST

Figure 26

Composition du portefeuille d'entités accréditées du FA au niveau mondial, au mois de mars 2019

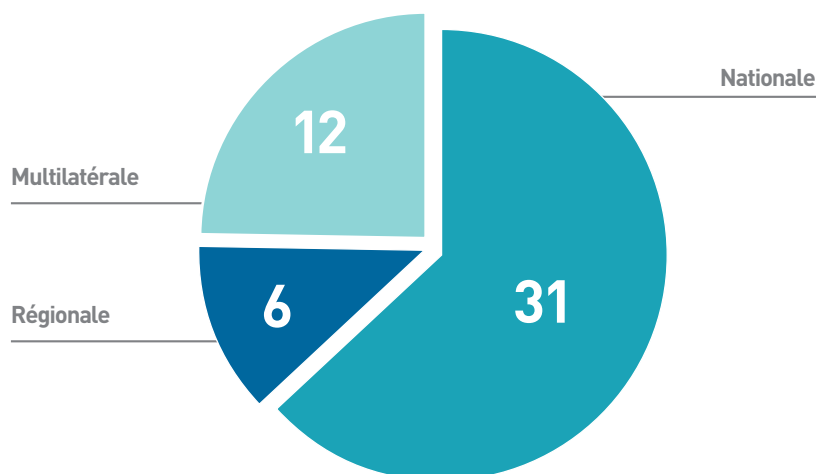


Tableau 3 Entités à accès direct du FA en Afrique (Données AF 2019)

Pays / Siège	Nom	Modalité d'accès
Maroc	Agence de Développement Agricole (ADA)	Direct National
Sénégal	Centre de Suivi Ecologique (CSE)	Direct National
Niger	Banque Agricole du Niger (BAGRI)	Direct National
Namibie	Desert Research Foundation of Namibia (DRFN)	Direct National
Rwanda	Ministry of Environment (formerly, Ministry of Natural Resources of Rwanda) (MoE (précédemment, MINIRENA))	Direct National
Ethiopie	Ministry of Finance and Economic Cooperation of the Federal Democratic Republic of Ethiopia (MOFEC)	Direct National
Ouganda	Ministry of Water and Environment of the Republic of Uganda (MWE)	Direct National
Kenya	National Environment Management Authority of Kenya (NEMA)	Direct National
Bénin	Fonds National pour l'Environnement et le Climat du Benin (FNEC)	Direct National
Afrique du Sud	South African National Biodiversity Institute (SANBI)	Direct National
Togo	Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)	Régional
Tanzanie	National Environment Management Council (NEMC)	Direct National
Tunisie	Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)	Régional



Sur les 37 entités à accès direct ou régional du FA, 13 sont situées en Afrique et 4 dans la zone CEDEAO-CILSS (Tableau 3) :

- trois entités à accès direct : le Centre de Suivi Ecologique (CSE) de Dakar, la Banque Agricole du Niger (BAGRI), le Fonds National pour l'Environnement et le Climat du Bénin (FNEC) ; et
- une entité à accès régional : la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) basée au Togo.

La liste de toutes les entités accréditées du FA actives dans la zone CEDEAO-CILSS est fournie en annexe 4.

Le portefeuille du FA en Afrique est constitué de 34 projets, 22 activités prépara-

toires (Readiness grant) et 1 activité de mise à l'échelle (scale-up grant), totalisant 283 964 200 dollars E.U.

Le flux de ressources du FA vers la zone CEDEAO-CILSS porte aujourd'hui sur 98,3 millions de dollars E.U., soit près de 35% des flux du FA vers l'Afrique. Plus de la moitié de ces ressources (57%) ont été mobilisées à travers les entités à accès direct (11%) ou régional (46%) (Figure 27). La zone CEDEAO-CILSS se distingue ainsi de la situation au niveau de la région Afrique prise globalement et au niveau mondial avec, respectivement, 54% et 57% des ressources mobilisées par les entités multilatérales.

Cela indique la performance de l'entité régionale (la BOAD) qui a mobilisé un peu plus de 46% des ressources, mais aussi celle de l'entité nationale du Sénégal (le

CSE) qui a mobilisé toute l'enveloppe disponible pour le pays et qui est très actif sur le programme Readiness du FA.

Le secteur agricole est celui qui a reçu le plus de financements (46%), suivi de la réduction des risques de catastrophes (20%), (Figure 28).

La coopération Sud-Sud est très dynamique dans la Région, avec des échanges dynamiques et continus entre les entités à accès direct. A ce jour, 10²² des 17 pays de la zone CEDEAO-CILSS ont bénéficié des ressources du Programme Readiness du FA à hauteur cumulée de 482 694 dollars E.U., pour des activités de renforcement des capacités d'institutions nationales et régionales pour se préparer à l'accréditation puis, à recevoir et à gérer les financements pour l'action climatique.

Figure 27

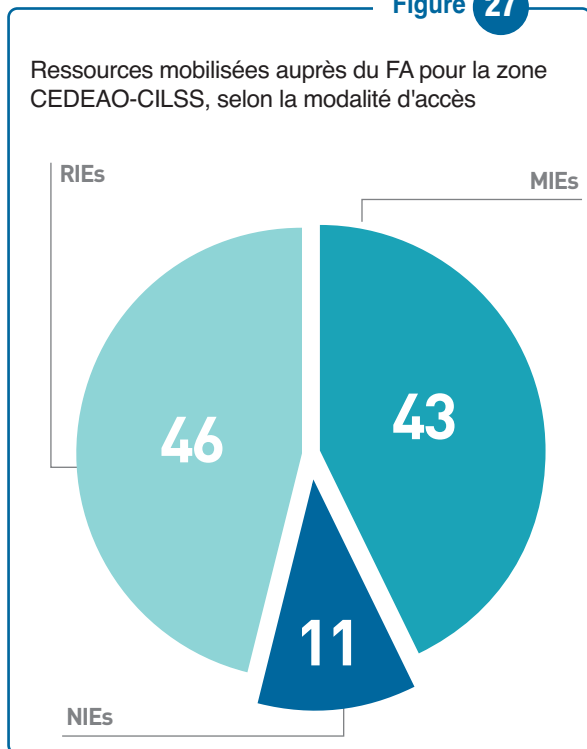
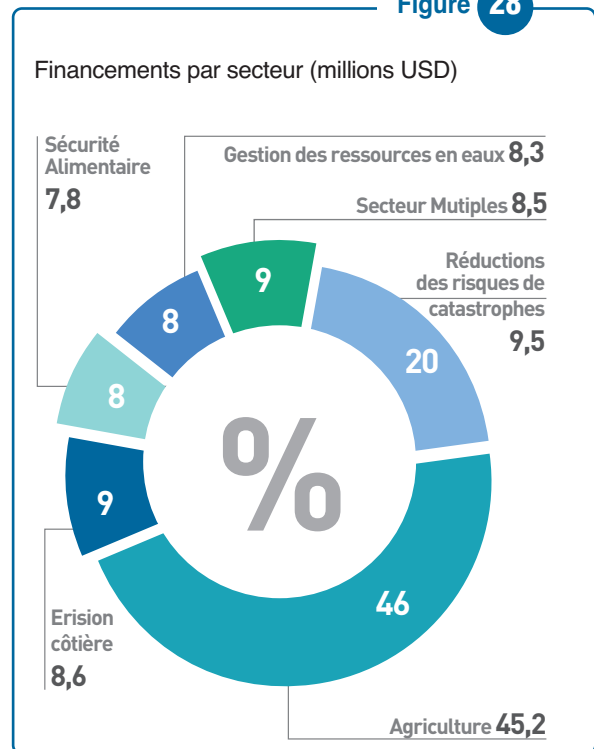


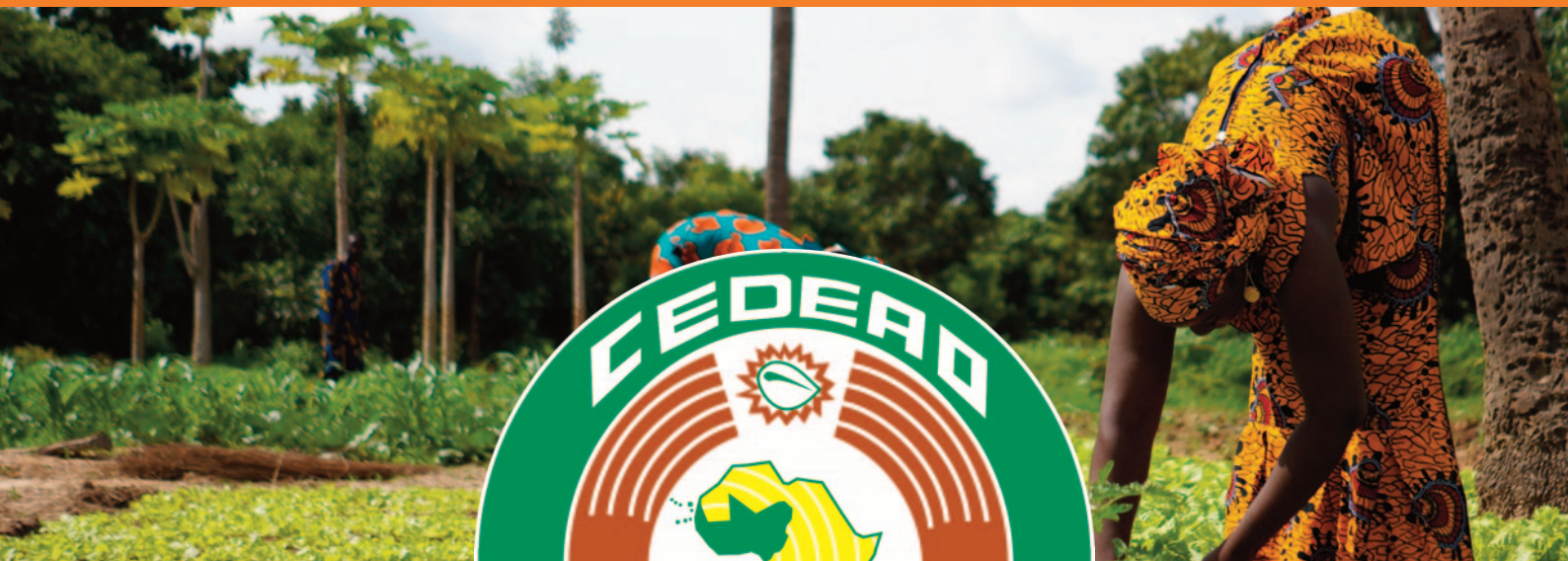
Figure 28



²² Bénin, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sierra Léone, Sénégal, Tchad, Togo

05

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS





De 2003 à 2019, les pays de la zone CEDEAO-CILSS ont mobilisé 1377 millions de dollars E.U. provenant des fonds climat multilatéraux, en majorité pour des actions d'adaptation et avec le FPMA comme premier bailleur, suivi du FEM à travers ses différentes reconstitutions (FEM 1 à 6).

Les BMDs contribuent également de façon très significative au financement de l'action climatique dans ces pays. En effet, pour la seule année 2018, ces pays ont bénéficié d'engagements à hauteur de 2 493 millions de dollars E.U. de la part des BMDs²³, soit environ 6% de tous les financements provenant des BMDs et 28% des financements qui sont allés vers l'Afrique sub-saharienne.

Les ressources financières pour l'action climat sont donc disponibles et en augmentation constante et la zone CEDEAO-CILSS est parmi les plus performantes en Afrique, en matière de mobilisation de financements. Mais il y a de grandes disparités entre pays de la région et il y a nécessité de mieux cibler les actions de renforcement des capacités, mais aussi de soutenir davantage les actions de coopération Sud-Sud. Les initiatives visant le renforcement des capacités foisonnent à travers la région, les impacts et retombées mesurables ne sont pas toujours à la hauteur des investissements. Il faudrait davantage compléter ces actions par un mentorat de plus longue durée pour se donner le temps de traduire en réalisations concrètes les progrès en termes de capacités.

Par ailleurs, les ressources mobilisées restent largement en deçà des besoins exprimés par les pays, particulièrement au vu des engagements pris à travers l'Accord de Paris. Pour les ressources disponibles au niveau international, les capacités de mobilisation constituent un

défi de taille pour la région, alors que le financement domestique reste encore très modeste, en dépit des initiatives développées ici et là, notamment avec la mise en place de fonds nationaux climat. Au niveau régional, la CEDEAO a récemment lancé un mécanisme de financement mixte, visant à promouvoir l'agriculture climato-intelligente et des chaînes d'approvisionnement résilientes dans les 15 pays d'Afrique de l'Ouest, en fournissant des subventions d'assistance technique et des prêts à taux subventionnés, des garanties et des financements par actions pour les organisations de petits exploitants et les entreprises agricoles. Il s'agit de l'Initiative ouest-africaine pour une agriculture intelligente face au climat (WAICSA) qui a reçu en septembre 2019 l'endossement du Global Innovation Lab for Climate Finance. La participation des bailleurs, publics et surtout privés, sera déterminante pour la réussite de cette initiative.

Le GCF et le FA suscitent beaucoup d'enthousiasme, souvent tempéré par la complexité (perçue ou réelle) et la longueur de leurs procédures. La région a pu mobiliser à ce jour 3,8 milliards de dollars d'investissements à travers des projets approuvés par le GCF (dont 1/3 financé directement par le Fonds, les 2 autres tiers étant mobilisés par d'autres bailleurs, les budgets nationaux ou de l'investissement privé) et environ 98 millions de dollars du FA. Avec ces deux mécanismes, l'accès direct a fini de s'imposer comme une bonne pratique dans le paysage de la finance climat. En effet, 5% des ressources mobilisées auprès du GCF le sont à travers des entités à accès direct, environ 54% pour les ressources mobilisées avec le FA. Toutefois, particulièrement en ce qui concerne le GCF, la grande majorité des flux portent sur des projets multi-pays, avec souvent une majorité de pays si-

tués hors de la région, ce qui rend difficile leur analyse dans une perspective nationale ou régionale. Au-delà, les ANDs semblent avoir moins de maîtrise et de contrôle sur les projets multi-pays (surtout les projets globaux), particulièrement dans la mise en œuvre. Il est nécessaire de repenser la stratégie de financement de ce type de projets, en donnant la priorité à des projets régionaux (voire sous-régionaux), couvrant des pays partageant des réalités et des défis similaires et en veillant à une répartition claire et transparente des ressources.

Dans le portefeuille du GCF dans la région, les secteurs les plus financés sont l'agriculture et l'énergie, lorsque l'on considère le nombre de projets. Mais en considérant les volumes, deux tiers des financements sont allés à l'énergie et à l'atténuation : l'équilibre thématique adaptation/atténuation n'est donc pas encore réalisé dans la région.

Au-delà de la question de la mobilisation des financements, il serait opportun d'analyser la pertinence des projets, la mesure dans laquelle ils répondent aux besoins et priorités nationaux et sont alignés avec les programmes-pays et les CPDN/CDN. L'utilisation de ces ressources mérite aussi d'être mieux suivie, à travers notamment la mise en place de cadres de transparence plus formels et plus inclusifs.

Dans le secteur agricole qui occupe encore la grande majorité des populations, les instruments d'atténuation des risques restent encore à être pleinement valorisés, particulièrement avec les financements du GCF. Aussi, les pays de la zone CEDEAO-CILSS gagneraient à bien à se préparer aux actions et flux futurs liés au WIM²⁴ notamment en direction des compagnies d'assurance.

²³ Ressources propres et ressources externes acheminées par leur intermédiaire

²⁴ Mécanisme international de Varsovie (WIM) sur les pertes et préjudices liés aux effets négatifs des changements climatiques.



RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AF, 2018. Medium-Term Strategy 2018-2022.

Carvalho A. P. and Terpstra P., 2015. Tracking adaptation finance, an approach for civil society organizations to improve accountability for climate change adaptation. Oxfam America Inc. and World Resources Institute

CPI, 2018. Global Climate Finance: An Updated View 2018

CPI (Climate Policy Initiative), 2015. Global Landscape of Climate Finance 2015 Report.
<http://climatepolicyinitiative.org/publication/global-landscape-of-climate-finance-2015/>

GCF, 2019 (b). The Strategic Plan for the GCF 2020-2023

Hannah Ritchie and Max Roser, 2019. "CO₂ and Greenhouse Gas Emissions". Published online at OurWorldInData.org. Retrieved from: '<https://ourworldindata.org/co2-and-other-greenhouse-gas-emissions>' [Online Resource]

Hoegh-Guldberg et al., The human imperative of stabilizing global climate change at 1.5°C. Science 365, 1263 (2019).

IPCC, 2018: Global warming of 1.5°C. An IPCC Special Report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty

Kairé et al., 2015. Enjeux des mécanismes de financement de l'adaptation au changement climatique pour l'Afrique de l'Ouest. Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest - Expo 2015.

MDBs, 2019. 2018 Joint report on Multilateral Development Banks' climate finance

Nations Unies, 2015. Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030.

OECD (2019), Climate Finance Provided and Mobilised by Developed Countries in 2013-17, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/39faf4a7-en>

Sadler, Marc Peter; Millan Arredondo, Alberto; Swann, Stacy A.; Vasileiou, Ioannis; Baedeker, Tobias; Parizat, Roy; Germer, Leah Arabella; Mikulcak, Friederike. 2016. Making climate fi-

nance work in agriculture (English). Washington, D.C.: World Bank Group. Accessible via : <http://documents.worldbank.org/curated/en/986961467721999165/Making-climate-finance-work-in-agriculture>

UNEP, 2011. Livelihood Security. Climate Change, Migration and Conflict in the Sahel

University of Notre Dame, 2019. Notre Dame Global Adaptation Initiative 2017 (<https://gain.nd.edu/our-work/country-index/>)

Watson C. et Schalatek L., 2019 (a). The Green Climate Fund just became the top contributor of funding to developing countries: do we know the money is being spent well? March 8, 2019. Blogs Clean Technology Fund, Green Climate Fund, Small island developing state and Sub-Saharan Africa. Overseas Development Institute (ODI) and Heinrich Böll Stiftung (HBS). Accessible via le lien <https://climatefundupdate.org/news/the-green-climate-fund-just-became-the-top-contributor-of-funding-to-developing-countries-do-we-know-the-money-is-being-spent-well/>

Watson C. et Schalatek L., 2019 (b). Architecture du financement climatique mondial. Fondamentaux du financement climatique 2, février 2019. Overseas Development Institute (ODI) and Heinrich Böll Stiftung (HBS).

Watson et al., 2017. 10 Things to know about climate finance 2017. Overseas Development Institute (ODI) and Heinrich Böll Stiftung (HBS).

World Bank, 2009. Agriculture, value added (percentage of GDP). Retrieved May 2011 from <http://data.worldbank.org/indicator/NV.AGR.TOTL.ZS>

World Meteorological Organization, 2019. The Global Climate in 2015-2019

Webographie :

AF website <https://www.adaptation-fund.org/about/>

Climate Finance Update, 2019. <https://climatefundupdate.org/>

GCF website <https://www.greenclimate.fund/gcf101>

OECD website <https://www.oecd.org/environment/climate-finance-provided-and-mobilised-by-developed-countries-in-2013-17-39faf4a7-en.htm>



ANNEXES

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES PROJETS PAYS FINANCÉS PAR LES MÉCANISMES MULTILATÉRAUX DANS LES PAYS DE LA ZONE CEDEAO-CILSS (JUSQU'AU MOIS DE FÉVRIER 2019)

Pays	Nom du Projet	Fonds	Thème / Objectif (atténuation, REDD+, adaptation, Catégories CFU multiples)	Montants approuvés (millions \$ E.U.)	Décaissements (millions \$ E.U.)
Bénin	Projet d'Appui au Développement du Maraîchage au Bénin (PADMAR)	ASAP	Adaptation	4,5	0,4
Bénin	Adaptation of Cotonou Lagoon ecosystems and human communities to sea level rise and extreme weather events impacts (project formulation grant)	AF	Adaptation	0	0
Bénin	Technical Assistance Grant for ESP (Readiness support package)	AF	Adaptation	0	0
Bénin	Adaptation to climate change in Benin - Providing a reliable base mapping and fighting floods by preserving and developing gallery forests	GCCA	Adaptation	9	2,9
Bénin	Flood Control and Climate Resilience of Agriculture Infrastructures in Oueme Valley- Benin	LDCF	Adaptation	7,2	7,2
Bénin	Integrated Adaptation Programme to Combat the Effects of Climate Change on Agricultural Production and Food Security	LDCF	Adaptation	3,1	3,2
Bénin	Project for the Elaboration of the National Programme of Action for Adaptation for Climate Change (NAPA)	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Bénin	Strengthening Climate Information and Early Warning Systems in Western and Central Africa for Climate Resilient Development and Adaptation to Climate Change - Benin	LDCF	Adaptation	4	4
Bénin	Strengthening the Resilience of Rural Livelihoods and Sub-national Government System to Climate Risks and Variability in Benin	LDCF	Adaptation	4,5	
Bénin	SPWA-CC: Benin Energy Efficiency Program	GEF4	Mitigation - General	1,8	1,8
Bénin	Promotion of Sustainable Biomass-based Electricity Generation in Benin	GEF5	Mitigation - General	3,9	
Bénin	Improving Mobility in Parakou	GEF6	Mitigation - General	1,8	1,8
Bénin	Sustainable Forest Management and Conservation Project in Central and South Benin	GEF6	Mitigation - REDD	2,6	
Bénin	Preparation of Benin's First Biennial Update Report (BUR1) to UNFCCC	GEF5	Multiple Foci	0,4	0,4
Bénin	Readiness program support	GCF	Multiple foci	0,2	
Bénin	Strengthening the Resilience of the Energy Sector in Benin to the Impacts of Climate Change	LDCF	Multiple foci	8	
Burkina Faso	Integrated and Sustainable Management of PONASI Protected Area Landscape	GEF6	Adaptation	5,3	
Burkina Faso	(FP074) Africa Hydromet Program - Strengthening Climate Resilience in Sub Saharan Africa: Burkina Faso Country Project	GCF	Adaptation	22,5	
Burkina Faso	Adapting Natural Resource Dependent Livelihoods to Climate induced Risks in Selected Landscapes in Burkina Faso: the Boucle du Mouhoun Forest Corridor and the Mare d'Oursi Wetlands Basin	LDCF	Adaptation	7	7,1
Burkina Faso	Climate Resilience in the Nakambe Basin	LDCF	Adaptation	8,8	
Burkina Faso	Integrating Climate Resilience into Agricultural and Pastoral Production for Food Security in Vulnerable Rural Areas Through the Farmers Field School Approach.	LDCF	Adaptation	3,8	3,8
Burkina Faso	National Adaptation Program of Action	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Burkina Faso	Promoting Index-based Weather Insurance for Small Holder Farmers in Burkina Faso	LDCF	Adaptation	4,5	
Burkina Faso	Strengthening Adaptation Capacities and Reducing the Vulnerability to Climate Change in Burkina Faso	LDCF	Adaptation	2,9	3



Pays	Nom du Projet	Fonds	Thème / Objectif (atténuation, REDD+, adaptation, Catégories CFU multiples)	Montants approuvés (millions \$ E.U.)	Décaissements (millions \$ E.U.)
Burkina Faso	Strengthening Climate Information and Early Warning Systems in Western and Central Africa for Climate Resilient Development and Adaptation to Climate Change - Burkina Faso	LDCF	Adaptation	4	4
Burkina Faso	Promoting Energy Efficiency Technologies in Beer Brewing Sector in Burkina Faso (Project Preparation Grant)	GEF4	Mitigation - General	0,4	0,4
Burkina Faso	SPWA-CC Promotion of Jatropha Curcas as a resource of Bioenergy in Burkina-Faso	GEF4	Mitigation - General	1,3	1,3
Burkina Faso	SPWA-CC: Ouagadougou Transport Modal Shift	GEF4	Mitigation - General	0,9	0,9
Burkina Faso	(FP093) Yeleen Rural Electrification Project in Burkina Faso	GCF	Mitigation - General	27,7	
Burkina Faso	Readiness Fund Grant	FCPF-RF	Mitigation - REDD	6,9	2
Burkina Faso	Readiness preparation grant	FCPF-RF	Mitigation - REDD	3,8	0,5
Burkina Faso	Climate change mitigation and poverty reduction through the development of the cashew sector in Burkina Faso Part of: Private Sector Set-Asides	FIP	Mitigation - REDD	4	0,1
Burkina Faso	Decentralized Forest and Woodland Management	FIP	Mitigation - REDD	16,5	2,3
Burkina Faso	Dedicated Grant Mechanism for Indigenous Peoples and Local Communities	FIP	Mitigation - REDD	4,5	1,9
Burkina Faso	Gazetted Forests Participatory Management Project for REDD+ (PGFC/REDD+)	FIP	Mitigation - REDD	11,5	4,6
Burkina Faso	Climate governance and sustainable decentralised forest management in Burkina Faso	GCCA	Mitigation - REDD	9	4,5
Cap-Vert	Rural Socio-Economic Opportunities Programme	ASAP	Adaptation	4	0
Cap-Vert	South-South Cooperation Grant (Readiness support package)	AF	Adaptation	0,1	0,1
Cap-Vert	Sustainable Energy Access to Manage Water Resources: Addressing the Energy-water Nexus	GEF6	Adaptation	1,8	
Cap-Vert	Building Adaptive Capacity and Resilience to Climate Change in the Water Sector in Cape Verde	LDCF	Adaptation	3	3,1
Cap-Vert	Preparation of a National Adaptation Programme of Action	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Cap-Vert	SPWA-CC Promoting market-based development of small to medium scale renewable energy systems in Cape Verde.	GEF4	Mitigation - General	1,7	1,7
Cap-Vert	Cape Verde Appliances Building Energy-Efficiency Project (CABEEP)	GEF5	Mitigation - General	1,9	1,9
Cap-Vert	Building adaptive capacity and resilience of the forestry sector in Cape Verde	GCCA	Multiple foci	6,3	
Tchad	Projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles au Tchad (PARSAT)	ASAP	Adaptation	5	1,1
Tchad	South-South Cooperation Grant (Readiness support package)	AF	Adaptation	0,1	0,1
Tchad	Tchad National Adaptation Plan	LDCF	Adaptation	11,6	
Tchad	Community-based Climate Risks Management in Tchad	LDCF	Adaptation	5,3	
Tchad	Enhancing the Resilience of the Agricultural Ecosystems	LDCF	Adaptation	7,3	7,3
Tchad	Préparation du Programme d'Action National pour l'Adaptation aux Changements Climatiques (NAPA)	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Tchad	Strengthening agro-ecosystems' adaptive capacity to climate change in the Lake Tchad Basin (Lac, Kanem, Bahr El Ghazal, and part of the Hadjer-Lamis region)	LDCF	Adaptation	4,1	
Tchad	Strengthening Agro-ecosystems' Adaptive Capacity to Climate Change in the Lake Chad Basin (Lac, Kanem, Bahr El Ghazal, and Part of the Hadjer-Lamis Region)	LDCF	Adaptation	4,1	
Tchad	SPWA-CC Promoting renewable energy based mini-grids for rural electrification and productive uses	GEF4	Mitigation - General	1,8	1,8



Pays	Nom du Projet	Fonds	Thème / Objectif (atténuation, REDD+, adaptation, Catégories CFU multiples)	Montants approuvés (millions \$ E.U.)	Décaissements (millions \$ E.U.)
Tchad	Promoting Energy Efficient Cook Stoves in Micro and Small-scale Food Processing Industries	GEF5	Mitigation - General	0,7	0,7
Tchad	Alliance Mondiale contre le Changement Climatique AMCC au Tchad - Adaptation aux effets du changement climatique et développement des énergies renouvelables	GCCA	Multiple foci	9	0,8
Tchad	Restoring Ecological Corridors in Western Chad for Multiple Land and Forests Benefits - RECONNECT	GEF6	Multiple Foci	5,4	
Côte d'Ivoire	West&North West Regions Agricultural Production & Marketing Support Project (PROPACOM)	ASAP	Adaptation	7	0,7
Côte d'Ivoire	South-South Cooperation Grant (Readiness support package)	AF	Adaptation	0,1	0,1
Côte d'Ivoire	SPWA-CC Promoting Renewable Energy-based Grids in Rural Communities for Productive Uses (Project Preparation Grant)	GEF4	Mitigation - General	0,9	0,9
Côte d'Ivoire	SPWA-CC Promotion of Energy Efficiency Lighting in Public, Commercial and Residential Buildings (under West Africa Energy Program: 3789)	GEF4	Mitigation - General	0,9	0,9
Côte d'Ivoire	Sustainable Industrial Production in the Cassava and other Agro-food Sectors through the Use of Renewable Energy Applications and Low-carbon Technologies	GEF6	Mitigation - General	0,9	
Côte d'Ivoire	Technical Partner	Partnership for Market Readiness	Mitigation - General	0,5	
Côte d'Ivoire	Readiness Fund Grant	FCPF-RF	Mitigation - REDD	8,8	4,7
Côte d'Ivoire	Readiness preparation grant	FCPF-RF	Mitigation - REDD	8,8	3,1
Côte d'Ivoire	Forest Cover Recovery and Resilience Improvement project in the center of Côte d'Ivoire	FIP	Mitigation - REDD	15,4	0
Côte d'Ivoire	Forest Investment Project	FIP	Mitigation - REDD	24,4	0
Côte d'Ivoire	00092165 UN-REDD Côte d'Ivoire	UN-REDD Programme	Mitigation - REDD	3,2	3,2
Côte d'Ivoire	Preparation of Côte d'Ivoire's Initial Biennial Update Report to UNFCCC	GEF5	Multiple Foci	0,4	0,4
Côte d'Ivoire	Strengthening the Transparency System for Enhanced Climate Action in Côte d'Ivoire	GEF6	Multiple Foci	1,2	
Côte d'Ivoire	Readiness program support	GCF	Multiple foci	0,3	
Gambia	National agricultural land and water management development project (NEMA)	ASAP	Adaptation	5	1,4
Gambia	GCCA Support project to The Gambia for Integrated Coastal Zone Management and the mainstreaming of Climate Change	GCCA	Adaptation	4,3	2,5
Gambia	(FP011) Large-scale Ecosystem-based Adaptation in the Gambia: Developing a Climate-Resilient, Natural Resource-based Economy	GCF	Adaptation	20,5	6
Gambia	Adapting Agriculture to Climate Change in the Gambia	LDCF	Adaptation	6,3	
Gambia	Enhancing Resilience of Vulnerable Coastal Areas and Communities to Climate Change in the Republic of Gambia	LDCF	Adaptation	8,9	8,9
Gambia	National Adaptation Programme of Action	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Gambia	Strengthening Adaptive Capacities to Climate Change through Capacity Building for Small Scale Enterprises and Communities Dependent on Coastal Fisheries in The Gambia	LDCF	Adaptation	6,6	
Gambia	Strengthening climate services and early warning systems in the Gambia for climate resilient development and adaptation to climate change - 2nd Phase of the GOTG/GEF/UNEP LDCF NAPA Early Warning Project	LDCF	Adaptation	8	8



Pays	Nom du Projet	Fonds	Thème / Objectif (atténuation, REDD+, adaptation, Catégories CFU multiples)	Montants approuvés (millions \$ E.U.)	Décaissements (millions \$ E.U.)
Gambia	Strengthening of The Gambia's Climate Change Early Warning Systems	LDCF	Adaptation	0,9	0,9
Gambia	SPWA-CC Promoting Renewable Energy Based Mini Grids for Productive Uses in Rural Areas in The Gambia	GEF4	Mitigation - General	1,8	1,8
Gambia	Greening the Productive Sectors in Gambia: Promoting the Use and Integration of Small to Medium Scale Renewable Energy Systems in the Productive Uses	GEF5	Mitigation - General	1,3	1,3
Gambia	Reducing Greenhouse Gases and ODS Emissions through Technology Transfer in the Industrial Refrigeration and Air Conditioning Sector	GEF5	Mitigation - General	0,5	0,5
Gambia	Operationalization of the SE4All Action Agenda: Promoting Inclusive, Environmentally-sound and Low-carbon Development	GEF6	Mitigation - General	1,8	
Ghana	Ghana Agriculture Sector Investment Programme (GASIP)	ASAP	Adaptation	10	0,9
Ghana	Increased resilience to climate change in Northern Ghana through the management of water resources and diversification of livelihoods	AF	Adaptation	8,3	1,9
Ghana	Integrating Climate Change into the Management of Priority Health Risks	SCCF	Adaptation	1,7	1,7
Ghana	Promoting Value Chain Approach to Adaptation in Agriculture	SCCF	Adaptation	2,5	2,5
Ghana	Energy Development and Access Project (formerly) Development of Renewable Energy and Energy Efficiency	GEF4	Mitigation - General	5,5	5,5
Ghana	Ghana Urban Transport	GEF4	Mitigation - General	7	7
Ghana	SPWA-CC Promoting of Appliance Energy Efficiency and Transformation of the Refrigerating Appliances Market in Ghana. (under West Africa Energy Pprogram:3789)	GEF4	Mitigation - General	1,7	1,7
Ghana	Readiness Fund Grant	FCPF-RF	Mitigation - REDD	8,6	8,6
Ghana	Readiness preparation grant	FCPF-RF	Mitigation - REDD	8,6	7,1
Ghana	Additional Financing for Ghana Forest Investment Program - Enhancing Natural Forest and Agroforest Landscapes Project	FIP	Mitigation - REDD	26,4	0
Ghana	Engaging Local Communities in REDD+/Enhancement of Carbon Stocks	FIP	Mitigation - REDD	9,8	4,7
Ghana	Enhancing Natural Forest and Agroforest landscapes Project	FIP	Mitigation - REDD	29,5	16
Ghana	Ghana Dedicated Grant Mechanism	FIP	Mitigation - REDD	5,5	1
Ghana	Ghana Public-Private Partnership for the restoration of Degraded Forest Reserve through VCS and FSC certified plantations	FIP	Mitigation - REDD	10	0
Ghana	Preparation of Ghana's Initial Biennial Update Report to UNFCCC	GEF5	Multiple Foci	0,4	0,4
Ghana	Enabling Preparation of Ghana's Fourth National Communication (NC4) and Second Biennial Update Report (BUR2) to UNFCCC	GEF6	Multiple Foci	0,9	
Ghana	Strengthening Ghana's National Capacity for Transparency and Ambitious Climate Reporting	GEF6	Multiple Foci	1,1	
Guinée	South-South Cooperation Grant (Readiness support package)	AF	Adaptation	0,1	0,1
Guinée	Integrated Management of Natural Resources in Middle and Upper Guinea	GEF6	Adaptation	7,1	
Guinée	Ecosystem-Based Adaptation Targeting Vulnerable Communities of the Upper Guinea Region	LDCF	Adaptation	8	
Guinée	Increased Resilience and Adaptation to Adverse Impacts of Climate Change in Guinea's Vulnerable Coastal Zones	LDCF	Adaptation	3	3
Guinée	National Adaptation Plan of Action	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Guinée	Strengthening Climate Information and Early Warning Systems for Climate Resilient Development and Adaptation to Climate Change in Guinea	LDCF	Adaptation	5	



ANNEXES

Pays	Nom du Projet	Fonds	Thème / Objectif (atténuation, REDD+, adaptation, Catégories CFU multiples)	Montants approuvés (millions \$ E.U.)	Décaissements (millions \$ E.U.)
Guinée	Strengthening Resilience of Farming Communities' Livelihoods against Climate Changes in the Guinean Prefectures of Gaoual, Koundara and Mali	LDCF	Adaptation	3,7	3,7
Guinée	Electricity Sector Efficiency Improvement Project	GEF4	Mitigation - General	4,5	4,5
Guinée	SPWA-CC: Promoting Development of Multi-purpose Mini-hydro Power Systems	GEF4	Mitigation - General	0,9	0,9
Guinée	Developing a Market for Biogas Resource Development and Utilization in Guinea	GEF5	Mitigation - General	2,6	
Guinée-Bissau	Scaling up climate-smart agriculture in East Guinea Bissau	AF	Adaptation	10	3
Guinée-Bissau	Formulation of the National Adaptation Action Plan	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Guinée-Bissau	Strengthening Resilience and Adaptive Capacity to Climate Change in Guinea-Bissau's Agrarian and Water Sectors	LDCF	Adaptation	4	4
Guinée-Bissau	Strengthening the Resilience of Vulnerable Coastal Areas and Communities to Climate Change in Guinea Bissau	LDCF	Adaptation	12	
Guinée-Bissau	Strengthening the Resilience of Vulnerable Coastal Areas and Communities to Climate Change in Guinea Bissau	LDCF	Adaptation	12	
Guinée-Bissau	Creation of an Enabling Environment for Small to Medium Scale Renewable Energy Investments in the Electricity Sector	GEF5	Mitigation - General	1,7	1,7
Guinée-Bissau	Managing Mangroves and Production Landscapes for Climate Change Mitigation	GEF6	Mitigation - General	3,3	
Guinée-Bissau	Promoting Better Access to Modern Energy Services through Sustainable Mini-grids and Low-carbon Bioenergy Technologies Among Guinea-Bissau's Forest-dependent Communities	GEF6	Mitigation - General	2,9	
Guinée-Bissau	Promoting Better Access to Modern Energy Services through Sustainable Mini-grids and Low-carbon Bioenergy Technologies Among Guinea-Bissau's Forest-dependent Communities	GEF6	Mitigation - General	2,9	
Guinée-Bissau	GCCA+ in Guinea Bissau: building resilience to climate change through enhanced institutional and mitigation capacities	GCCA	Multiple foci	5,1	
Libéria	Tree Crop Extension Project (TCEP)	ASAP	Adaptation	4,5	0
Libéria	Enhancing Resilience Of Liberia Montserrado County Vulnerable Coastal Areas To Climate Change Risks	LDCF	Adaptation	4	
Libéria	Enhancing Resilience of Vulnerable Coastal Areas to Climate Change Risks	LDCF	Adaptation	2,9	2,9
Libéria	Enhancing Resilience to Climate Change by Mainstreaming Adaptation Concerns into Agricultural Sector Development in Liberia	LDCF	Adaptation	2,4	2,4
Libéria	Preparation of a National Adaptation Plan of Action (NAPA)	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Libéria	Strengthening Liberia's Capability to Provide Climate Information and Services to Enhance Climate Resilient Development and Adaptation to Climate Change.	LDCF	Adaptation	6,7	6,7
Libéria	SPWA-CC Installation of multi-purpose mini-hydro infrastructure (for energy & irrigation)	GEF4	Mitigation - General	1,8	1,8
Libéria	Lighting One Million Lives in Liberia	GEF5	Mitigation - General	1,5	1,5
Libéria	Increasing Energy Access through the Promotion of Energy Efficient Appliances in Liberia	GEF6	Mitigation - General	2,6	2,6
Libéria	Renewable energy for Electrification in Eastern Liberia Project-Stand-Alone PV	SREP	Mitigation - General	23,5	
Libéria	Renewable Energy for Electrification in North and Center Liberia Project: Mini-Grids	SREP	Mitigation - General	25	3,8
Libéria	Readiness Fund Grant	FCPF-RF	Mitigation - REDD	8,8	6,5
Libéria	Readiness preparation grant	FCPF-RF	Mitigation - REDD	8,8	4,7
Libéria	EU-Libéria Climate Change Alliance +	GCCA	Multiple foci	7,6	
Mali	Fostering agricultural productivity project	ASAP	Adaptation	10	8,3



Pays	Nom du Projet	Fonds	Thème / Objectif (atténuation, REDD+, adaptation, Catégories CFU multiples)	Montants approuvés (millions \$ E.U.)	Décaissements (millions \$ E.U.)
Mali	Programme Support for Climate Change Adaptation in the vulnerable regions of Mopti and Timbuktu	AF	Adaptation	8,5	7,3
Mali	South-South Cooperation Grant (Readiness support package)	AF	Adaptation	0,1	0,1
Mali	Alliance Globale pour le Changement Climatique au Mali - phase II	GCCA	Adaptation	7,6	
Mali	GCCA in Mali: CC integration in the development strategies and management of forestry sector / Alliance Globale pour le Changement Climatique au Mali	GCCA	Adaptation	8,4	4,9
Mali	Scaling up a Multiple Benefits Approach to Enhance Resilience in Agro- and Forest Landscapes of Mali's Sahel Regions (Kayes, Koulikoro and Ségou)	GEF6	Adaptation	8,6	
Mali	(FP012) Africa Hydromet Program - Strengthening Climate Resilience in Sub-Saharan Africa: Mali Country Project	GCF	Adaptation	22,8	
Mali	Enhancing Adaptive Capacity and Resilience to Climate Change in the Agriculture Sector in Mali	LDCF	Adaptation	3	3
Mali	Flood Hazard and Climate Risk Management to Secure Lives and Assets in Mali	LDCF	Adaptation	8,9	
Mali	Integrating Climate Resilience into Agricultural Production for Food Security in Rural Areas	LDCF	Adaptation	2,1	2,1
Mali	Preparation of a National Action Plan for Adaptation in Mali	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Mali	Strengthening Resilience to Climate Change through Integrated Agricultural and Pastoral Management in the Sahelian zone in the Framework of the Sustainable Land Management Approach	LDCF	Adaptation	2,2	2,2
Mali	Strengthening the Resilience of Women Producer Groups and Vulnerable Communities in Mali	LDCF	Adaptation	5,5	5,5
Mali	Promotion of the Use of Agrofuels from the Production and Use of Jatropha Oil in Mali	GEF4	Mitigation - General	1	1
Mali	Promoting Sustainable Electricity Generation in Malian Rural Areas through Hybrid Technologies	GEF5	Mitigation - General	1,2	
Mali	Mini Hydropower Plants and Related Distribution Networks Development Project	SREP	Mitigation - General	8,7	
Mali	Project for Scaling up Renewable Energy in Mali	SREP	Mitigation - General	1,5	0,3
Mali	Rural Electrification Hybrid Systems	SREP	Mitigation - General	15,2	3,5
Mali	Segou Solar PV Project	SREP	Mitigation - General	25,2	
Mali	Third National Communication to the UNFCCC	GEF5	Multiple Foci	0,5	0,5
Mali	MALI First Biennial Update Report	GEF6	Multiple Foci	0,4	0,4
Mali	Readiness program support	GCF	Multiple foci	0,3	
Mauritanie	Inclusive value-chains development project (PRODEFI)	ASAP	Adaptation	6	0,6
Mauritanie	Enhancing Resilience of Communities to the Adverse Effects of Climate Change on Food Security in Mauritania	AF	Adaptation	7,8	7,7
Mauritanie	Continental Wetlands Adaptation and Resilience to Climate Change	LDCF	Adaptation	4,5	
Mauritanie	Development of an Improved and Innovative Delivery System for Climate Resilient Livelihoods in Mauritania	LDCF	Adaptation	5	
Mauritanie	Improving Climate Resilience of Water Sector Investments with Appropriate Climate Adaptive Activities for Pastoral and Forestry Resources in Southern Mauritania	LDCF	Adaptation	6,4	6,4
Mauritanie	National Adaptation Plan of Action	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Mauritanie	Support to the Adaptation of Vulnerable Agricultural Production Systems	LDCF	Adaptation	3,5	3,5



ANNEXES

Pays	Nom du Projet	Fonds	Thème / Objectif (atténuation, REDD+, adaptation, Catégories CFU multiples)	Montants approuvés (millions \$ E.U.)	Décaissements (millions \$ E.U.)
Mauritanie	Mainstreaming Local Environmental Management in the Planning Process	MDG Achievement Fund	Adaptation	5	5
Mauritanie	Promoting Sustainable Mini-grids in Mauritanian Provinces Through Hybrid Technologies	GEF5	Mitigation - General	1,3	
Mauritanie	Integrated ecosystem management project for the sustainable human development in Mauritania	GEF6	Mitigation - General	8,2	
Mauritanie	GCCA - Mauritanie - Alliance Mondiale contre le Changement Climatique Mauritanie : Enclencher un processus de résilience en matière de sécurité alimentaire	(GCCA)	Multiple foci	4,5	1,4
Mauritanie	Preparation of Mauritania's Initial Biennial Update Report to UNFCCC	GEF5	Multiple Foci	0,4	0,4
Mauritanie	Enabling preparation of Mauritania's Fourth National Communication (NC4) to the UNFCCC	GEF6	Multiple Foci	0,5	0,5
Niger	Programme de Promotion de l'Agriculture Familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder (PRODAF)	ASAP	Adaptation	13	3,6
Niger	Enhancing Resilience of Agriculture to Climate Change to Support Food Security in Niger, through Modern Irrigation Techniques	AF	Adaptation	9,9	1,4
Niger	South-South Cooperation Grant (Readiness support package)	AF	Adaptation	0,1	0,1
Niger	Projet d'appui à la résilience climatique pour un développement agricole durable au Niger (PARC-DAD)	GCCA	Adaptation	12,3	
Niger	Integrated Management of Oasis Ecosystems of Northern Niger (IMOE -NN)	GEF6	Adaptation	4,6	
Niger	Disaster Risk Management and Urban Development Project	LDCF	Adaptation	6,6	6,8
Niger	Implementing NAPA Priority Interventions to Build Resilience and Adaptive Capacity of the Agriculture Sector to Climate Change	LDCF	Adaptation	3,5	3,5
Niger	Integrating Climate Resilience into Agricultural and Pastoral Production for Food Security in Vulnerable Rural Areas through the Farmers Field School Approach	LDCF	Adaptation	3,8	3,8
Niger	Planning and Financing Adaptation in Niger	LDCF	Adaptation	8,9	
Niger	Préparation du Programme d'Action National pour l'Adaptation aux Changements Climatiques (NAPA)	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Niger	Scaling up Community-Based Adaptation (CBA) in Niger	LDCF	Adaptation	3,8	3,8
Niger	Climate Information Development and Forecasting Project (PDIPC)	PPCR	Adaptation	13	4,4
Niger	Community Action Project for Climate Resilience (CAPCR) - Private Sector Investment to Build Climate Resilience in Niger's Agricultural Sector	PPCR	Adaptation	63	55,7
Niger	Irrigation Program	PPCR	Adaptation	1,5	
Niger	Niger Community Action Project for Climate Resilience	PPCR	Adaptation	9,6	
Niger	Water Resources Mobilization and Development Project (PROMOVARE) - Project ID XPCRNE032A (AfDB)	PPCR	Adaptation	22	10,6
Niger	SPWA-CC: Integration of Greenhouse Gas Emission Reductions in Niger's Rural Energy Service Access program (Project Preparation Grant)	GEF4	Mitigation - General	1,8	1,8
Niger	Fourth National Communication on Climate Change	GEF6	Multiple Foci	0,5	
Nigéria	Inclusive Growth for Smallholder farmers in staple crop process zones in Nigeria	ASAP	Adaptation	15	1,8
Nigéria	Line of Credit for Renewable Energy and Energy Efficiency Project	CTF	Mitigation - General	1,3	
Nigéria	Utility-Scale Solar PV Program	CTF	Mitigation - General	30	



ANNEXES

Pays	Nom du Projet	Fonds	Thème / Objectif (atténuation, REDD+, adaptation, Catégories CFU multiples)	Montants approuvés (millions \$ E.U.)	Décaissements (millions \$ E.U.)
Nigéria	Nigeria Urban Transport	GEF4	Mitigation - General	4,5	4,5
Nigéria	SPWA-CC Mini-grids based on Renewable Energy (small-hydro and biomass) Sources to Augment Rural Electrification	GEF4	Mitigation - General	2,6	2,6
Nigéria	SPWA-CC Promoting Energy Efficiency in Residential and Public Sector in Nigeria	GEF4	Mitigation - General	2,7	2,7
Nigéria	De-risking Renewable Energy NAMA for the Nigerian Power Sector	GEF5	Mitigation - General	4,4	
Nigéria	Scaling up Small Hydro Power (SHP) in Nigeria	GEF5	Mitigation - General	2,7	2,7
Nigéria	De-risking Sustainable Off-grid Lighting Solutions in Nigeria	GEF6	Mitigation - General	2,6	
Nigéria	Improving Nigeria's Industrial Energy Performance and Resource Efficient Cleaner Production through Programmatic Approaches and the Promotion of Innovation in Clean Technology Solutions	GEF6	Mitigation - General	3,9	
Nigéria	Readiness Fund Grant	FCPF-RF	Mitigation - REDD	8,7	3,8
Nigéria	Readiness preparation grant	FCPF-RF	Mitigation - REDD	3,8	1,6
Nigéria	00080129 Nigeria REDD+ Readiness Programme	UN-REDD Programme	Mitigation - REDD		4 4
Nigéria	Preparation of Third National Communication (TNC) to the UNFCCC and Capacity Strengthening on Climate Change	GEF5	Multiple Foci	1,9	1,9
Nigéria	Sustainable Fuelwood Management in Nigeria	GEF5	Multiple Foci	4,4	
Nigéria	Nigeria's First Biennial Update Report	GEF6	Multiple Foci	0,4	0,4
Sénégal	Adaptation to coastal erosion in vulnerable areas	AF	Adaptation	8,6	8,6
Sénégal	Reducing vulnerability and increasing resilience of coastal communities in the Saloum Islands (Dionewar)	AF	Adaptation	1,4	0,5
Sénégal	Reducing vulnerability and increasing resilience of coastal communities in the Saloum Islands (Dionewar) (CSE) (project formulation grant)	AF	Adaptation	0	0
Sénégal	Technical Assistance Grant for ESP (Readiness support package)	AF	Adaptation	0	0
Sénégal	Technical Assistance Grant for Gender (Readiness support package)	AF	Adaptation	0	0
Sénégal	GCCA in Senegal: Management of coast areas / Gestion intégrée des zones côtières: étude approfondie et actions pratiques de lutte et d'adaptation au changement climatique	GCCA	Adaptation	4,5	2,4
Sénégal	(FP003) Increasing the Resilience of Ecosystems and Communities through the Restoration of the Productive Bases of Salinized Lands	GCF	Adaptation	7,6	
Sénégal	(FP021) Senegal Integrated Urban Flood Management Project	GCF	Adaptation	17,3	
Sénégal	(FP049) Building the Climate Resilience of Food-insecure Smallholder Farmers through Integrated Management of Climate Risks	GCF	Adaptation	10	
Sénégal	Climate Change adaptation project in the areas of watershed management and water retention	LDCF	Adaptation	5	5
Sénégal	Mainstreaming Ecosystem-based Approaches to Climate-resilient Rural Livelihoods in Vulnerable Rural Areas through the Farmer Field School Methodology	LDCF	Adaptation	6,2	
Sénégal	National Adaptation Program of Action	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Sénégal	Promoting Innovative Finance and Community Based Adaptation in Communes Surrounding Community Natural Reserves (Ferlo, Niokolo Koba, Senegal River Bas Delta & Saloum Delta), Senegal	LDCF	Adaptation	5,5	
Sénégal	Senegal National Adaptation Plan	LDCF	Adaptation	5,8	

ANNEXES

Pays	Nom du Projet	Fonds	Thème / Objectif (atténuation, REDD+, adaptation, Catégories CFU multiples)	Montants approuvés (millions \$ E.U.)	Décaissements (millions \$ E.U.)
Sénégal	Strengthening Land & Ecosystem Management Under Conditions of Climate Change in the Niayes and Casamance Regions - Republic of Senegal	LDCF	Adaptation	4,1	4,3
Sénégal	SPWA-CC: National Greenhouse Gas Reduction Program Through Energy Efficiency in the Built Environment	GEF4	Mitigation - General	0,9	0,9
Sénégal	TT-Pilot (GEF-4): Technology Transfer: Typha-based Thermal Insulation Material Production in Senegal	GEF4	Mitigation - General	2	2
Sénégal	PSG-Sustainable and Inclusive Agribusiness Development Project	GEF5	Mitigation - General	6	
Sénégal	Expanding access to environmental finance - Reversing the decline in forest ecosystem services	MDG Achievement Fund	Mitigation - General	4	4
Sierra Leone	South-South Cooperation Grant (Readiness support package)	AF	Adaptation	0,1	0,1
Sierra Leone	Adapting to Climate Change Induced Coastal Risks Management in Sierra Leone	LDCF	Adaptation	10	
Sierra Leone	Building adaptive capacity to catalyze active public and private sector participation to manage the exposure and sensitivity of water supply services to climate change in Sierra Leone	LDCF	Adaptation	2,9	2,9
Sierra Leone	Building Resilience to Climate Change in the Water Supply & Sanitation Sector	LDCF	Adaptation	4	
Sierra Leone	Integrating Adaptation to Climate Change into Agricultural Production and Food Security in Sierra Leone	LDCF	Adaptation	2,6	2,6
Sierra Leone	Preparation of a National Programme of Action for Adaptation to Climate Change	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Sierra Leone	Strengthening Climate Information and Early Warning Systems in Western and Central Africa for Climate Resilient Development and Adaptation to Climate Change - Sierra Leone	LDCF	Adaptation	4	4
Sierra Leone	SPWA-CC Promoting Mini Grids Based on Small Hydropower for Productive Uses in Sierra Leone	GEF4	Mitigation - General	1,8	1,8
Sierra Leone	Energy Efficient Production and Utilization of Charcoal through Innovative Technologies and Private Sector Involvement	GEF5	Mitigation - General	1,8	1,8
Sierra Leone	REDD+ capacity building in Sierra Leone	GCCA	Mitigation - REDD	5,6	1,9
Togo	South-South Cooperation Grant (Readiness support package)	AF	Adaptation	0,1	0,1
Togo	Adapting Agriculture Production in Togo (ADAPT)	LDCF	Adaptation	5,4	5,4
Togo	Elaboration du Programme d'Action National pour l'Adaptation aux Changements Climatiques	LDCF	Adaptation	0,2	0,2
Togo	Strengthening Climate Resilience of Infrastructure in Coastal Areas in Togo	LDCF	Adaptation	8,9	
Togo	Strengthening Resilience to Climate Change of Coastal Communities in Togo	LDCF	Adaptation	8,9	
Togo	Togo Efficient Lighting Program (under West Africa Energy Program: 3789)	GEF4	Mitigation - General	1,8	1,8
Togo	Project of Hybridization of Diesel Engines of Multifunctional Platforms with Solar Systems	GEF6	Mitigation - General	2,7	
Togo	Readiness Fund Grant	FCPF-RF	Mitigation - REDD	6,7	3,3
Togo	Readiness preparation grant	FCPF-RF	Mitigation - REDD	3,8	1,6
Togo	Programme d'Appui à la lutte contre le Changement Climatique au Togo – AMCC+	GCCA	Multiple foci	12,7	
Togo	Togo's First Biennial Update Report (FBUR)	GEF5	Multiple Foci	0,4	0,4
Togo	Preparation of the Fourth National Communication (4NC) and of the Second Biennial Updated Report (2BUR) to the UNFCCC	GEF6	Multiple Foci	0,9	
Togo	Readiness program support	GCF	Multiple foci	0,3	



ANNEXES

ANNEXE 2 : LISTE DES AUTORITÉS DÉSIGNÉES DU GCF ET DU FA EN ZONE CEDEAO-CILSS

PAYS	INSTITUTION	CONTACTS
Fonds Vert pour le Climat (GCF)		
BENIN	Minsière du Cadre de Vie et du Développement durable	Mr. Martin Pépin Aïna Director General, Division of Climate Change Tel: +229 96613936 Email: maina@gouv.bj Mr. Théodore Cossi Domingo Tel: +229 97764297
BURKINA FASO	Primature	Mr. Issaka Ouedraogo Adviser to the Prime Minister/Environment Inspector Tel: +226 70008769 or +226 7664 9566
CAP-VERT	Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement	Ms. Elida Suzete Ramos Barbosa Monteiro Director General of Planning Budget and Management Tel: +238 5171462; +238 2615716 Email: elida.monteiro@maa.gov.cv Ms. Nadia Cilene Almeida de Pina Tel : +238 5162153 Email : nadia.pina@maa.gov.cv
CÔTE D'IVOIRE	Bureau Changement Climatique (BCC), Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Mr. Tiangoua Kone Deputy Director of Climate Change Tel : +225 07 2677 01 Email : tiangoua.kone@yahoo.fr
GAMBIA	Ministry of Finance	Mr Bai Madi Geesay Director of Budget, Ministry of Finance and Economic Affairs The Quadrangle Banjul, Gambia Tel : +220 422 9760 Email :
GHANA	Ministry of Finance and Economic Affairs	Dr. Alhassan Iddrisu, Director of Economic Strategy and Research Division;) Tel : +233 20 203 0280 Email : Alddrisu@mofep.gov.gh



ANNEXES

PAYS	INSTITUTION	CONTACTS
Fonds Vert pour le Climat (GCF)		
GUINÉE	Direction Nationale de l'Environnement (DNE), Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts	Mr Mohammed Lamine Doumbouya Tel : +224 662 213 151; +224 657 545 493 Email : dml54@live.fr Joseph Sylla; Point focal Changements climatiques Tel : +224 6844 3888 ; +244 6351 6606 Email : joesylla2002@gmail.com
GUINÉE-BISSAU	Secretariat of State of the Environment and Sustainable Development / General Direction of the Environment	Mr. Viriato Luis Soares Cassama National Program of Climate Change Tel: +245 678 40 46 Email: cassamavilus@gmail.com
LIBERIA	Environmental Protection Agency	Mr. Jeremiah G. Soka, Sr. Coordinator of the National Climate Change Secretariat, Liberia Tel: + 231-880-788-594 / +231-770-775-174 Email: jsokansr7@yahoo.com
MALI	Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD)	Mr Boureima Camara Director General Tel : +223 66 80 57 56 Email : bouricamara@gmail.com
MAURITANIE	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Sidi Mohamed Ould El Wavi Chargé de Mission, 1er Conseiller du Ministre Coordonnateur de la Cellule National Changement Climatique Rue 21 185 Ksar Nouakchott, Mauritania Tel: +222 45 25 83 86 ; Fax: +222 45 24 31 38 Email: elwavi.sm@gmail.com
NIGER	Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD)	Dr. Kamaye Maazou Secrétaire Executif BP 10193, Niamey, Niger. Tel: Bur. +227 20722559; Mob. +27 9698 7470 ou +227 9022 1700 E-mail: kamayemaazou@yahoo.fr
NIGERIA	Federal Ministry of Environment	Mr. Yerima Peter Tarfa Director Department of Climate Change Plot 444, Aguiyi Ironsi Street, Maitama, Abuja-Nigeria Email: petertarfa@hotmail.com Tel.: +2348024920107 or +234 813 555 1311
SENEGAL	Ministère de l'Environnement et du Développement durable	Ms. Madeleine Diouf Sarr Cheffe Division Changement Climatique Parc Forestier de Hann – B.P. 4055 Dakar, Senegal Tel : +221 775524432 or +221770682533 Email : rosemadiouf@gmail.com



ANNEXES

PAYS	INSTITUTION	CONTACTS
Fonds Vert pour le Climat (GCF)		
SIERRA LEONE	Environmental Protection Agency (EPA)	Mr. Foday Moriba Jaward Executive Chairperson Tel: + 232 764 23645 Email: foday.jaward@epa.gov.sl
TCHAD	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche	Mr. Ibrahim Charfadine Abdelkerim Hydrologist - Environmentalist and Development Manager Tel: +235 63 11 05 07 or +235 99 12 89 50 Email: gcfund.chad@gmail.com
TOGO	Direction de l'Environnement, Ministère de l'Environnement	Mr. Ezzo-Sam Abdou Rassidou Agrignan, Economist Manager, in charge of financial services Tel : +228 2221 3321 or +228 9028 0426 Email : ragrignan80@yahoo.fr
Fonds d'Adaptation (FA)		
BENIN	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Mr. Euloge Lima Direction Générale de l'Environnement Tel: +229 95 93 77 00/229 97 89 54 15/229 21 14 21 48 Email: limeloge@gmail.com/limeloge@yahoo.fr Mr. Médard Ouinakonhan Tel: +229 97 44 68 07 Email: medouicom@yahoo.fr
BURKINA FASO	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	Mr. Ambroise KAFANDO Directeur General de la Cooperation 03 BP 7067 Ouagadougou 03 Tel: +226 25 31 25 50/+226 70 41 99 41 Email: ambkafando@gmail.com
CAP-VERT	National Institute for Meteorology and Geophysics (INMG)	Ms. Maria da Cruz Gomes CEO PO Box 76 Espargos, Ilha do Sal, Cabo Verde Tel: +238 241 1658 / +238 241 1276 / +238 515 9115 ; Fax: +238 241 1294 Email: MariaC.Souares@inmg.gov.cv
CÔTE D'IVOIRE	Bureau Changement Climatique (BCC), Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Mr. Oreste Santoni Akossi Deputy Director of Climate Change 20 BP 650 Abidjan 20 Tel: +225 08 45 43 03 Email: akossisantoni@gmail.com



ANNEXES

PAYS	INSTITUTION	CONTACTS
Fonds d'Adaptation (FA)		
GAMBIA	Ministry of Environment, Climate Change and Natural Resources	Mr. Bubacarr Zaidi Jallow Principle Climate Change Officer (MECCNAR) Tel: +2203653113 Email: bubazj@gmail.com
GHANA	Ministry of Environment, Science, Technology and Innovation	Mr. Fredua Agyeman Director for Environment P.O. Box M232 Accra, Ghana Tel. +233 2421 84162, +233 20 3848078 Email: Fredua_a@yahoo.com / Fredua_agyeman@hotmail.com
GUINÉE	Direction Nationale de l'Environnement (DNE), Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts	Mr. Joseph SYLLA, Point focal Changements climatiques BP: 3118 Conakry République de Guinée Tel: +224 68443888 / 63516606 Email: joesylla2002@gmail.com
GUINÉE-BISSAU	Secretariat of State of the Environment and Sustainable Development / General Direction of the Environment	Mr. Viriato Luis Soares Cassama National Program of Climate Change Tel: +245 678 40 46 Email: cassamavilus@gmail.com
LIBERIA	Environmental Protection Agency	Mr. Jeremiah G. Soka, Sr. Coordinator of the National Climate Change Secretariat, Liberia Tel: + 231-880-788-594 / +231-770-775-174 Email: jsokansr7@yahoo.com
MALI	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable	Mr. Seydou Keita Conseiller Technique, Chef du Programme "Mise en Œuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement (PNPE)" Cité Administrative Bâtiment No 7, B.P 1634, Bamako, Mali Tel: +223 74 60 24 03 Email: keitasey37@yahoo.fr
MAURITANIE	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Sidi Mohamed Ould El Wavi Chargé de Mission, 1er Conseiller du Ministre Coordonnateur de la Cellule National Changement Climatique Rue 21 185 Ksar Nouakchott, Mauritania Tel: +222 45 25 83 86 Fax: +222 45 24 31 38 Email: elwavi.sm@gmail.com



ANNEXES

PAYS	INSTITUTION	CONTACTS
Fonds d'Adaptation (FA)		
NIGER	Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable	Dr. Kamaye Maazou Secrétaire Exécutif BP 10193, Niamey, Niger. Tel: Bur. +227 20722559; Mob. +27 9698 7470 ou +227 9022 1700 E-mail: kamayemaazou@yahoo.fr
NIGERIA	Federal Ministry of Environment	Mr. Yerima Peter Tarfa Director Department of Climate Change Plot 444, Aguiyi Ironsi Street, Maitama, Abuja-Nigeria Email: petertarfa@hotmail.com Tel.: +2348024920107 or +234 813 555 1311
SENEGAL	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Mrs. Dior Alioune Sidibe Parc Forestier de Hann – B.P. 4055 Dakar, Senegal Email: diorsidibe@yahoo.fr Tel.: 221 77 541 35 80
SIERRA LEONE	Environmental Protection Agency	Mr. Foday Moriba Jaward Executive Chairperson Tel: + 232 764 23645 Email: foday.jaward@epa.gov.sl
TCHAD	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche	Mrs. Fatime Ousmane Geographer and Environmentalist Tel: +235 63000056/99 78 78 29 Email: ousmanefatime0@gmail.com
TOGO	Direction de l'Environnement, Ministère de l'Environnement	Mr. Essobiyou Thiyu Kohoga Directeur de l'Environnement 4825 – Lome Tel.: (228) 221 33 21 Fax: (228) 221 03 33 Email: denv_togo@yahoo.fr essobiyou@hotmail.com



ANNEXES

ANNEXE 3 : LISTE DES ENTITÉS ACCRÉDITÉES DU GCF ACTIVES DANS LA RÉGION CEDEAO-CILSS (DONNÉES GCF 2019)

NOM	Catégorie d'accréditation					Etat du portefeuille (nombre) pour le Climat (GCF)		Types de projets approuvés (nombre)		Contact	Site web
	Type	Project Size	Normes Fiduciaires	Catégorie de risque environnemental et social	Note Concept.	Approuvés	En cours de mise en œuvre	Public	Privé		
BAD	International	Large (Grand)	Basic Project Management Grant Award On-Lending/ Blending (Loans, Equity, Guarantees)	A	3	2	0	2	0	Mr. Timothy Afful-Koomson, Chief Climate Finance Officer (GCF@AFDB.ORG; T.AFFUL-KOOMSON@AFDB.ORG)	www.afdb.org
AFD	Direct Régional	Medium (Moyen)	Basic Project Management Grant Award On-Lending/Blending (Loans, Guarantees)	B	9	2	0	1	1	Mr. Yacoubou Bio-Sawe Director of Environment and Climate Finance (DEFIC) Tel. +228 22 23 27 45 Email : ybiosawe@boad.org	www.boad.org
CSE	Direct National	Small (petit)	Basic Project Management	C	1	1	0	1	0	Dr. Assize Toure, General Manager Tel. +221 338258066 Email : assize@cse.sn Ms. Aissata B. Sall Sylla, Coordinator Climate Finance Unit Tel. +221 77 685 1590 Email : aissata.sall@cse.sn	www.cse.sn
DEUTSCHE BANK AG	International	Large (Grand)	Basic Project Management Grant Award On-Lending/Blending (Loans, Equity, Guarantees)	A	0	1	0	0	1	Mr. Michael Hölter Director E-mail : michael.hoelter@db.com Tel : +49 69 910 30843	www.db.com



NOM	Catégorie d'accréditation						Etat du portefeuille (nombre) pour le Climat (GCF)		Types de projets approuvés (nombre)		Contact	Site web
	Type	Project Size	Normes Fiduciaires	Catégorie de risque environnemental et social	Note Concept.	Approuvés	En cours de mise en œuvre	Public	Privé			
GIZ	International	Medium (Moyen)	Basic Project Management Grant Award	B	0	1	0	1	0	PRIMARY CONTACT Jochen Quinten, Director Market and Portfolio Development (Tél. +49 6196 792561; E-Mail : jochen.quinten@giz.de) SECONDARY CONTACT Xing Fu-Bertaux, Senior Project Manager Market and Development (Tél. +49 (0) 30 338424-498; E-mail: xin.fu-bertaux@giz.de)	www.giz.de	
BANQUE MONDIALE	International	Large (Grand)	Basic Project Management Grant Award On-Lending/Blending (Loans, Guarantees)	A	0	2	0	2	0	Ms. Claudia Croce, Senior Carbon Finance Specialist (Tél. +1 202 458 1697; E-mail : ccroce@worldbank.org or wb-gcf@worldbank.org)	www.worldbank.org	
PNUE	International	Small (petit)	Basic Project Management Grant Award	B	3	1	1	2	0	Primary contact : Ms. Ermira Fida, Senior Programme Management Officer (Tél. +254 20 7623113 ; Email: ermira.fida@unep.org or unenvironment-gcf@un.org Secondary contact: Ms. Hemini Vrontamitis, Legal Officer (Tél. +254 20 7623795 ; Email : hemini.vrontamitis@unep.org or unenvironment-gcf@un.org aissata.sall@cse.sn	www.unep.org	

ANNEXES

NOM	Catégorie d'accréditation				Etat du portefeuille (nombre) pour le Climat (GCF)			Types de projets approuvés (nombre)		Contact	Site web
	Type	Project Size	Normes Fiduciaires	Catégorie de risque environnemental et social	Note Concept.	Approuvés	En cours de mise en œuvre	Public	Privé		
PAM	International	Micro	Basic Project Management	C	1	1	0	1	0	Primary contact Mr. Gernot Laganda, Chief, Climate and Disaster Risk Reduction Programmes Unit (Tél. +39 06 6513 3272 ; Email: gernot.Laganda@wfp.org Secondary contact Ms. Micol Mulon, Programme Policy Officer, Climate and Disaster Risk Reduction Programmes Unit (Tél. +39 06 6513 3156 ; Email: micol.mulon@wfp.org	www.wfp.org/
AFC	International	Large (Grand)	Basic Project Management On-Lending/Blending (Loans, Equity, Guarantees)	A	0	1	0	0	1	Primary contact Ms. Kome Ajegbo, Associate (Tél. +234 1 4480930; Email: kome.ajegbo@africafc.org Secondary contact Ms. Chinekwu Duru, Associate Vice President (Tél. +234 1 2799650; Email: chinekwu.duru@africafc.org	www.africafc.org
FMO (Entrepreneurial Development Bank, Pays-Bas)	International	Large (Grand)	Basic Project Management Grant Award On-Lending/Blending (Loans, Equity, Guarantees)	A	0	1	0	0	1	Primary contact Mr. David Kuijper, Manager Public Investment Management (Tél. +31 70 314 9715 ; Email: d.kuijper@fmo.nl Secondary contact Ms. Tess Van Der Zee, Business Development Officer (Tél. +31 70 314 9884; Email: t.van.der.zee	www.fmo.nl/
ACUMEN FUND, INC.	Direct Régional	Micro	Basic Project Management Grant Award On-Lending/Blending (Loans, Equity)	C	0	1	0	0	1	Primary contact Ms. Lynn Roland, General Counsel (Tél. +1 646 747 3955 ; Email : lroland@acumen.org) Secondary contact Ms. Katherine Montgomery, Associate Director, Strategic Partnership (Tél. +1 646 747 3955 ; Email : kmontgomery@acumen.org)	http://acumen.org



NOM	Catégorie d'accréditation				Etat du portefeuille (nombre) pour le Climat (GCF)			Types de projets approuvés (nombre)		Contact	Site web
	Type	Project Size	Normes Fiduciaires	Catégorie de risque environnemental et social	Note Concept.	Approuvés	En cours de mise en œuvre	Public	Privé		
BEI	International	Large (Grand)	Basic Project Management Grant Award On-Lending/Blending (Loans, Equity, Guarantees)	A	0	1	0	0	1	Primary contact Ms. Maria Esther Badiola Guerra, Green Climate Fund Operations Officer (for pipeline issues) (Tél. +352 437982661; Email: e.badiola@eib.org)	www.eib.org
FIDA	International	Medium (Moyen)	Basic Project Management On-Lending/Blending (Loans, Equity, Guarantees)	B	1	0	0	0	0	Primary contact Ms. Margarita Astralaga, Director, Environment and Climate Division (Tél +39 06 5459 2151, Email: m.astralaga@ifad.org) Secondary contact Ms. Liza Leclerc, Lead Technical Specialist (Tél. +39 334 662 9228, Email: l.leclerc@ifad.org)	www.ifad.org
PNUD	International	Medium (Moyen)	Basic Project Management	B	5	0	0	0	0	Primary contact Mr. Pradeep Kurukulasuriya, Executive Coordinator, Global Environment Finance (Tél +1 212 906 5884; Email: pradeep.kurukulasuriya@undp.org) Secondary contact Mr. Lucas Black, Environmental Policy and Legal Specialist UNDP-Global Environment Finance Unit (Tél +1 212 906 5842; Email: lucas.black@undp.org)	www.undp.org
OMM	International	Small (petit)	Basic Project Management	C	1	0	0	0	0	Primary contact Mr. Markus Replik, Director, Office for Resource Mobilization and Development Partnerships (Tél +41227308743; Email: mreplik@wmo.int) Secondary contact Mr. Jean-Paul Gaudechoux, Senior Programme Manager, Office for Resource Mobilization and Development Partnerships (Tél +41227308311; Email: jpgaudechoux@wmo.int)	www.wmo.int



ANNEXES

ANNEXE 4 : LISTE DES ENTITÉS ACCRÉDITÉES DU FA ACTIVES DANS LA RÉGION CEDEAO-CILSS (DONNÉES FA 2019)

Nom	Type	Pays	Site Web
Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)	Régional	Tunisie	www.oss-online.org
West African Development Bank (BOAD)	Régional	Togo	www.boad.org
Banque Agricole du Niger (BAGRI)	National	Niger	www.bagriner.ni
Centre de Suivi Ecologique (CSE)	National	Sénégal	www.cse.sn
Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC)	National	Bénin	fnec-benin.org
Banque Africaine de Développement (BAfD)	Multilatéral	Côte d'Ivoire	www.afdb.org
International Fund for Agricultural Development (IFAD)	Multilatéral	Italie	www.ifad.org
United Nations Development Programme (UNDP)	Multilatéral	Etats-Unis	www.undp.org
United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization (UNESCO)	Multilatéral	France	www.unesco.org
United Nations Environment Programme (UNEP)	Multilatéral	Kénya	www.unep.org
United Nations World Food Programme (WFP)	Multilatéral	Italie	www.wfp.org
World Bank (International Bank for Reconstruction and Development)	Multilatéral	Etats-Unis	www.worldbank.org
World Meteorological Organization (WMO)	Multilatéral	Suisse	www.wmo.int

FICHE PAYS : BÉNIN



Economie et population

PIB par habitant en 2018¹ : 901,5 dollars E.U.
 Population en 2018² : 11,49 millions habitants
 IDH en 2018³ : 0,52, classant le Bénin au 163^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 165^{ème} rang, sur 180 au niveau mondial, ce qui en fait le 17^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 11^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 6^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.

Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	4
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	1
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	492,3**
Valeur totale du projet (millions USD)	1400**
Secteurs	M1 - Production d'énergie et accès à l'énergie M3-Bâtiments, villes, industries et appareils M4-Forêts et utilisation des terres A1-Moyens de subsistance des personnes et des communautés A2-Santé, sécurité alimentaire et de l'eau A3-Infrastructure et environnement bâti A4-Ecosystèmes et services écosystémiques
Nombre de subventions Readiness	1
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	1,6
AND/PF	Mr. Martin Pépin Aïna Director General, Division of Climate Change (maina@gouv.bj; +229 96613936) Mr. Théodore Cossi Domingo (+229 97764297)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

** La majeure partie de ces montants est allouée à des projets régionaux couvrant plus de 20 pays, en plus du Bénin. Il n'y a pas d'information sur la part revenant uniquement au Bénin.

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Pays	Readiness (Formulation projet)	20 000
Régional (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo)	Réduction des Risques de Catastrophes	7 920 000
Régional (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger et Togo)	Sécurité alimentaire	14 000 000
Régional (Bénin, Burkina Faso, Niger)	Réduction des Risques de Catastrophes	11 536 200

¹ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

² Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

³ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : BURKINA FASO



Economie et population

PIB par habitant en 2018⁴ : 715,1 dollars E.U.
 Population en 2018⁵ : 19,75 millions habitants
 IDH en 2018⁶ : 0,434, classant le Burkina-Faso au 182^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 162^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 20^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 10^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 7^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.

Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	2
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	3
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	452,9**
Valeur totale du projet (millions USD)	1200**
Secteurs	M1 - Production d'énergie et accès à l'énergie M3-Bâtiments, villes, industries et appareils M4-Forêts et utilisation des terres A1-Moyens de subsistance des personnes et des communautés A2-Santé, sécurité alimentaire et de l'eau A3-Infrastructure et environnement bâti A4-Ecosystèmes et services écosystémiques
Nombre de subventions Readiness	3
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	1,1
AND/PF	Mr. Issaka Ouedraogo Adviser to the Prime Minister/Environment Inspector (Work +226 70008769 or +226 7664 9566)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

** La majeure partie de ces montants est allouée à des projets régionaux couvrant plus de 20 pays, en plus du Burkina Faso. Il n'y a pas d'information sur la part revenant uniquement au Burkina Faso.

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Régional (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo)	Réduction des Risques de Catastrophes	7 920 000
Régional (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger et Togo)	Sécurité alimentaire	14 000 000
Régional (Bénin, Burkina Faso, Niger)	Réduction des Risques de Catastrophes	11 536 200

⁴ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

⁵ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

⁶ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : CAP-VERT



Economie et population

PIB par habitant en 2018⁷ : 3635,4 dollars E.U.
 Population en 2018⁸ : 543 767 habitants
 IDH en 2018⁹ : 0,651, classant le Cap-Vert au 126^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain moyen.

Vulnérabilité

Petit État insulaire en développement (PEID) et pays sahélien aride avec seulement 10 % de terres arables, le Cap-Vert est particulièrement vulnérable aux changements climatiques et à ses impacts qui vont des conditions météorologiques extrêmes à l'élévation du niveau de la mer et à la dégradation des stocks de poissons. En particulier, le Cap-Vert est confronté à de graves problèmes d'adaptation liés à la disponibilité des ressources en eau, à la sécurité alimentaire et énergétique et aux processus de désertification¹⁰.



Accès aux fonds climat multilatéraux

Montant financements approuvés par les fonds **multilatéraux de développement** (de 2003 à 2019) : 19 millions de dollars, plaçant le pays à la dernière place en termes de pays bénéficiaires, dans la zone CEDEAO-CILSS.

Montant financements approuvés par les **BMDs** de 2015 à 2018 : 16 millions de dollars, plaçant le Cap-Vert à la dernière place dans la zone CEDEAO-CILSS.

Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	0
Valeur totale du projet (millions USD)	0
Secteurs	
Nombre de subventions Readiness	0
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	0
AND/PF	Mr. Gilson Manuel Gomes Pina National Director of Planning +238 2607611; +238 2607521; gilson.g.pina@mf.gov.cv

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

Portefeuille avec le FA en 2019

Total financements : 47 449 dollars E. U.

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Pays	Readiness (Coopération Sud-Sud)	47 449

⁷ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

⁸ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

⁹ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

¹⁰ INDC 2015

FICHE PAYS : CÔTE D'IVOIRE



Economie et population

PIB par habitant en 2018¹¹ : 1715,5 dollars E.U.
 Population en 2018¹² : 25,7 millions habitants
 IDH en 2018¹³ : 0,516 classant la Côte d'Ivoire au 165^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

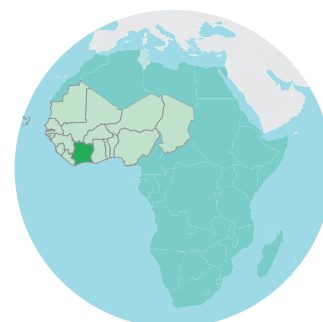
Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 134^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 48^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 3^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 14^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.



Accès aux fonds climat multilatéraux

Montant financements approuvés par les **fonds multilatéraux de développement** (de 2003 à 2019) : 72,6 millions de dollars, plaçant le pays à la 8^{ème} place des pays bénéficiaires, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS.

Montant financements approuvés par les **BMDs** de 2015 à 2018 : 720 millions de dollars, plaçant la Côte d'Ivoire au 3^{ème} rang, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS.



Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	3
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	603**
Valeur totale du projet (millions USD)	1700**
Secteurs	M1 - Production d'énergie et accès à l'énergie M3-Bâtiments, villes, industries et appareils M4-Forêts et utilisation des terres A1-Moyens de subsistance des personnes et des communautés A2-Santé, sécurité alimentaire et de l'eau A3-Infrastructure et environnement bâti
Nombre de subventions Readiness	3
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	3,1
AND/PF	Mr. Tiangoua Koné, Deputy Director of Climate Change (+225 07 2677 01; tiangoua.kone@yahoo.fr)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

** La majeure partie de ces montants est allouée à des projets régionaux couvrant une trentaine de pays, en plus de la Côte d'Ivoire. Il n'y a pas d'information sur la part revenant uniquement à la Côte d'Ivoire.

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Régional (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo)	Réduction des Risques de Catastrophes	7 920 000
Pays	Readiness (Coopération Sud-Sud)	50 000

¹¹ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

¹² Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

¹³ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : GAMBIE



Economie et population

PIB par habitant en 2018¹⁴ : 716,1 dollars E.U.
 Population en 2018¹⁵ : 2,3 millions habitants
 IDH en 2018¹⁶ : 0,466 classant la Gambie au 174^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 141^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 41^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 5^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 12^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.



Accès aux fonds climat multilatéraux

Montant financements approuvés par les **fonds multilatéraux de développement** (de 2003 à 2019) : 66,1 millions de dollars, plaçant le pays à la 9^{ème} place des pays bénéficiaires, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS.

Montant financements approuvés par les **BMDs** de 2015 à 2018 : 67 millions de dollars, plaçant la Gambie au 11^{ème} rang, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS.

Portefeuille avec le GCF en 2019	
Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	1
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	20,5
Valeur totale du projet (millions USD)	25,5
Secteurs	A1-Moyens de subsistance des personnes et des communautés A2-Santé, sécurité alimentaire et de l'eau A4- Ecosystèmes et services écosystémiques
Nombre de subventions Readiness	1
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	0,3
AND/PF	Mr Bai Madi Ceesay, Director of Budget, Ministry of Finance and Economic Affairs (+220 422 9760)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

¹⁴ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

¹⁵ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

¹⁶ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : GHANA



Economie et population

PIB par habitant en 2018¹⁷ : 2203,3 dollars E.U.
 Population en 2018¹⁸ : 29,8 millions habitants
 IDH en 2018¹⁹ : 0,596 classant le Ghana au 142^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à développement humain moyen

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 114^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 68^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 1^{er} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le pays le moins vulnérable de la zone.

Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	1
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	1
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	46**
Valeur totale du projet (millions USD)	81**
Secteurs	A1-Moyens de subsistance des personnes et des communautés A2-Santé, sécurité alimentaire et de l'eau A4- Ecosystèmes et services écosystémiques
Nombre de subventions Readiness	3
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	3,8
AND/PF	Dr. Alhassan Iddrisu, Director of Economic Strategy and Research Division (+233 20 203 0280; AIdrisu@mofep.gov.gh)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

** Ce montant comprend un budget de 56 millions de dollars pour un projet régional couvrant le Ghana, le Nigeria et l'Ouganda. Il n'y a pas d'information sur la part revenant uniquement au Ghana

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Pays	Gestion des ressources en eau	8 293 972
Régional (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo)	Réduction des Risques de Catastrophes	7 920 000
Régional (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger et Togo)	Sécurité alimentaire	14 000 000

¹⁷ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

¹⁸ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

¹⁹ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : GUINÉE



Economie et population

PIB par habitant en 2018²⁰ : 878,6 dollars E.U.
 Population en 2018²¹ : 12,4 millions habitants
 IDH en 2018²² : 0,466 classant la Guinée au 174^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

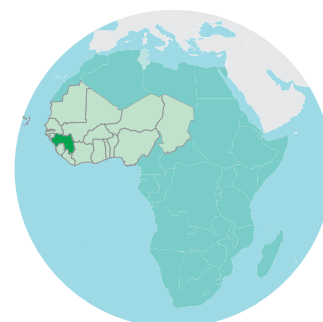
Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 146^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 35^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 7^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 10^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.



Accès aux fonds climat multilatéraux

Montant financements approuvés par les **fonds multilatéraux de développement** (de 2003 à 2019) : 35 millions de dollars, plaçant le pays à la 15^{ème} place des pays bénéficiaires, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS.

Montant financements approuvés par les **BMDs** de 2015 à 2018 : 88 millions de dollars, plaçant la Guinée au 10^{ème} rang, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS.



Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	1
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	67,8**
Valeur totale du projet (millions USD)	209,9**
Secteurs	A1-Moyens de subsistance des personnes et des communautés A2-Santé, sécurité alimentaire et de l'eau A4- Ecosystèmes et services écosystémiques
Nombre de subventions Readiness	1
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	0,3
AND/PF	Mr Viriato Luís Soares Cassamá (+245 5784046; cassamavilus@gmail.com)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

** Ce montant est le budget pour un projet régional couvrant 8 pays, en plus de la Guinée. Il n'y a pas d'information sur la part revenant uniquement à la Guinée.

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Pays	Readiness (Coopération Sud-Sud)	47 449

²⁰ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

²¹ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

²² PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : GUINÉE-BISSAU



Economie et population

PIB par habitant en 2018²³ : 778 dollars E.U.
 Population en 2018²⁴ : 1,9 millions habitants
 IDH en 2018²⁵ : 0,461, classant la Guinée-Bissau au 178^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 176^{ème} rang, sur 180 au niveau mondial, ce qui en fait le 6^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 14^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 3^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.



Accès aux fonds climat multilatéraux

Montant financements approuvés par les **fonds multilatéraux de développement** (de 2003 à 2019) : 54,1 millions de dollars, plaçant le pays à la 11^{ème} place des pays bénéficiaires, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS

Montant financements approuvés par les **BMDs** de 2015 à 2018 : 25 millions de dollars, plaçant la Guinée-Bissau au 15^{ème} rang sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS

Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	1
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	68**
Valeur totale du projet (millions USD)	136,01*
Secteurs	M1 - Production d'énergie et accès à l'énergie
Nombre de subventions Readiness	1
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	0,3
AND/PF	Mr Viriato Luís Soares Cassamá (+245 5784046; cassamavilus@gmail.com)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

** Ce montant est le budget pour un projet régional couvrant 5 pays, en plus de la Guinée-Bissau. Il n'y a pas d'information sur la part revenant uniquement à la Guinée-Bissau

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Pays	Agriculture	9 979 000

²³ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

²⁴ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

²⁵ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : LIBERIA



Economie et population

PIB par habitant en 2018²⁶ : 677,3 dollars E.U.

Population en 2018²⁷ : 4,8 millions habitants

IDH en 2018²⁸ : 0,465, classant le Libéria au 176^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :

- 174^{ème} rang, sur 180 au niveau mondial, ce qui en fait le 8^{ème} pays le plus vulnérable au monde

- 13^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 4^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.



Accès aux fonds climat multilatéraux

Montant financements approuvés par les **fonds multilatéraux de développement** (de 2003 à 2019) : 100,3 millions de dollars, plaçant le pays à la 5^{ème} place des pays bénéficiaires, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS

Montant financements approuvés par les **BMDs** de 2015 à 2018 : 101 millions de dollars, plaçant le Libéria au 9^{ème} rang sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS

Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	0
Valeur totale du projet (millions USD)	0
Secteurs	
Nombre de subventions Readiness	3
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	3,2
AND/PF	Hon. Nathaniel T. Blama, Executive Director/CEO (+231 886518635; +231 777518635; +231 880707024; nblama@epa.gov.lr)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

²⁶ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

²⁷ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

²⁸ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : MALI



Economie et population

PIB par habitant en 2018²⁹ : 899,7 dollars E.U.
 Population en 2018³⁰ : 19,1 millions habitants
 IDH en 2018³¹ : 0,427, classant le Mali au 184^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 173^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 9^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 12^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 5^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.

Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	2
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	2
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	187,5**
Valeur totale du projet (millions USD)	411,4**
Secteurs	M1 - Production d'énergie et accès à l'énergie M3-Bâtiments, villes, industries et appareils M4-Forêts et utilisation des terres A1-Moyens de subsistance des personnes et des communautés A2-Santé, sécurité alimentaire et de l'eau A3-Infrastructure et environnement bâti
Nombre de subventions Readiness	4
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	0,7
AND/PF	Mr Boureima Camara Director General of the Environment and Sustainable Development Agency (+223 66 80 57 56; bouricamara@gmail.com)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

** Ce montant est le budget pour un projet régional couvrant une dizaine de pays, en plus du Mali. Il n'y a pas d'information sur la part revenant uniquement au Mali

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Régional (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo)	Réduction des Risques de Catastrophes	7 920 000
Pays	Multi-secteur	8 533 348
Pays	Readiness (Coopération Sud-Sud)	447 449
Pays	Readiness-Package (Coopération Sud-Sud)	50 000

²⁹ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

³⁰ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

³¹ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : MAURITANIE



Economie et population

PIB par habitant en 2018³² : 1 188,8 dollars E.U.
 Population en 2018³³ : 4,4 millions habitants
 IDH en 2018³⁴ : 0,527, classant la Mauritanie au 161^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

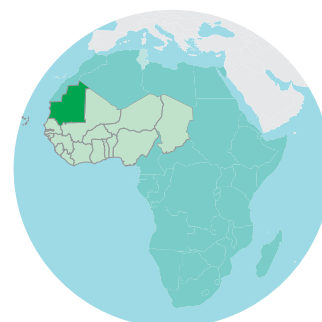
Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 160^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 22^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 9^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 8^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.



Accès aux fonds climat multilatéraux

Montant financements approuvés par les **fonds multilatéraux de développement** (de 2003 à 2019) : 53,1 millions de dollars, plaçant le pays à la 12^{ème} place des pays bénéficiaires, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS.

Montant financements approuvés par les **BMDs** de 2015 à 2018 : 17 millions de dollars, plaçant la Mauritanie au 16^{ème} rang, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS.



Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	1
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	0
Valeur totale du projet (millions USD)	0
Secteurs	
Nombre de subventions Readiness	2
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	3
AND/PF	Mr Sidi Mohamed El Wavi Policy Officer, Coordinator of the National Program on Climate Change (+222 4600 8383 ; elwavi.sm@gmail.com)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Pays	Sécurité alimentaire	7 803 605

³² Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

³³ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

³⁴ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : NIGER



Economie et population

PIB par habitant en 2018³⁵ : 414,0 dollars E.U.
 Population en 2018³⁶ : 22,4 millions habitants
 IDH en 2018³⁷ : 0,377, classant le Niger au 189^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 180^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 2^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 16^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le pays le plus vulnérable de la zone.

Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	1
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	2
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	145,2**
Valeur totale du projet (millions USD)	358,5**
Secteurs	M1 - Production d'énergie et accès à l'énergie M3-Bâtiments, villes, industries et appareils M4-Forêts et utilisation des terres A1-Moyens de subsistance des personnes et des communautés A2-Santé, sécurité alimentaire et de l'eau A3-Infrastructure et environnement bâti A4-Ecosystèmes et services écosystémiques
Nombre de subventions Readiness	2
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	3,2
AND/PF	Dr. Kamaye Maázou, Executive Secretary CNEDD (Bur. +227 207 22 559; Mob. +27 9698 7470 ou +227 9022 1700 ; kamayemaazou@yahoo.fr)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

** Ce montant est le budget pour un projet régional couvrant une dizaine de pays, en plus du Niger. Il n'y a pas d'information sur la part revenant uniquement au Niger

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Pays	Développement Rural	9 911 000
Régional (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger et Togo)	Sécurité alimentaire	14 000 000
Régional (Bénin, Burkina Faso, Niger)	Réduction des risques de catastrophes	11 536 200
Pays	Readiness (Coopération Sud-Sud)	47 449

³⁵ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

³⁶ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

³⁷ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : NIGERIA

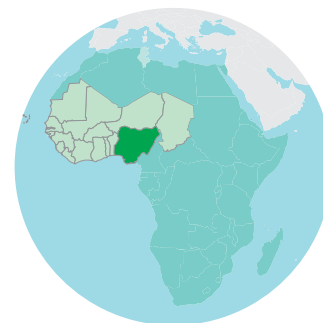


Economie et population

PIB par habitant en 2018³⁸ : 2028,2 dollars E.U.
 Population en 2018³⁹ : 195,9 millions habitants
 IDH en 2018⁴⁰ : 0,534, classant le Nigéria au 158ème rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 127^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 55ème pays le plus vulnérable au monde
 - 2^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le pays 15ème pays le plus vulnérable de la zone.



Accès aux fonds climat multilatéraux

Montant financements approuvés par les **fonds multilatéraux de développement** (de 2003 à 2019) : 92,8 millions de dollars, plaçant le pays à la 6^{ème} place des pays bénéficiaires, dans la zone CEDEAO-CILSS.

Montant financements approuvés par les **BMDs** de 2015 à 2018 : 1292 millions de dollars, plaçant le Nigéria au 1^{er} rang, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS.

Portefeuille avec le GCF en 2019	
Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	1
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	5
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	641,3**
Valeur totale du projet (millions USD)	2600**
Secteurs	M1 - Production d'énergie et accès à l'énergie M3-Bâtiments, villes, industries et appareils M4-Forêts et utilisation des terres A1-Moyens de subsistance des personnes et des communautés A2-Santé, sécurité alimentaire et de l'eau A3-Infrastructure et environnement bâti
Nombre de subventions Readiness	2
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	3,4
AND/PF	Dr. Yerima Peter Tarfa Director, Department of Climate Change (+234 802 492 0107 or +234 813 555 1311; petertarfa@hotmail.com)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

** La majeure partie de ces montants est allouée à des projets régionaux couvrant plus de 20 pays, en plus du Nigéria. Il n'y a pas d'information sur la part allouée uniquement au Nigéria.

³⁸ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

³⁹ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

⁴⁰ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : SÉNÉGAL



Economie et population

PIB par habitant en 2018⁴¹ : 1522 dollars E.U.
 Population en 2018⁴² : 15,8 millions habitants
 IDH en 2018⁴³ : 0,514, classant le Sénégal au 166^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 139^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 43^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 4^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 13^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.

Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	3
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	2
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	320,3**
Valeur totale du projet (millions USD)	851,7**
Secteurs	M1 - Production d'énergie et accès à l'énergie M3-Bâtiments, villes, industries et appareils M4-Forêts et utilisation des terres A1-Moyens de subsistance des personnes et des communautés A2-Santé, sécurité alimentaire et de l'eau A3-Infrastructure et environnement bâti A4-Ecosystèmes et services écosystémiques
Nombre de subventions Readiness	4
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	0,9
AND/PF	Ms. Madeleine Diouf Sarr, Head of Climate Change Division (+221 775524432 or +221770682533; rosemediouf@gmail.com)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

** La majeure partie de ces montants est allouée à des projets régionaux couvrant 16 pays, en plus du Sénégal. Il n'y a pas d'information sur la part allouée uniquement au Sénégal.

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Pays	Gestion côtière	1 351 000
Pays	Gestion côtière	8 619 000
Pays	Readiness (Assistance Technique PES)	18 000
Pays	Readiness (Assistance Technique Genre)	10 000

⁴¹ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

⁴² Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

⁴³ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)



FICHE PAYS : SIERRA LEONE



Economie et population

PIB par habitant en 2018⁴⁴ : 534 dollars E.U.
 Population en 2018⁴⁵ : 7,6 millions habitants
 IDH en 2018⁴⁶ : 0,438, classant la Sierra Leone au 181^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 156^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 26^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 8^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 9^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.



Accès aux fonds climat multilatéraux

Montant financements approuvés par les **fonds multilatéraux de développement** (de 2003 à 2019) : 32,9 millions de dollars, plaçant le pays à la 16^{ème} place des pays bénéficiaires, dans la zone CEDEAO-CILSS.

Montant financements approuvés par les **BMDs** de 2015 à 2018 : 63 millions de dollars, plaçant la Sierra au 2^{ème} rang, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS.



Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	0
Valeur totale du projet (millions USD)	0
Secteurs	
Nombre de subventions Readiness	0
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	0
AND/PF	Prof. Foday Moriba Jaward, Executive Chairman EPA (+23276423645)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Pays	Projet Multi-secteur	9 916 925
Pays	Readiness (Coopération Sud-Sud))	47 449

⁴⁴ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

⁴⁵ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

⁴⁶ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : TCHAD



Economie et population

PIB par habitant en 2018⁴⁷ : 728,3 dollars E.U.
 Population en 2018⁴⁸ : 15,5 millions habitants
 IDH en 2018⁴⁹ : 0,401, classant le Tchad au 187^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 178^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 4^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 15^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 2^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.



Accès aux fonds climat multilatéraux

Montant financements approuvés par les **fonds multilatéraux de développement** (de 2003 à 2019) : 54,2 millions de dollars, plaçant le pays à la 10^{ème} place des pays bénéficiaires, dans la zone CEDEAO-CILSS.

Montant financements approuvés par les **BMDs** de 2015 à 2018 : 47 millions de dollars, plaçant le Tchad au 14^{ème} rang, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS.

Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	1
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	67,8**
Valeur totale du projet (millions USD)	209,9**
Secteurs	M1 - Production d'énergie et accès à l'énergie M3-Bâtiments, villes, industries et appareils M4-Forêts et utilisation des terres A1-Moyens de subsistance des personnes et des communautés A2-Santé, sécurité alimentaire et de l'eau A3-Infrastructure et environnement bâti A4-Ecosystèmes et services écosystémiques
Nombre de subventions Readiness	3
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	1,7
AND/PF	Ibrahim Abdelkerim Hydrologist - Environmentalist and Development Manager Rond-point travaux Route de farcha, Chad Tél. +235 63 11 05 07 ou +235 99 12 89 50 E-mail : gcfund.chad@gmail.com

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Pays	Readiness (Coopération Sud-Sud)	47 449

⁴⁷ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

⁴⁸ Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

⁴⁹ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)

FICHE PAYS : TOGO

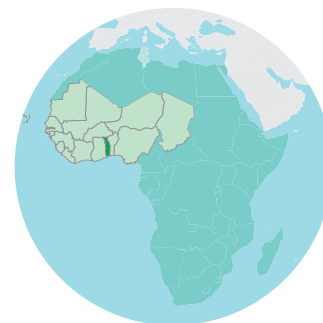


Economie et population

PIB par habitant en 2018⁵⁰ : 679,3 dollars E.U.
 Population en 2018⁵¹ : 7,9 millions habitants
 IDH en 2018⁵²: 0,513, classant le Togo au 167^{ème} rang mondial, dans le groupe des pays à faible développement humain

Vulnérabilité

Classement niveau de vulnérabilité selon l'indice ND-GAIN 2017 :
 - 141^{ème} rang, sur 181 au niveau mondial, ce qui en fait le 40^{ème} pays le plus vulnérable au monde
 - 6^{ème} rang sur 16 pour la zone CEDEAO-CILSS (le Cap-Vert n'étant pas classé), ce qui en fait le 11^{ème} pays le plus vulnérable de la zone.



Accès aux fonds climat multilatéraux

Montant financements approuvés par les **fonds multilatéraux de développement** (de 2003 à 2019) : 52,7 millions de dollars, plaçant le pays à la 13^{ème} place des pays bénéficiaires, dans la zone CEDEAO-CILSS.

Montant financements approuvés par les **BMDs** de 2015 à 2018 : 48 millions de dollars, plaçant le Togo au 13^{ème} rang, sur les 17 de la zone CEDEAO-CILSS.

Portefeuille avec le GCF en 2019

Nombre de projets pays approuvés (FPs & SAPs*)	0
Nombre de projets multi-pays approuvés (FPs & SAPs*)	3
Montant total approuvé sur ressources GCF (millions USD)	600,6**
Valeur totale du projet (millions USD)	1600**
Secteurs	M1 - Production d'énergie et accès à l'énergie M3-Bâtiments, villes, industries et appareils M4-Forêts et utilisation des terres A1-Moyens de subsistance des personnes et des communautés A2-Santé, sécurité alimentaire et de l'eau A3-Infrastructure et environnement bâti
Nombre de subventions Readiness	2
Montants subventions Readiness approuvés (millions USD)	0,6
AND/PF	Mr. Esso-Sam Abdou Rassidou Agrignan, Economist Manager, in charge of financial services (+228 2221 3321 or +228 9028 0426 ; ragrignan80@yahoo.fr)

* FP (demande de financement) et SAPs (demande de financement selon la procédure d'approbation simplifiée)

** La majeure partie de ces montants est allouée à des projets régionaux couvrant plus de 39 pays, en plus du Togo. Il n'y a pas d'information sur la part allouée uniquement au Togo.

Portefeuille avec le FA en 2019

Type	Secteur	Montant subvention (USD)
Régional (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo)	Réduction des Risques de Catastrophes	7 920 000
Régional (Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger et Togo)	Sécurité alimentaire	14 000 000
Pays	Readiness (Coopération Sud-Sud)	50 000

⁵⁰ Banque Mondiale 2019 https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=BF-1W&year_high_desc=false

⁵² Banque Mondiale 2019 (<https://data.worldbank.org/country/togo>)

⁵³ PNUD 2019 (Human Development Report 2019)



Le Programme GCCA+ est une initiative du Groupe des États ACP financée par le fonds européen de développement de l'Union européenne